

Jacques Merlino

**LES VÉRITÉS
YOUGOSLAVES
NE SONT PAS
TOUTES
BONNES À DIRE**

Albin Michel

***L'information
spectacle***

JACQUES MERLINO

LES VÉRITÉS YOUGOSLAVES
NE SONT PAS TOUTES
BONNES À DIRE

Préface du général Pierre M. Gallois

Albin Michel

« Mal nommer les choses, c'est ajouter
au malheur du monde. »

ALBERT CAMUS

« Je crois que personne n'est clair :
moi le premier. Ce qui me passionne,
c'est d'aller pêcher dans cette ombre
qui est la mienne en même temps que
celle des autres. »

PIERRE DESGRAUPES

PRÉFACE

par le général Pierre M. Gallois

Comment mener une campagne victorieuse sans CNN ? s'exclamait un colonel américain alors que l'opération « Tempête du désert » s'achevait sur la déroute de la garde républicaine. Curieusement, tandis que les forces alliées matraquaient indifféremment les avants et les arrières irakiens, les correspondants de presse des pays coalisés poursuivaient à Bagdad leur travail d'information... et de désinformation. Sans doute Saddam Hussein avait-il estimé qu'il avait intérêt à ce que les images de la guerre soient diffusées dans le monde entier.

Pourtant, illuminé par les tirs de la DCA irakienne et par les détonations des projectiles des coalisés, le ciel de Bagdad témoignait à la fois de l'activité — sinon de l'efficacité — de la défense et de l'intensité des assauts des aviations alliées. Ni l'apparition à l'écran du visage tuméfié du pilote sauvé par son parachute, ni celle du président irakien étendant une main protectrice sur la tête d'un tout jeune Britannique ne servirent la cause irakienne. On verra que la manipulation de l'image n'est pas toujours facile et que, selon les cultures, elle est différemment interprétée.

Depuis la guerre du Golfe, l'« orientation » des opinions publiques par la diffusion d'images appropriées aux objectifs visés par les gouvernements est devenue la principale composante de leur stratégie. Elle y prépare les populations, sollicite

leur adhésion, justifie leur contribution, transforme les dures — et immorales — exigences de la Real Politik en œuvres humanitaires, maintient la cohésion nationale dans l'épreuve et assure aux gouvernements les suffrages de leurs ressortissants. Bernés, ils sont satisfaits de l'être et lorsque, avec le passage du temps, la supercherie est découverte, une autre « manipulation » fait oublier la précédente, si bien que le système de « mise en condition » par l'image est, peu à peu, accepté comme une méthode de gouvernement normale.

Avant-hier la presse et le livre, hier la radio formaient les esprits, aujourd'hui l'image les convainc. Il y a près de deux siècles que Napoléon égarait les chancelleries et les états-majors ennemis en faisant publier de fausses informations sur l'importance numérique de ses garnisons. En 1914, l'affiche mobilisa les Français, vidant leurs bas de laine et surtout les rangs de leurs combattants face aux « casques à pointe ». Il n'y a pas si longtemps que, secouant l'opinion publique, Soljenitsyne séparait le Russe du communiste, exaltant les éternelles vertus du premier et justigeant les turpitudes du second.

Mais l'écrit n'est que l'expression des idées de l'auteur. Les frontières, le cloisonnement des cultures et des langues en limitent le rayonnement. Plus largement diffusée, l'argumentation du commentateur parlant à la radio n'en paraît pas moins transmettre une opinion personnelle ou une interprétation subjective de la réalité. En revanche, l'image reproduit un fait, un événement, dont on ne peut discerner s'il est véridique ou s'il a été tronqué, déformé, « fabriqué », mais qui, sur le moment, force la conviction.

Les sociologues ont étudié minutieusement, et aussi fait comprendre la puissance de l'image, l'attraction qu'elle exerce par l'indiscutable réalité qu'elle projette dans presque tous les foyers, la facilité avec laquelle elle emporte l'adhésion, l'empreinte qu'elle laisse dans le subconscient, son pouvoir réducteur, effaçant les impressions antérieures, confuses,

contradictaires, formées par l'écrit ou la parole. La maîtrise du cosmos et la généralisation des satellites de communication viennent de lui donner une audience mondiale. Chacun peut voir, à sa porte comme aux antipodes, au moment même où il se produit, l'événement qui importe. Ou que les médias jugent commercial de faire connaître. Ainsi se mélangent des courants d'information répondant à des intérêts divers, parfois convergents, parfois opposés. Mondialement répercutée, l'image enrichit les entreprises de diffusion, mais facilite ou bien complique la tâche des gouvernements.

Viennent s'ajouter aux médias de la télévision les officines de sélection des images, voire de fabrication de fausses images, accommodant la réalité au gré de ceux qui financent leurs réalisations car la désinformation par l'image accompagne désormais l'image candide.

En fait, aucune ne l'est complètement et cela indépendamment de la volonté de ceux qui la recueillent et la diffusent. C'est ainsi que les films américains étalant l'opulence des nantis, leurs grosses voitures, leurs demeures luxueuses, les somptueuses toilettes des femmes, l'aisance des hommes, eurent des conséquences totalement imprévues. Il s'agissait pour les réalisateurs de présenter la vie en rose, en or dirons-nous, afin d'atteindre une large audience éprise de rêve... et ainsi de gagner beaucoup d'argent. Ils ne se doutaient pas que leurs films bouleverseraient l'ordre du monde, condamneraient des institutions tenues pour inébranlables, renverseraient les murs — celui de Berlin — et les murailles — celle de Chine. La combinaison des techniques de diffusion spatiale et de l'affaiblissement des régimes autocratiques contraints de « s'ouvrir » sur l'extérieur a permis aux riches de faire connaître aux pauvres les joies de l'opulence. Qu'on imagine l'effet de la projection des scènes de la vie de milliardaire telle que les rapportent Dallas, Dynasty, Pour l'amour du risque et autres films du même genre dans un appartement de l'ex-URSS où trois ménages doivent se partager la même cuisine.

Répétée, cette involontaire propagande en faveur du libéralisme devint mobilisatrice. Pourquoi vivent-ils ainsi, et nous si pauvrement ? L'économie soviétique était assez retardée pour que la comparaison apparaisse insoutenable, mais assez avancée pour que la question soit pertinente. Le bloc de l'Est se révéla incapable d'y résister. Les vitrines de Berlin-Ouest agirent comme un aimant, le capitalisme y étalant ses séductions.

Procédé intermédiaire entre l'austérité de l'écrit, l'aridité de la parole et l'image mondialement télévisée, le film cinématographique avait été utilisé au cours de la Seconde Guerre mondiale pour vaincre les réticences de la population et l'amener à soutenir de grandes causes. C'est ainsi que la guerre du Pacifique devenant terriblement meurtrière, le gouvernement américain, les états-majors, le complexe militaro-industriel — secteur aéronautique — s'accordèrent sur le recours à une nouvelle stratégie : celle que proposait Alexandre de Seversky, pilote, ingénieur, constructeur d'avions, avec son livre Victory through Air Power. Au lieu de reconquérir une à une, par de durs combats terrestres et navals, les positions japonaises qui s'étendaient loin autour de l'archipel nippon, l'on frapperait le Japon au cœur et, d'un coup, sa résistance s'effondrerait. Mais il fallait construire une importante flotte de bombardiers à long rayon d'action (l'arme atomique n'en était qu'au stade de l'étude) capables de déverser par centaines de milliers des tonnes d'explosifs sur les villes japonaises. L'image fut appelée à la rescousse pour rallier à la nouvelle stratégie et ce sont les frères Disney qui eurent à illustrer par un dessin animé le projet de Seversky. Le film fut projeté dans d'innombrables salles, aux États-Unis et en Grande-Bretagne et il familiarisa — si l'on peut dire — la population avec les bombardements stratégiques. Il démontrait qu'une grande guerre pouvait être gagnée en limitant les pertes du vainqueur tout en augmentant celles du vaincu. La leçon sera comprise et suivie quarante-huit ans plus tard, avec la destruction de l'Irak par la voie aérienne, le rapport des pertes étant de 1 à 1 000.

Ainsi l'image « candide » avait déjà été précédée par l'image « intentionnelle ». Lors de la crise de Cuba, c'est encore l'image qui administra au monde — à l'époque avec un certain retard — la preuve de l'audace soviétique : affirmer que des missiles balistiques étaient installés à quelque 100 kilomètres du sol américain et 8 ou 10 000 kilomètres de Moscou eût passé pour une manœuvre de la CIA si l'image des sites de lancement n'avait pas été largement vulgarisée. En revanche, les moyens d'observation étant strictement américains — avions U.2 photographiant à très haute altitude —, la Maison-Blanche eut tout le temps de préparer sa riposte sans craindre que les satellites d'un pays tiers n'affolent l'opinion publique américaine par des révélations prématurées.

Intentionnelles, les images peuvent également être malignes. Alors que le président Bush souhaitait que ses concitoyens le soutiennent dans l'opération de destruction de l'Irak qu'il projetait et que les Koweïtiens se désolaient du peu d'intérêt que les Américains portaient à leur sort, une agence de relations publiques d'outre-Atlantique, Hill and Knowlton, reçut d'importants subsides — provenant des pays pétroliers de la péninsule arabique — pour mener campagne en faveur de la guerre de libération du Koweït. L'agence usa du plus efficace des stratagèmes, celui qui à coup sûr mobiliserait l'Amérique tout entière : la mort délibérée de nouveau-nés, racontée par une jeune et charmante réfugiée, ayant par miracle échappé aux soudards irakiens. Taisant son nom par peur de représailles exercées à l'encontre de sa famille demeurée aux mains des envahisseurs, elle raconta par le menu comment les Irakiens avaient enlevé vingt-deux bébés des couveuses et, les jetant à terre, les laissèrent agoniser, le tout récité les larmes aux yeux. Ces quelques dizaines de minutes de télévision bouleversèrent à tel point les Américains qu'ils réclamèrent vengeance. Saddam Hussein était satanisé, son peuple mis au ban des nations et justifiés d'avance les massacres qui suivirent et l'embargo qui fit périr quelque 200 000 Irakiens, plus particulièrement des

enfants. La guerre terminée, l'on apprit que pour 10 millions de dollars, grâce à l'image télévisée, Hill and Knowlton avaient « manipulé » 250 millions d'Américains : la « réfugiée » était la fille de l'ambassadeur du Koweït aux Nations unies, l'histoire des bébés arrachés de leur couveuse une invention dont le président George Bush lui-même accrédita la véracité puisqu'il y fit référence une demi-douzaine de fois devant le Congrès et la presse.

Sans l'image télévisée et l'astucieuse immoralité de MM. Hill et Knowlton, le retournement quasi instantané de l'opinion publique américaine n'aurait pas été possible. Désormais, par l'image et l'argent, l'argent payant l'image, n'importe quelle cause peut être défendue. Les spécialistes de la désinformation — ils sont de plus en plus nombreux et leur métier est des plus lucratifs — savent que leurs images restent imprimées dans la mémoire de la collectivité, que la première image est en quelque sorte indélébile et que les démentis ultérieurs n'en atténuent guère la portée. Au cours des trois ou quatre dernières années, les gouvernements ont appris — parfois à leurs dépens — à la placer au service de leur politique. Puisque, en démocratie, les dirigeants sont censés exprimer le point de vue de la majorité de leurs ressortissants, il s'agit, par l'image, vraie, tronquée, ou fausse, de préparer l'opinion à soutenir la réalisation des desseins gouvernementaux. C'est une question d'argent et d'inventivité de la part des organismes de désinformation. Les événements d'Irak, ceux de l'ex-Yougoslavie témoignent du plein succès de cette nouvelle manière de réaliser une complète osmose entre l'action envisagée par un gouvernement et le sentiment de son opinion publique. Au cours de son enquête, Jacques Merlino a rencontré les spécialistes de fausses nouvelles et de manipulation des foules. On verra, en lisant les pages qui suivent, que l'agence de relations publiques Ruder Finn Global Public Affairs — dont le siège est à Washington — n'a rien à envier à Hill and Knowlton. Elle a fait fortune en diabolisant les Serbes parce

que le démantèlement de la Yougoslavie, souhaité par l'Allemagne, la Turquie, les pays pétroliers et, par voie de conséquence, par les États-Unis, nécessitait qu'ils fussent cloués au pilori. Question d'argent. Et ni l'Allemagne ni surtout l'Arabie Saoudite n'en manquent. C'est ainsi que fonctionne le « nouvel ordre international ».

Paradoxalement, l'absence d'images est tout aussi déterminante. Elle s'ajoute à la panoplie des manipulations par les médias dont disposent les puissances politiques et celles de l'argent. Pour la quasi-totalité des habitants de la planète, désormais, un fait n'existe que si son image, ou son image virtuelle, savamment agencée, apparaît sur l'écran. Pas d'images, pas d'événement. La presse, la radio peuvent traiter avec compétence des affaires du monde, seule une minorité la lit ou l'écoute et en tient compte. En revanche, un incident banal, s'il importe qu'il soit magnifié par l'image et s'il est orienté par un habile commentateur, devient un phénomène d'intérêt général et il peut, s'il est diffusé largement, mobiliser la communauté internationale. C'est le cas, parfois, d'une compétition sportive, des aventures d'une famille princière ou d'une vedette de music-hall.

Mais le « silence » visuel sert la politique des gouvernements. La Somalie est, stratégiquement, fort bien située, à la sortie de la mer Rouge, à relative proximité de la péninsule arabique, la route la plus fréquentée par les pétroliers longeant son littoral. Les États-Unis y avaient installé deux aérodromes et aussi une station terrestre contrôlant la « circulation » de leurs satellites. C'est sans doute pour toutes ces raisons que la famine dont souffrait sa malheureuse population fit l'objet de nombreux reportages télévisés. Ainsi l'opinion fut-elle préparée à une massive intervention militaire et humanitaire. Elle eut lieu, avec un bonheur inégal, mais cependant, grâce à l'image, elle fut quasi unanimement approuvée. De la famine et des exactions dont mouraient les chrétiens du Soudan, à quelques centaines de kilomètres plus à l'ouest, aucune image ne fut

diffusée. Politiquement et stratégiquement, leur sort n'intéressait aucun État et le Conseil de sécurité des Nations unies ignora le génocide des Soudanais, et le monde derrière lui.

L'image télévisée sauve ou condamne. Jusqu'à ce qu'un cameraman fixe les traits douloureux d'une enfant grièvement atteinte et privée des soins nécessaires, les malades et les blessés de Sarajevo n'étaient suivis et, dans la mesure du possible, sauvés que par le dévouement du personnel des organisations caritatives. La négociation de Genève traînant en longueur, un mouvement général d'opinion pourrait peut-être forcer la décision. Aussi le cas — tragique — de la petite Irma mobilisa-t-il, soudainement, toutes les télévisions, alertant enfin la communauté sur le drame des blessés de Sarajevo. (Rappelons que des milliers de rotations aériennes ont ravitaillé la ville et que les avions s'en retournaient à vide ou à demi-vide.) L'absence d'image condamne : aucun hôpital allemand n'accepta de soigner un enfant de quatre ans, évacué outre-Rhin et dont la famille ne disposait pas des sommes demandées. Faute d'être apparu sur l'écran, l'enfant est mort.

Par moments, en matière de cynisme, il semblerait que les démocraties, championnes de l'ordre moral, n'aient rien à envier aux autocraties. Sur celles-ci, leur maîtrise de l'image leur donne seulement l'hypocrite avantage de savoir rallier l'opinion à leurs comportements, fussent-ils condamnables.

AVANT-PROPOS

Il est permis de placer un peuple au ban des nations. De le définir comme un ramassis de violeurs et d'extrémistes n'ayant rien à envier aux nazis. Il est permis de dresser contre ce peuple l'ensemble de la planète, de préparer à son égard un tribunal rappelant celui de Nuremberg, d'élaborer des plans d'intervention militaire et des stratégies de bombardement ciblées. Il est permis de chasser ce pays de l'ONU et de soumettre les Serbes à un embargo économique total. Cela est permis puisque c'est cela qui est fait.

Mais il est permis aussi de penser que cet acharnement manque de discernement. Qu'un peuple n'est jamais coupable dans son ensemble. Qu'une nation a une histoire et une mémoire. Que les manipulations médiatiques existent. Et que l'émotion, l'emportant sur la raison, est bien mauvaise conseillère.

Cela est permis puisque c'est l'objet de ce texte. Il va à l'encontre de tout ce qui alimente l'opinion publique internationale. Il s'expose aux critiques de ceux qui ne voudront pas se déjuger. Il présente les faiblesses habituelles d'une démarche libre et sereine face à la passion et à la déraison.

Réfléchir à contre-courant est pourtant une tradition de la pensée française, un cadeau de Voltaire qui

est bien précieux. La condition première de la liberté n'est-elle pas celle de douter ?

Mais le doute ne vaut rien s'il ne reste que mélange de méfiance et de prudence. Il doit être surmonté. Et ne peut l'être que par une remise à plat d'idées reçues et par un travail d'enquête repartant des faits et des documents bruts. La tâche est rude et vaste. Elle est en vérité indispensable et urgente si l'on est persuadé que les débordements actuels peuvent provoquer un cataclysme dépassant, de très loin, les pauvres Balkans.

Genève, janvier 1993

L'homme est grand, pas loin de 1,90 m. Il est massif et son visage est épais. Déjà, le contour du visage se perd et de la mollesse apparaît avec le double menton. Ses cheveux gris-blanc sont assez longs et une mèche en aile de corbeau lui barre le front. Il est docteur en psychiatrie et poète à ses heures. Il s'appelle Radovan Karadzic, c'est le chef des Serbes de Bosnie, celui qui depuis des mois mène la guerre et dirige le siège de Sarajevo.

Devant lui, sur la table basse du salon de cette belle maison qui donne sur le lac Léman, des feuilles de papier, des cartes, des brouillons et des documents dactylographiés. Debout, près de la fenêtre, un garde du corps aux poches bourrées de chargeurs de pistolet. Assis autour de Karadzic, des Serbes de l'étranger, venus de Londres, de New York et de Paris. Ce sont des intellectuels, professeurs, éditeurs, journalistes. Radovan Karadzic, en seconde position sur la liste des criminels de guerre établie par le Département d'État américain, est détendu et jovial. Il boit un petit vin blanc de Suisse et claque en riant

la cuisse de sa femme, assise un peu en retrait, attentive, penchée vers lui dans une attitude de recherche de proximité, comme l'on s'assied près d'un feu lorsque l'on a froid. Elle reste silencieuse, soumise certes, mais avec de la liberté dans le regard et de la fierté dans le port de tête.

Nous sommes en janvier 1993, la guerre n'en finit pas dans l'ex-Yougoslavie et ici, à Genève, deux hommes, lord Owen et Cyrus Vance, tentent au nom de l'ONU de trouver les termes d'un accord de paix. Les jours vont et viennent et les négociations n'avancent pas.

« *Let me check an idea* », lance brutalement Karadzic. Il se saisit d'une feuille de papier et se met à dessiner. « Voilà, cela, c'est la Croatie. Regardez, ce territoire est mal dessiné avec sa forme de croissant de lune. Pourquoi ne pas couper les deux extrémités, ces deux territoires effilés, et nous les donner. En échange, nous offririons d'autres territoires. Que pensez-vous de cette idée? »

Et son regard se pose sur moi, insistant, tendu, exigeant une réponse qui ne vient pas facilement. Les négociations portent essentiellement sur une carte de partage de la Bosnie-Herzégovine. Je commence à bien connaître cette carte et aurais pu argumenter sur elle. Mais ce revirement total me prend de court. Comme si les négociations n'étaient rien et que l'on pouvait à tout instant repartir sur une autre idée, une autre proposition, comme si tout était ouvert et possible.

« Mais, sur ces terres, vivent des hommes et des femmes. On ne peut tout de même pas disposer d'eux ainsi, comme s'ils n'existaient pas, finis-je par répondre.

— Et si cela peut apporter la paix? » rétorque Karadzic.

Je n'ai pas de réponse à cela, les autres non plus. Le garde du corps qui fait aussi office de maître d'hôtel profite de ce silence pour changer nos verres et nous resservir à boire.

Dehors, la neige commence à tomber, assourdisant le peu de bruit venant de l'extérieur, renforçant la sensation d'intimité qui commence à s'installer. Des gens entrent et sortent, des petits groupes se font et se défont, s'ordonnant naturellement autour de Karadzic. C'est agréable, un peu comme à la cour du roi, chacun connaissant sa place et son rôle, respectant naturellement un protocole non écrit. La fraternité de ces hommes placés au ban des nations est tangible et chaleureuse. Elle est enveloppante, aspirante et il est difficile de marquer que l'on n'est là que de passage, par nécessité professionnelle, pour comprendre seulement, loin de toute idée d'engagement.

Deux femmes arrivent, grandes, minces, élégantes, douces dans leurs propos et habiles dans leur aisance à l'égard des langues étrangères. Elles sont serbes de Belgrade, mais ont séjourné à New York après avoir fait leurs études à Moscou et avant de venir vivre à Genève. Je les regarde et m'interroge : « Est-ce que ces femmes peuvent être femmes d'hommes d'un peuple qui viole des milliers de femmes? » La question m'apparaît stupide mais enfin... Après tout, lorsque la communauté internationale définit les Serbes comme un peuple de violeurs, qu'elle chiffre entre 20 000 et 50 000 le nombre de femmes croates ou musulmanes écartelées, bafouées, pénétrées, déchirées, abîmées à jamais, lorsque l'affaire prend une telle ampleur, pourquoi, après tout, ne pas poser son regard sur les femmes de ceux qui sont supposés

commettre de tels crimes et tenter de lire en elles confirmation ou infirmation? Si cela était vrai, un regard de femme serbe pourrait-il dissimuler la douleur d'une femme croate? Peut-être... rien ne prouve rien... Mais enfin...

Karadzic me fait des frais. Non pour ma personne évidemment. Mais pour la télévision que je représente. Il me soigne, me demande si je veux boire à nouveau, m'offre une cigarette, me demande si je suis bien logé. Marque un temps de silence et brutalement, les yeux dans les yeux, me lance :

« Nous sommes à la veille de la troisième guerre mondiale. Bientôt, la France ne sera plus que le premier pays du tiers monde. La Yougoslavie n'est pas un lieu d'affrontements entre Serbes, Croates et musulmans, elle est un terrain d'exercice pour les grandes puissances. L'Allemagne tout d'abord qui vient, là, chercher les voix slovènes et croates afin de les ajouter à celles des Polonais, des Hongrois, des Tchèques et des Autrichiens lorsque la Grande Europe sera faite. Les États-Unis, ensuite, qui ont bien compris que la Yougoslavie et ses guerres affaiblissaient l'Europe, son seul vrai concurrent à l'aube de l'an 2000. Les États-Unis qui soutiennent les musulmans pour faire plaisir à la Turquie. Parce que la Turquie aura bientôt 65 millions d'habitants et que Washington veut en faire un pôle stabilisateur au Proche-Orient. »

Cela est venu d'un coup, sans avertissement, rompant le charme qui commençait à régner et la dérive amicale d'un groupe de gens de bonne compagnie. Les regards sont tournés vers moi puisque cette sortie m'est destinée. Je ne répons pas. Il n'y a rien à répondre. Je pensais au regard des femmes. Pas à la troisième guerre mondiale. Dans le silence qui

s'installe et qui dure, ne trouvant confiance que dans ma capacité à afficher une certaine tranquillité, je me laisse dériver vers l'Histoire, avec un grand H, me disant ou me rappelant qu'autrefois à l'école, c'est ainsi que l'on nous enseignait la mémoire des hommes. Le jeu des grandes puissances, les zones d'influence, les alliances et les enjeux inavoués. On est toujours ridicule lorsque l'Histoire avec un grand H vous accroche au passage. Votre pauvre cerveau n'est habitué à l'appréhender qu'au passé, pas au présent. L'Histoire au présent est insupportable, on ne peut la pénétrer, on n'ose s'y confronter. Elle était étude du passé, avec un début et une fin. L'Histoire, c'est de l'Histoire, oserais-je dire. Mais au présent, comme cela, avec un verre de vin à la main, dans une belle maison sur les bords du lac Léman et entouré d'hommes et de femmes à qui l'on demanderait volontiers ce qu'ils pensent du dernier Woody Allen, cela ne ressemble à rien. A rien d'autre qu'à une certaine banalité du quotidien où qu'il soit vécu.

« Passons à table », dit gentiment la femme de Radovan Karadzic. Et l'on y passe ainsi sans protocole. S'asseyant là où on le désire. C'est une grande table de bois, semblable aux tables des chalets montagnards, de ces tables autour desquelles, on peut être autant que l'on veut en étant bien, une table sans chichis, faite pour être entre amis, où il y a toujours de la place pour celui qui vient un peu tard, une table sans ornement, avec simplement au centre un grand plateau de charcuterie. On se sert comme cela avec sa fourchette, directement, sans trop faire attention au reste. C'est secondaire puisqu'on est là pour parler.

Mon voisin de gauche est Aleksa Buha, il est en quelque sorte ministre des Affaires étrangères de la

République serbe de Bosnie. Il parle français difficilement mais avec application. Je ne le connais que de nom puisque ce nom figure en troisième position sur la liste des criminels de guerre établie par Eagleburger, pour le Département d'État américain. Il m'explique qu'il était encore, il y a quelques mois, professeur de philosophie à Sarajevo. Spécialiste de philosophie allemande, Kant, Hegel... vous savez...

« Je suis un homme cassé », me dit-il. Il revient d'Allemagne précisément, ce pays à la pensée duquel il a consacré toute sa vie. Il était invité à participer à un débat en direct à la télévision. Et s'est fait agressé d'emblée. Traîné dans la boue devant des millions de téléspectateurs. Face à des contradicteurs qui non seulement l'avaient immédiatement interpellé comme criminel de guerre, mais ensuite l'avaient embarqué dans une série d'accusations dont il n'avait ni les tenants ni les aboutissants, tirant profit de leur rapidité de langage alors que lui, habitué à la langue allemande de l'écrit, ne pouvait se mettre au même rythme, ni trouver les mots ou les références pour faire de l'auditeur un complice.

« Je suis un homme brisé, répéta-t-il. Ma bibliothèque a été brûlée. Ma famille est dispersée et mon pays est ensanglanté. »

On ne sait jamais ce que vaut un homme ni ce que pourrait faire la main qui vous tend le pain. Mais, pour le ton de sa voix, pour sa manière d'être envers les autres, pour son corps qui ne mentait pas lorsqu'il disait être un homme cassé, je le jugeais homme de qualité. Cela m'était évident tout simplement.

Lorsque la confiance s'est établie, je lui ai demandé, à lui, le professeur de philosophie, familier de Kant, de Hegel et bien sûr de Marx, à cet homme qui aimait les livres et qui citait en premier la

destruction de sa bibliothèque dans la liste des malheurs qui lui étaient arrivés, je lui ai demandé ce que l'on n'ose plus demander à qui que ce soit dans ce conflit :

« Mais pourquoi vous ne pouvez pas vivre en paix avec vos voisins croates ou musulmans ? Au-delà des choses du passé que l'on connaît et qui devraient pouvoir être oubliées comme elles l'ont été ailleurs, pourquoi choisir l'horreur de la guerre à de petits inconforts du quotidien ? »

Il ne répondit pas tout de suite. La question était trop simple, trop primaire, pour que la répartie aille de soi. Et sans doute aussi était-il gêné par la langue, par cette difficulté que l'on connaît de nuancer, mesurer, balancer dans une expression qui n'est pas naturelle.

« Ils n'aiment pas nos plaisanteries, lâcha-t-il enfin. Ils ne les comprennent pas », corrigea-t-il.

Ce n'était que cela, une réponse dans un contexte de dîner non officiel, dans une langue non maîtrisée, et confiée à quelqu'un qui n'était pas supposé en faire état. Mais enfin, cela advint et advint en premier.

Je lui répondis évidemment que ce n'était pas une raison, que l'on n'entrait pas en guerre simplement parce que vos voisins ne comprenaient pas vos plaisanteries, et qu'un humour non partagé ne pouvait en aucun cas engendrer autant d'horreurs.

Le professeur de philosophie, familier de Kant et de Hegel, ministre des Affaires étrangères des Serbes de Bosnie, homme brisé, n'avait pas le cœur à polémiquer. Ni à manger. Ni à rire. Ni à parler. Il était à côté de moi, replié sur lui-même, pensant sans doute à ce qu'il aurait dû dire en direct à la télévision allemande, cherchant encore ce qu'il pouvait ajouter à un journaliste français qui le poursuivait en privé

alors que, sans doute, il aurait préféré être seul, seul dans cette maison du bord du lac Léman, seul à dialoguer avec lui-même, à réfléchir sur tous ces livres lus et ces cours donnés, à cette époque où, du haut de sa chaire, il pouvait dire à ses étudiants : « C'est ainsi que sont les choses », au temps des certitudes et des horizons définis.

Lorsqu'il se tourna vers moi après tout ce temps de réflexion et de méditation partagées, il ne trouva que quelques mots simples, très simples, mais il sut les dire avec un grand accent de vérité car il y avait dans son ton plus qu'une blessure, une déchirure, une fracture, un signe de ces cercles que l'on franchit et dont on ne revient pas, une souffrance profonde à soudain réaliser ce que jamais il n'aurait pu accepter, une pudeur extrême dans l'hésitation de la formulation, comme si avant de les dire, il pouvait encore les changer ou comme si sachant qu'une fois dites, il ne pourrait plus y revenir. Il dit simplement : « C'est la réalité. »

Genève, hôtel Intercontinental, 3 heures du matin

On ne passe pas impunément de telles soirées. L'on ne peut aisément trouver le sommeil lorsque se sont entremêlées tant d'émotions, d'informations et de réflexions. Dans cette chambre de l'hôtel Intercontinental de Genève où j'ai maintenant quasiment élu domicile depuis près d'un mois que je suis les négociations de paix menées par lord Owen et Cyrus Vance, je mets au propre mes notes et consulte ma documentation. Il est tard, 3 heures du matin, et je

dois le lendemain intervenir dans les journaux télévisés de 13 heures et de 20 heures. Cela signifie qu'il faudra travailler très vite et, dans ce contexte, mieux vaut avoir l'esprit frais et reposé. Je le sais et redoute plus que tout de me retrouver dans ce type de circonstances avec un manque de sommeil qui abîme les réflexes et distancie trop les situations. Alors je m'efforce au plus vite de faire le ménage, de mettre un peu d'ordre afin de m'assurer un court temps de repos.

Je recherche d'abord des informations sur mon voisin de table, Alexandre Buha, dont les propos et le comportement m'ont touché. Dans un livre¹ qui vient juste de m'être envoyé en service de presse, et que j'avais lu rapidement dans l'avion, je retrouve ceci : « A partir du mois d'août 1992, des personnalités serbes menacent de plus en plus ouvertement les puissances occidentales de recourir au terrorisme nucléaire. Le 8 août, Alexandre Buha, " ministre des Affaires étrangères de la République serbe de Bosnie-Herzégovine ", menace d'envoyer des commandos suicides contre les centrales nucléaires européennes, au cas où les Occidentaux interviendraient en Bosnie-Herzégovine. »

Je comprends mieux alors la teneur des accusations auxquelles il dut faire face lors de l'émission télévisée en Allemagne. Et la bonne impression qu'il m'avait faite devrait être nuancée, sinon effacée. Pourtant, je sens confusément que la vérité est plus complexe et que l'on ne pourrait coller à cet homme l'étiquette de terroriste potentiel. Ou que, s'il le devenait, ce serait poussé dans une situation de désespoir à laquelle

1. *Le Chaos balkanique*, Xavier Raufer, François Haut, éditions de la Table Ronde.

peut-être nous ne serions pas étrangers. Ce « peut-être » qui surgit, me surprend et me fait réaliser que nous sommes partie prenante dans cette affaire, nous, journalistes, hommes politiques, avocats, financiers, tous ceux qui ont accès aux informations dissimulées au grand public et qui peuvent en les gardant ou en les transmettant, pures ou déformées, contenir la catastrophe ou la laisser aller.

Cette menace d'un nouveau terrorisme, ou d'un embrasement européen consécutif à la crise yougoslave, n'est pas une nouveauté pour moi. A Belgrade, deux mois auparavant, on m'avait tenu de tels propos et je n'oubliais pas que le 12 août 1992 dans une tribune libre du *Quotidien de Paris*, un journaliste serbe écrivait : « En cas de guerre totale livrée aux Serbes, non seulement des fusées et des kamikazes pourraient atteindre la Hongrie, l'Autriche, l'Allemagne, principales coupables de la tragédie yougoslave, mais encore tout, absolument tout (y compris des usines chimiques et des centrales nucléaires dont au moins deux, Krsko en Slovénie et Kozlodaj en Bulgarie, se trouvent dans la région) pourrait être touché par le complot. » Quel poids accorder à de si sinistres avertissements ?

Je ne sais. Mais plus je fréquente les Serbes, plus je suis surpris par ce qu'ils peuvent avoir d'extrême dans leur tempérament slave. Je sais bien combien il faut être prudent avec ce genre de généralités mais ce mélange de sentiment d'échec et de tentation suicidaire, ce manque de confiance en soi que donne à un peuple une Histoire ratée (la Serbie est le seul pays que je connaisse dont la fête nationale célèbre une défaite¹), cette conviction que, quoi qu'ils fassent, ils

1. Défaite des Serbes devant les Turcs, le 28 juin 1389 à Kosovo Polje.

seront éternellement placés au ban des nations, comme ce geste tout à l'heure d'un médecin suisse d'origine serbe qui se frappe la poitrine et me dit en m'accusant : « Bientôt, vous nous mettrez une étoile jaune ! », ce comportement constant qui oscille entre la démesure de fêtes débridées et le cafard le plus noir, tout cela existe bel et bien et n'est pas que cela.

Dobrica Cosic, écrivain, ex-dissident et aujourd'hui président de la République de Yougoslavie, confie dans un entretien avec un journaliste¹ : « Nous avons une mentalité agressive, présomptueuse, souvent insupportable pour les autres collectivités. Notre spontanéité se transforme vite en vulgarité lorsque nous communiquons avec des gens d'autres nations. En nous fondant sur la supériorité objective de notre passé, riche en valeurs créatives et démocratiques, nous autres Serbes avons établi une suprématie envers les autres peuples balkaniques et yougoslaves et ignoré leur diversité. Nous sommes peu doués pour comprendre la valeur des autres, différents ou plus petits que nous, et l'apprécier comme il faut. En outre, nous portons une lourde responsabilité dans la serbophobie car notre niveau de civilisation est dans l'ensemble très bas. Il y a beaucoup d'aspects incultes, désordonnés et vulgaires dans notre vie ; notre comportement manque de civilité et de conscience civique... »

Le jour se lève et j'ai cela sur les bras. Cela m'apprendra... L'aube est magnifique, l'air transparent, le lac Léman tranquille et les montagnes qui l'entourent, blanches de neige, incitent à tout sauf à ce genre de réflexion. En me gorgeant de café commandé au service d'étage, avec la fatigue accu-

1. *Un homme dans son époque*, éditions L'Âge d'Homme.

mulée et un léger tremblement nerveux, dans le froid brutal venu de la fenêtre grande ouverte, je frémis du possible d'un avenir européen sombrant dans le sang et la folie, par manque de compréhension, de connaissances et d'efforts, bouleversé une fois encore par le retour de haines attisées et parfois manipulées.

Genève, janvier 1993, Palais des Nations

Les négociations sur le plan de paix proposé par lord Owen et Cyrus Vance se déroulent dans la salle n° VIII au troisième étage du Palais des Nations à Genève. La salle n° VIII est tout au bout d'un très long couloir. C'est là que nous sommes en permanence, une cinquantaine de journalistes à guetter les entrées et sorties, à quémander une bribe de déclaration, à échanger nos informations, à gamberger sur l'issue de ces négociations. Devant la porte de la salle, un paravent dissimule un portique de sécurité semblable à ceux que l'on connaît dans les aéroports, un portique de sécurité destiné à déceler les objets métalliques, en clair à s'assurer qu'aucun des négociateurs, serbes, croates ou musulmans, entrant dans cette pièce ne le fasse avec un pistolet dissimulé sous sa veste. Dans ce couloir, nous passons des heures entières. Souvent, à ne rien faire qu'attendre. C'est fréquent dans ce métier et chacun est bien organisé. Ici un walkman, là une console vidéo, ailleurs un jeu de séduction entre une journaliste autrichienne et un confrère portugais. Le temps passe en coups d'accordéon avec ces longues périodes d'inaction brutalement cassées par une soudaine information ou l'ap-

proche de l'heure de diffusion. On aime ou on n'aime pas. D'habitude, je n'aime pas mais cette fois, c'est différent. L'enjeu est si important et puis, ce lieu étrange qu'est le Palais des Nations. Ce bâtiment gigantesque où l'on croise toutes les nationalités, où l'on peut s'amuser en une même journée à essayer de nouer conversation en quatre ou cinq langues étrangères, où personne ne semble se presser. Ce lieu enfin qui sert de décor à *Belle du Seigneur* d'Albert Cohen, ce chef-d'œuvre de séduction et donc de manipulation.

De manipulation... Décidément, je n'y échapperai pas. Ce mot n'avait pas sa place à cet endroit et lier ainsi séduction à manipulation ne va pas de soi. Ce matin encore, j'avais évoqué « le retour de haines attisées et parfois manipulées » sans trop savoir ce que j'entendais par là. C'est étrange, cette insistance qu'un mot peut mettre à s'imposer comme s'il résultait d'un travail qui vous échappe. Il est vrai que, depuis quelques semaines, nos interlocuteurs serbes répétaient que tous les maux dont on les accusait n'étaient que le fruit d'un vaste complot, d'une grande manipulation, et je recevais de plus en plus de courrier, de coups de téléphone allant en ce sens. Les arguments étaient parfois troublants mais tout de même, que valaient-ils face aux déclarations du président de la République, du ministre des Affaires étrangères, d'un ancien Premier ministre et de personnalités aussi incontestables que Simone Veil ? Sans citer tous les autres, intellectuels comme Bernard-Henri Lévy ou Alain Finkielkraut, journalistes de haute volée comme Jean Daniel ou Claude Imbert, ou tous ces responsables d'organisations humanitaires. « Il n'y avait pas photo ! » comme on aime à le dire trivialement. La purification ethnique,

les camps de la mort, les génocides, les 20 000 ou 40 000 femmes violées, tout cela était de l'acquis, du tangible, de l'incontestable. Photos, images et témoignages se relayaient sans aucune pause. Et aucune voix ne s'élevait pour les contester si ce n'étaient des voix serbes, donc peu fiables.

D'où venait alors cette intuition que les choses n'étaient pas si simples? D'une volonté de refus devant l'horreur humaine? C'était possible et je m'y étais déjà laissé prendre. Notamment lors de la guerre du Golfe. J'étais persuadé que cette guerre n'aurait pas lieu, qu'un compromis était possible. Et je m'étais trompé. Par excès de confiance en la raison humaine. Par manque d'analyse de rapports de forces mondiaux. Par méconnaissance de la politique étrangère des États-Unis. Par ignorance de la brutalité du monde anglo-saxon. En somme, parce que j'étais latin. Ou bien alors, cette curieuse intuition provenait du syndrome de Timisoara. Et c'est vrai que là aussi, j'avais été piégé.

Assis sur cette banquette en velours rouge du Palais des Nations unies de Genève, avec le froid qui me tombe sur les épaules par la baie vitrée et le chaud excessif du radiateur qui engourdit la partie inférieure du corps, je décide alors de chercher à comprendre.

Paris, 6 janvier 1993

Laurent Fabius est ce soir l'invité du journal de 20 heures. Interrogé par Paul Amar sur ses difficultés au sein du Parti socialiste, il esquive les questions

d'un ton souriant peu convaincant. Les élections législatives approchent et il sait qu'il va les perdre. Ce n'est que lorsque la situation en ex-Yougoslavie est évoquée qu'il s'anime, s'enflamme, s'insurge :

« Je voudrais vous dire non pas ce que je pense mais ce que je sens. L'autre jour, on voyait sur votre chaîne ou sur un autre écran des images de femmes dont on disait qu'elles avaient été violées, il y a des milliers de femmes qui ont été violées, et on a interrogé les dirigeants serbes : " Par rapport à ces viols, qu'est-ce que vous dites ? " Et ils disent : " Les viols, on approuve. " Ce que je vais dire est horrible. " Si on veut, disent-ils, purifier ethniquement, purifier ethniquement la Bosnie ! il faut que les Serbes violent les femmes musulmanes pour que les enfants soient purs ! " Cela s'appelle un crime contre l'humanité. Quand on entend cela, on est en révolte. Et même si la France, et il faut lui rendre hommage, fait plus que les autres, on n'en fait jamais assez. Donc moi je demande des choses précises. On a dit qu'on allait faire un embargo. L'embargo ne fonctionne pas. Je demande que le gouvernement français prenne avec la Communauté européenne les mesures nécessaires pour qu'il soit appliqué. On a dit qu'on allait créer un tribunal criminel international pour juger ces ordures qui ont commis des crimes contre l'humanité, qu'ils s'appellent Milosevic et beaucoup d'autres. Eh bien, que l'on crée ce tribunal international pour que les gens sachent que, dès qu'ils sortiront de Serbie, que ce soit dans un an, dans deux ans, dans dix ans, il y aura des gens qui leur mettront la main dessus et qui les jugeront pour les crimes qu'ils ont commis. Que, comme la proposition vient d'en être faite et je la salue, on fasse de Sarajevo une ville ouverte. Que les Serbes sachent que la Grande

Serbie, ce sera impossible ! Et je serais encore plus précis là-dessus. Le plan Vance-Owen dont certains disent qu'il n'est pas mal, et bien ce plan, c'est l'approbation de la Grande Serbie, ça veut dire que la volonté de Milosevic de remplacer le communisme par le nationalisme va être victorieuse. Et cela en tant que Français, je ne l'accepte pas. »

Je ne suis pas le seul de la rédaction à être surpris par tant de véhémence. Surpris et dubitatif, car je n'ai jamais entendu une voix serbe affirmer qu'il « fallait violer les femmes musulmanes pour faire des enfants purs ». Et je suis même tout à fait certain que de tels propos n'ont jamais été tenus. Alors, pourquoi, dans le contexte d'horreur dans lequel nous sommes, inventer de telles accusations ? Le qualificatif d' « ordure » employé à l'égard de Milosevic me surprend tout autant. Il n'est pas dans le registre habituel du langage politique même à l'égard des pires dictateurs. Ce dérapage est troublant.

Enfin, cet appel à « mettre la main sur les responsables serbes » me laisse pantois. Ils sont à Genève, à quatre cents kilomètres de Paris, circulent librement, logent dans de grands hôtels et reçoivent dans leurs suites de nombreuses personnalités venues du monde entier. Le dernier de leurs visiteurs est Roland Dumas, ministre français des Affaires étrangères ! Comment un dirigeant politique aussi important que Laurent Fabius peut-il perdre ainsi le contrôle de son langage ? Comment peut-il se décaler aussi fortement de la réalité ? Il y a, bien sûr, un début de réponse dans le fait que nous sommes en campagne électorale mais cela n'est ni suffisant ni satisfaisant. Ce manque de maturité politique relève d'un autre domaine, plus mystérieux, plus profond, et je me demande s'il n'est pas de l'ordre du fantasme, l'expression d'un refus de

prise en compte du réel, une tentation de le conjurer par l'incantation.

Paris, janvier 1993

Roumanie, Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Bulgarie, URSS, ces pays-là je n'ai cessé d'y aller pendant quatre années. De la splendeur de la perestroïka à la chute du mur de Berlin. J'y allais avec un plaisir particulier. « On pouvait là-bas voir préservées des valeurs que notre modernité méprise ; la pénurie y conservait des apparences de frugalité, et qui n'y eût aimé ce retour à l'essentiel, cet humour négatif, cette force des intellectuels privés de tout, cette résistance de la culture¹ ? » Un respect nostalgique... tissu complexe... remords de nos propres lâchetés. Je me régale en lisant *Passage de l'Est* de Danièle Sallenave.

« Des valeurs que notre modernité méprise » : les chants de la foule polonaise devant l'église Stanislas de Varsovie, la petite larme de Walesa le 15 août 1989 dans l'église Sainte-Brigitte de Gdansk lorsqu'il présenta Mazowiecki, premier chef d'un gouvernement non communiste, la simplicité de Václav Havel ouvrant lui-même la porte et s'excusant de n'avoir pas de café, les chants de la résistance murmurés sur le pont Charles à Prague, quand la nuit tombait et qu'un brouillard sulfureux donnait un faux sentiment de sécurité, le courage des jeunes interprètes qui nous conduisaient vers les dissidents, la dignité de ceux qui

1. *Passage de l'Est*, éditions Gallimard, p. 314.

refusaient nos dollars, préférant le vieux livre écorné et annoté que l'on traînait avec soi.

« La pénurie y conservait des apparences de frugalité » : la tasse de thé dans les cuisines surchauffées, les longues promenades à pied pour éviter les bus bondés, l'élégance des femmes dans un détail offert aux autres, le baisemain d'un gardien de troupeaux, la maigreur cadavérique des étudiants de Bucarest.

« Ce retour à l'essentiel » : le frémissement des ailes du nez de ce jeune Moscovite emmené à Helsinki et qui n'en revenait pas que l'air pouvait être si bon à respirer, le calme de la foule quand les Zomos, les CRS polonais, avançaient en tapant le sol de leurs grosses bottes, la solidarité entre inconnus, les prodiges des ingénieurs pour transformer une brouette en parabole et capter l'étranger.

« Cet humour négatif » : « Que ferais-tu si on ouvrait les frontières ? — Je grimperais à un arbre. — Pourquoi ? — Pour éviter d'être écrasé par la foule qui court vers la liberté. » « Si tu es optimiste, qu'est-ce que tu apprends ? — L'anglais. — Et si tu es pessimiste ? — Le japonais. — Et si tu es réaliste ? — La kalachnikov. »

« Cette force des intellectuels privés de tout » : la gazette parlante dans les caves de Varsovie où chacun venait transmettre les informations qu'il possédait, les ordinateurs made in Hong Kong et que l'on transformait en mini-imprimeries, ces hommes et ces femmes qui vous récitaient des pages entières de Voltaire ou chantaient avec leur accent « les HLM... blêmes ».

« Cette résistance de la culture » : le petit guitariste de Tirana en Albanie notant à toute vitesse sur un cahier les gestes d'un musicien venu de Paris, la carte d'Europe quémandée par ces Bulgares à qui l'on

interdisait de savoir ce qu'il y avait de l'autre côté de la frontière, la foule apaisée écoutant du Chopin le dimanche dans le grand parc de Varsovie, Soljenit-syne apprenant par cœur ses manuscrits, le goût de la liberté dans les violons tziganes...

« Un respect nostalgique » : le souvenir d'espoirs envolés, l'espoir de la campagne d'alphabétisation à Cuba, du courage de l'offensive du Thêt au Vietnam, du rêve autogestionnaire yougoslave, de la cuisinière chef d'État.

« Remords de nos propres lâchetés » : la contradiction insupportable intellectuellement d'aimer quasiment dans le même mouvement ceux qui construisaient un nouveau monde et ceux qui y résistaient, l'amertume du transfert aux autres peuples de la mission que l'on n'avait su assumer. Transfert d'une demande d'éthique.

« Résistance contre la bêtise totalitaire, l'absurdité des slogans, la tristesse d'une vie de pénurie... autre idée de l'existence, plus modeste et plus ouverte aux choses de l'esprit qu'aux mirages de la réussite sociale¹. » Ce formidable investissement vers ces pays dont on espérait qu'ayant tant souffert, mais n'ayant rien cédé sur l'essentiel, ils nous apporteraient, le moment venu, un regain de spiritualité laïque, qu'ils sauraient se détourner de l'étouffante vulgarité matérialiste de l'économie de marché et nous tendre la main pour nous remettre sur le chemin.

Et la déception ! « Depuis, la liberté a enfanté des monstres ; des bandes d'enfants sauvages se terrent dans les rues de Bucarest ; des vieilles femmes meurent de faim dans les souterrains de Moscou ; de

1. *Ibid.*, p. 322.

jeunes nazis assiègent des étrangers dans un hôtel de Berlin ; la Serbie a inventé le national-communisme¹ » : et la liste pourrait s'allonger à l'infini, l'ingénieur nucléaire qui fait du commerce à la sauvette, le brillant attaché d'ambassade qui monte un sex-shop à Moscou, les Mercedes des maquereaux de Budapest, l'ancien dissident qui vole des voitures à Berlin, le poète de Potsdam dont on apprend qu'il était agent de la Stasi, les mineurs de la vallée du Jiu et leur haine barbare... Les dernières bouffées d'adolescence se dissipaient dans ce magma sordide, il fallait oublier l'aspiration vers une humanité partagée et accepter de retrouver le chemin de sa propre solitude. Contraint et forcé. Les pays de l'Est n'avaient plus rien à nous apprendre ; je m'en détournais et les oubliais.

Le romantisme s'en était allé et si je n'éprouvais plus d'attrance pour Varsovie, Prague ou Budapest, il me restait néanmoins une certitude que j'avais acquise là-bas et que ne détiennent que ceux qui ont fait le voyage. Une certitude simple à formuler : contrairement à ce que nous croyons en Occident, la Seconde Guerre mondiale ne s'est pas arrêtée en 1945. Pour tous ces peuples de l'Est, elle s'est prolongée cruellement. Un homme m'a raconté qu'en 1949, il était enfermé dans un camp en Hongrie, pour activités anticomunistes. Il est tombé malade. Tuberculose. A l'infirmerie, ils étaient trois par lit. Une nuit, celui du milieu meurt. Ils n'ont rien dit. Pendant une semaine, ils ont gardé le mort entre eux, dans le lit. Car tous les matins, au moment de la distribution du pain, ils soulevaient la main du mort et recevaient ainsi une part supplémentaire.

1. *Ibid.*, p. 318.

Témoignage d'horreur qui ne nous éloigne pas du drame yougoslave. Il y a dans le proche passé des peuples de l'Est tant de brutalités, d'injustices et de cruauté qu'on ne peut rien comprendre sans s'y référer. Le dernier de ces voyages à l'Est ne datait que de quelques semaines ; en novembre dernier, j'avais suivi Élie Wiesel en Yougoslavie et en Bosnie.

Sarajevo, novembre 1992

C'est un étrange voyage. Pour l'heure, nous sommes dans le bureau de Radovan Karadzic, à Lukavica, soit à cinq kilomètres de Sarajevo. Face à face, le prix Nobel de la Paix et le chef tout-puissant des Serbes de Bosnie. Le bureau n'est pas très grand, ni très élégant. Il conserve cet aspect inconfortable des bureaux des dirigeants communistes de l'ancienne époque. Forme rectangulaire, douze ou quatorze mètres carrés, avec, devant le bureau de celui qui occupe les lieux, une table tout en longueur pour les réunions. La pièce a du mal à contenir la délégation qui accompagne Elie Wiesel et les quelques journalistes présents. Cela fait désordre, cette poignée d'hommes qui se serrent pour suivre de plus près la conversation entre ces deux êtres que tout sépare.

C'est un étrange voyage. « Elie Wiesel va à Sarajevo, me dit un ami par téléphone, pour obliger Karadzic, Milosevic et Izetbegovic à faire la paix. Il va réunir les trois hommes sur l'aéroport, sous le contrôle de l'ONU. Veux-tu en être ? »

J'avais dit « oui », évidemment. Et après de multiples péripéties, nous étions ici. Engoncés dans nos gilets pare-balles, ne sachant quoi faire de ces casques auxquels nous n'étions guère habitués. Ici, au cœur de la tragédie, dans les entrailles de ce que l'Occident et le monde civilisé définissent comme la « bête immonde » du moment, c'est-à-dire au quartier général des Serbes de Bosnie.

L'échange entre les deux hommes n'était pas de qualité. Le dialogue ne s'établissait pas. Manifestement, Elie Wiesel redoutait d'apparaître en quoi que ce soit compréhensif de l'attitude des Serbes. Et Radovan Karadzic se demandait ce que cherchait Wiesel et son aéropage de New-Yorkais milliardaires. C'était comme si les dés étaient pipés et que les deux, le sachant, n'osaient les prendre en main. Karadzic avait fait une tentative en remettant à Wiesel un recueil de ses poèmes. Mais Wiesel ne l'avait pas même entrouvert. Et à son tour, il s'était lancé. « Vous qui êtes psychiatre, comment pouvez-vous expliquer cette folie ? » La réponse ne dépassa guère le haussement d'épaules d'un constat d'impuissance. « Ce n'est pas ainsi que le problème se pose », signifiait Karadzic. A mauvaise question, mauvaise réponse.

Il y avait des trous dans la conversation, des silences pénibles. Meublés seulement par la fusillade qui, dehors, était incessante et se faisait de plus en plus insistante. Des coups secs d'armes légères, isolés ou en courtes rafales. Des bruits indifférents à nous-mêmes, ni menaçants ni protecteurs, des signes de mort potentiels, disponibles pour le premier venu, de l'absurde aléatoire... Que l'on pouvait de moins en moins ignorer. Lointains et confus au début, ils s'étaient faits plus proches, jusqu'à dominer cette

pièce, non qu'ils soient assourdissants, loin de là, mais une sorte de rappels à l'ordre au rythme croissant. Des bruits de machines de guerre sans présence humaine, ni ordre de commandement, ni cris de souffrance.

« Mais pourquoi, dehors, les gens tirent ? » demande alors Elie Wiesel excédé, lui qui tourne le dos à la baie vitrée et qui ne peut dans ce contexte demander à changer de place. « Mais pourquoi ? » Sa voix s'est cassée sur la question et ses yeux retrouvent un regard d'enfant empreint de naïveté. Il a traversé tant d'épreuves que son étonnement me met mal à l'aise. « Dis, maman, pourquoi les hommes font-ils la guerre ? » semble-t-il dire.

Où que l'on soit, on en revient toujours là : à cette extraordinaire capacité de l'homme à accumuler de la haine et à la consternante difficulté de vivre avec plus d'amour. Le constat est plat mais il est ainsi. Ce ne sont pas les arguments intellectuels qui manquent, il est vrai, pour expliquer, sinon comprendre et encore moins admettre, les raisons de tant de haine. Ici, cela s'est accumulé pendant des siècles. Les Serbes battus par les Turcs au Kosovo en 1389, occupés et maltraités. Leur difficulté d'être en tant que nation. Les tentatives d'extermination qu'ils ont subies de la part des Croates pendant la Seconde Guerre mondiale. Il faudra y revenir et nous y reviendrons. Mais alors que tente de se poursuivre ce dialogue impossible, je décroche des mots prononcés pour me laisser dériver vers le non-formulé.

Et je regarde Karadzic, encadré de ses deux gardes du corps. Deux garçons superbes, grands, minces, durs, le doigt sur la détente de leur kalashnikov, et je ressens le plaisir de Karadzic d'apparaître ainsi protégé. Une phrase de Pascal se moquant des

hommes avides de pouvoir me revient en mémoire : « Il voulait quatre laquais. » Cela suffit parfois pour tendre une vie et expliquer maintes infamies, cela suffit sûrement dans le cas présent. Encore que... tout ne doit pas être expliqué par les mauvais génies qui poussent certains.

Alors que les bruits du dehors s'espacent et s'éloignent, je me fais la curieuse réflexion que c'est bien confortable, la guerre. L'idée me choque moi-même, elle n'est pas de celle que l'on aime caresser mais je sais comment elle est venue. Résurgence d'une vieille conversation avec Martine Laroche-Joubert, grand reporter, qui adore partir à la guerre et qui, pour mettre un terme à mon étonnement, m'avait expliqué que tout devenait simple quand on vivait en situation de lutte armée. Et cela, bien des fois, je l'avais ressenti. La tension constante, cet état d'exception qui vous fait aller chercher au fond de vous-même des ressources insoupçonnées, les choses ordinaires comme manger ou aller chercher de l'eau et qui vous prennent tant de temps et qui peuvent vous donner tant de joie, la vraie fraternité que crée la nécessité de la solidarité, la conviction d'avoir raison dans la haine extrême de l'autre, le plaisir malsain d'exprimer cette haine publiquement sans craindre d'être rappelé à plus de modération, l'oubli des petites règles tatillonnes de la morale ou tout au moins leur mise entre parenthèses et par-dessus tout, et malgré tout, cette présence constante de l'espoir d'un bonheur qui peut être retrouvé puisqu'il suffirait pour cela que tout s'arrête.

Ce n'est pas pour ces raisons que l'on fait la guerre, bien évidemment. Au début, on ne le sait pas. Mais dès lors qu'elle s'est installée, c'est, entre autres, pour cela qu'on la continue.

C'est un étrange voyage car personne ne sait exactement ce que l'on attend de nous et pourquoi nous sommes invités. Il avait commencé deux jours plus tôt par un rendez-vous à l'aéroport de Genève.

Genève, novembre 1992

L'aéroport privé de Genève a les allures cossues que l'on peut imaginer. Une Rolls dépose discrètement quatre garçons d'une trentaine d'années portant à l'épaule des sacs de clubs de golf. Ils saluent d'un air familier le personnel et se dirigent vers un petit jet, un Mystère 20. Vont-ils faire un parcours au Maroc ou bien ont-ils décidé de fouler les greens irlandais de Killarney? Je ne sais pas, mais le spectacle de la jeunesse véritablement dorée me laisse toujours dubitatif.

Notre groupe a moins d'allure ou plutôt une allure plus composite. Il y a là Elie Wiesel, semblable à lui-même, décoiffé et affairé, passant de l'un à l'autre, s'éloignant pour un aparté, revenant pour téléphoner. Quelques membres de sa fondation, des Américains ayant manifestement réussi dans la vie. Ils ont la soixantaine, pantalon de flanelle et blazer de bonne coupe, chemise à petites rayures. Je note également un nœud papillon et un imperméable doublé de vison. Et puis, il y a les journalistes en jeans et blousons, moins finis, moins harmonieux. Assis sur les caisses de matériel de télévision : ABC pour les États-Unis, France 2 pour la France, RAI Uno pour l'Italie. Les uns et les autres n'ont guère d'informations sur ce voyage. Simplement un coup de télé-

phone et une invitation orale transmise par Daniel Schiffer, un jeune universitaire de Milan, qui apparemment a monté l'opération.

Nous attendons nos avions. Ils arrivent et nous embarquons. Avec une certaine surprise : les trois Falcon 50 portent les couleurs yougoslaves, ils sont mis à notre disposition par le gouvernement de Belgrade. Nous pensions voyager sous les couleurs de l'ONU, ce n'est pas véritablement le cas.

Entre Genève et Belgrade

Le Falcon 50, un biréacteur, possède pour les passagers quatre fauteuils à l'avant puis une banquette circulaire qui peut accueillir cinq ou six passagers. Je suis assis sur l'un des fauteuils avant, tournant le dos à Miodrag Perisic, ministre yougoslave de l'Information. Un colosse de 1,90 m, à peine la quarantaine, écrivain, me dit-on, et plutôt sympathique d'aspect. Il bavarde avec mes confrères installés à l'arrière, ce qui fait que, placé ainsi, j'entends la conversation mais sans pouvoir m'y mêler.

L'homme parle un anglais rocailleux et je ne peux suivre la totalité de son propos. En vérité, il ne parle pas, il plaide : « Vous ne comprenez pas cette guerre ? Alors faites un effort et mettez-vous à notre place. Nous étions un grand pays, la Yougoslavie, avec vingt-quatre millions d'habitants, plus de six cents kilomètres de côtes maritimes, nous avions comme voisins, à l'ouest, l'Italie et l'Autriche, l'ouverture sur l'Europe assurée en quelque sorte. Nous étions un pays fier. Fier d'avoir résisté à Hitler, fier d'avoir

résisté à Staline, fier d'être devenu le premier des pays non alignés. Nous étions un pays imaginaire et souvent vos hommes politiques nous citaient en exemple. Edmond Maire et Michel Rocard exprimaient une certaine admiration devant notre autogestion et ils nous prenaient comme modèle. De cette mosaïque de peuples et d'ethnies, nous étions en train de former un nouveau peuple, les Yougoslaves, l'union des Slaves du Sud. Et dans l'histoire de l'Europe, nous les Serbes, nous nous étions sacrifiés pour stopper l'avance des musulmans, la percée des Turcs et de l'État ottoman. Nous étions tout cela et brutalement nous sommes devenus peau de chagrin. La Slovénie décide son indépendance. La Croatie la suit. La Macédoine emboîte le pas. Et la Bosnie-Herzégovine aussi. Le grand pays, fier, imaginaire, courageux, disparaissait. Nous les Serbes n'avions plus qu'un État-croupion avec pour voisins les Bulgares et les Roumains, les Grecs et les Hongrois. Notre accès à la mer passait de plusieurs centaines de kilomètres à environ cinquante kilomètres. Un pays enclavé, un pays prisonnier, un pays détaché de l'Europe du progrès. Est-ce que vous pouvez comprendre cela? Et dites-moi pourquoi le Vatican et l'Allemagne, après avoir soufflé sur le feu, se sont empressés de reconnaître l'indépendance de ces nouveaux pays? Et dites-moi pourquoi vous avez pris comme référence les frontières dessinées par Tito? Cela ne vous surprend pas que votre belle Europe reconnaisse des frontières tracées par un régime communiste? Et cela ne vous choque pas que les Slovènes, les Croates, les Macédoniens puissent user du droit à l'autodétermination alors qu'il ne fut jamais accordé aux Serbes, le peuple le plus nombreux de Yougoslavie? Comment se peut-il que vous,

Français, avec votre esprit critique, vous ne soyez pas plus vigilants sur cette guerre et ses raisons? Est-ce parce que vous voulez à tout prix faire plaisir aux Allemands, à ces Allemands qui soutiennent votre monnaie et qui puisent dans leurs réserves de devises pour défendre le franc? »

Lorsque d'emblée on est ainsi agressé, le premier réflexe est de chercher à se protéger. L'attaque était violente et le ton ne demandait qu'à s'échauffer. Il n'y eut pourtant ni relance ni polémique. Le voyage prenait, dès le départ, l'allure d'un voyage de propagande et notre silence devenait notre premier acte de résistance.

Seulement, et il en est toujours ainsi, certains arguments avaient porté. Celui sur les frontières me semblait fort. Pourquoi les pays européens n'avaient-ils pas fixé comme première condition à la reconnaissance un accord sur les frontières? Pourquoi cette précipitation?

Belgrade, 27 novembre 1992

Slobodan Milosevic est assis sur un canapé. A côté de lui, Elie Wiesel. Ce devait être un dialogue, ce n'est qu'un monologue. Il reprend, en les affirmant avec plus de force, les arguments développés par Miodrag Perisic dans l'avion. Mais ce ne sont pas les mots qui, à ce moment-là, retiennent mon attention, c'est l'homme lui-même. De lui, je sais qu'il a fait une carrière dans la banque avant d'entrer en politique et de se distinguer par un célèbre discours au Kosovo, flattant la fibre nationaliste et se terminant par un

tonitruant : « Je ne laisserai personne battre un Serbe. » Son adolescence a été marquée par la séparation de ses parents puis, à dix ans de distance, le double suicide de sa mère et de son père. Sa femme, dont on dit qu'elle exerce une très forte influence sur lui, est née alors que sa mère, résistante contre les nazis, était en prison et quotidiennement torturée.

L'homme est massif, trapu, avec de fortes épaules. Il a de la raideur dans son maintien et ses poings sont presque toujours fermés. De son visage émane l'impression d'un homme buté, ancré dans ses propres convictions. Le large front n'est pas celui d'un intellectuel, il est celui d'un homme qui pourrait s'en servir pour frapper, pour assommer un adversaire à coups de tête. Le menton est mussolinien, si l'on veut bien entendre par là une tendance à aller de l'avant en signe de défi ou de provocation. Les yeux enfin sont très vifs. Ils jaugent immédiatement l'interlocuteur, cherchent à provoquer la peur tout en guettant chez l'autre le signe d'une faille ou d'une faiblesse. Les jugements à l'emporte-pièce ne sont rien moins que dangereux mais j'acquies alors la conviction que cet homme ne fonctionne qu'en termes de rapports de forces. Ce n'est certes pas une grande découverte mais elle me paraît suffisante pour être persuadé qu'il aurait pris en compte un sérieux avertissement venant de l'Occident. Et que l'évolution des choses en aurait été différente.

Là, je sens bien qu'il n'a que mépris pour ceux qui l'interrogent. Il a compris depuis longtemps que les menaces proférées aux États-Unis ou en France sont d'abord à usage interne, des arguments électoraux dans le contexte de la campagne présidentielle américaine ou des élections législatives qui doivent

avoir prochainement lieu en France. Si l'expression existait en serbo-croate, il dirait que c'est du « pipi de chat ».

Bosnie, camp de Manjaca, 28 novembre 1992

L'un des buts de ce voyage était la visite de ces tristement célèbres camps de prisonniers. Nous y voici. Après un long voyage en Antonov et un long périple en autocar. Il fait nuit lorsque nous pénétrons dans le plus grand camp tenu par les Serbes. Les prisonniers, éblouis par les flashes de l'équipe de télévision, posent sur le groupe de visiteurs des regards vides. Ils sont des centaines entassés dans une grande étable, dormant à même le sol et n'ayant qu'une couverture. La promiscuité est extrême, les corps allongés ne sont séparés que de quelques centimètres. Interrogés, les hommes se plaignent du froid, d'une nourriture insuffisante et surtout de l'absence de nouvelles de leurs familles.

Elie Wiesel demande à s'entretenir avec un groupe de prisonniers et nous nous retrouvons à l'infirmerie du camp. Sur les conditions de leur arrestation, tous disent qu'ils n'étaient que de simples civils, arrêtés chez eux ou sur la route. Certains affirment avoir été brutalisés lors de cette arrestation mais ne signalent pas de sévices après. Le chef du camp, le colonel Popovic, absent lors de l'entretien avec les prisonniers fait alors son entrée. Il a, sous le bras, une pile de dossiers et s'efforce en nous les lisant de nous convaincre qu'il s'agit là de combattants pris les armes à la main. Affirmation contre affirmation, nous

n'avons aucun moyen de trancher. Et de cette rapide visite, qui ne peut en rien s'apparenter à une enquête, ne subsiste qu'une impression d'ensemble.

J'interroge Elie Wiesel et il me répond simplement que comparer ce camp aux camps nazis qu'il a connus n'a aucun sens.

Sarajevo, prison centrale, 29 novembre 1992

Cette fois, ce sont des prisonniers serbes que nous allons visiter. Ils sont détenus dans la grande prison centrale de la capitale bosniaque. Un bâtiment de briques délabré au sommet d'une colline. Ils sont sept ou huit par cellule, soutiennent être le double en temps normal, disent eux aussi qu'ils n'ont rien fait et sont présentés, eux aussi, comme des combattants arrêtés les armes à la main.

La nausée s'empare du groupe de visiteurs ; il n'y a plus de questions, plus d'interrogations, plus de débats. La similitude des situations et des affirmations rend vaine toute tentative de jugement, il n'y a que, de part et d'autre, des hommes dans le malheur. Et ce qui crée sans doute ce sentiment d'absurdité est que rien ne les distingue. Ils pourraient être frères ou cousins... Et d'ailleurs, parfois, ils le sont.

Paris, 7 février 1993

Hier soir, chez des amis, j'ai retrouvé Vladimir Fedorowski, ancien conseiller à l'ambassade d'URSS à Paris, proche de Mikhaïl Gorbatchev. La soirée était charmante mais je ne pouvais détacher mon esprit de cette crise yougoslave et des menaces qu'elle représentait pour l'Europe. Je m'en ouvrais à Fedorowski, lui expliquais pourquoi le doute commençait à germer en moi et l'interrogeais sur ce que les Russes feraient si une intervention occidentale était décidée contre la Serbie. Sa réponse ne fit pas un pli : « Eltsine serait renversé et les nationalistes les plus extrêmes prendraient le pouvoir. » L'affaire était claire pour lui, le sort de Moscou dépendait aussi de la Yougoslavie. Et il prolongea sa réflexion par une mise en garde : « Les hommes politiques français ont perdu la tête. Ils se laissent manipuler par n'importe quel argument de propagande, ils font de la surenchère et se conduisent comme des irresponsables. Les intellectuels, aussi. Je l'ai dit à Bernard mais il ne veut pas m'écouter. »

Bernard, c'est Bernard-Henri Lévy. Je l'avais

retrouvé récemment sur un vol Genève-Paris et avais esquissé un doute devant ses certitudes mais il ne souhaitait visiblement pas débattre. Il était alors préoccupé par l'organisation d'un voyage d'Izetbegovic à Paris et il me laissait entendre que l'heure était plus à la formation de brigades internationales qu'au débat intellectuel. Je l'aidai tout de même en lui téléphonant deux jours plus tard et fis en sorte que le président bosniaque soit l'invité du journal de 20 heures. Une intervention dont on se souvient et qui eut un énorme retentissement dans l'opinion publique. Je racontai cela à Fedorowski et il ne fut pas surpris devant la difficulté du dialogue avec ceux qui se sont engagés à fond contre les Serbes. Mais il insistait de nouveau sur la gravité de la situation et l'inconscience de nombreux responsables.

Tous les journalistes travaillant sur les pays de l'Est connaissent Vladimir Fedorowski. Et je n'ai jamais entendu personne le critiquer sur la qualité de ses informations ou de ses analyses. Il a le sens de l'humour et ne se prend pas trop au sérieux mais il fut un vrai compagnon de Gorbatchev et joua un rôle important au sein de cette génération qui mit à bas le communisme. Je lui accorde du crédit et la mise en garde qu'il vient de m'adresser ne me laisse pas indifférent.

C'est pour cela que j'ai passé tout ce week-end à ma table de travail, entouré de mes livres et de mes carnets de notes. Je veux faire l'inventaire des informations que je possède et prendre le temps de réfléchir avant de décider de pousser plus loin mon enquête sur les risques de manipulation.

D'abord, je définis des axes de recherche.

— Je possède les noms des deux agences de relations publiques dont on me dit qu'elles ont reçu

de Croatie des millions de dollars pour orchestrer une campagne de désinformation. Elles s'appellent Ruder Finn et Hill and Knowlton et sont installées à Washington. Il faudra donc aller à Washington enquêter sur la réalité de cette affirmation, vérifier le montant des sommes reçues, définir leurs provenances et dire à quoi elles ont servi. On me dit aussi que ces deux agences avaient assuré les relations publiques du Koweït pendant la guerre du Golfe et qu'elles étaient notamment à l'origine de la rumeur sur les nouveau-nés dont les Irakiens débranchaient les couveuses. A vérifier.

— De deux sources différentes, on me soutient que le Conseil de sécurité de l'ONU avait commandé un rapport sur les atrocités serbes et un rapport sur les atrocités bosniaques ou musulmanes. Le rapport sur les atrocités serbes serait venu en séance, l'autre rapport aurait été bloqué. Certains disent que l'auteur de ce blocage est le directeur de Boutros Boutros-Ghali et qu'il serait d'origine autrichienne. Il faudra donc aller à New York.

— Étant à New York, il ne serait pas inutile de rencontrer les gens du *New York Times*. Ce journal occupe la première place dans la presse mondiale. Relayé par le *Herald Tribune*, il exerce une énorme influence. J'avais observé qu'il avait changé de ligne éditoriale au milieu de l'été 1992. Pourquoi ce revirement ? Qui suit le dossier yougoslave ? Formation, compétences, crédibilité.

— Et toujours à New York, il faudrait tenter de mieux comprendre le fonctionnement de l'ONU que l'on me décrit comme un organisme à bout de souffle et au bord de la faillite. A tel point que les rapports estampillés ONU n'auraient guère de valeur et que les bailleurs de fonds y feraient la loi. Celui qui me

fait cette description précise que Cyrus Vance ne reçoit aucun salaire et ne dispose même pas d'une voiture de fonction. A approfondir.

— Quittant New York, il faudrait aller à Boston et demander à Elie Wiesel quelles leçons il tire de son étrange voyage à Sarajevo.

— Et faisant un léger détour, aller bavarder avec Henry Kissinger. Faire avec lui un peu de géopolitique. Essayer de vérifier s'il est exact que les Américains ont choisi la Turquie comme pôle de stabilité au Proche-Orient. Et que, pour cette raison, ils sont prêts à beaucoup pardonner aux musulmans de Sarajevo. On me le souffle à l'oreille, est-ce possible ?

— Est-il exact que le général MacKenzie, ancien patron des Casques bleus de Sarajevo, a démissionné de ses fonctions, écœuré par les provocations bosniaques ? Il est au Canada, il faut aller l'interroger.

— Est-ce que Genscher, ancien ministre allemand des Affaires étrangères et acteur de la reconnaissance accélérée de la Slovénie et de la Croatie, peut mieux nous faire comprendre la politique de l'Allemagne ? Il est maintenant à Bonn. Ce n'est pas loin.

— Pourquoi le Vatican a-t-il joué un rôle si actif en Croatie ? Est-il exact que le pape Jean-Paul II doit son élection aux évêques allemands ? Edmond Maire me l'avait confié en aparté, il y a plus de dix ans, s'en souvient-il ? Et est-il vrai que l'essentiel des finances du Vatican provienne de l'épiscopat de Munich ?

— Pourquoi Roland Dumas, d'habitude si prudent, a-t-il dérapé en prônant l'emploi de la force pour aller libérer les camps de prisonniers ?

— Quelle place a tenue l'enjeu électoral dans les surenchères verbales entre Laurent Fabius, Simone Veil, Roland Dumas, Philippe de Villiers, etc. ?

— Que vaut l'engagement des intellectuels Fin-kielkraut ou Lévy ?

— Pourquoi tant d'horreurs et d'omissions dans la presse française ?

— D'où vient l'expression « purification ethnique » ? Qui l'a prononcée ? Dans quel contexte ? Dans quels textes ?

— Quelle est la nature des liens entre les musulmans de Sarajevo, l'Iran et la Libye ?

— Enfin, et il faudrait sans doute commencer par cela, le chiffre de 30 000 femmes musulmanes violées par les Serbes a-t-il un sens ? Comment ce chiffre a-t-il été élaboré ? Par quels relais a-t-il circulé ?

Paris, 8 février 1993

J'ai décidé de commencer cette enquête par ce qui est le plus actuel, ou plus précisément par ce qui bouleverse le plus en ce moment l'opinion publique : la révélation d'une pratique systématique du viol par les Serbes. Tout le monde a entendu les chiffres : ils varient de 20 000 à 60 000. Tout le monde ou presque a lu dans la presse ou suivi à la télévision des témoignages de femmes violées. Et nul n'ignore que l'ONU ainsi que la Communauté européenne sont à l'origine de ces révélations. Il n'est pas un article ou une déclaration d'homme politique qui ne fasse référence à tel ou tel rapport.

Le fait semble acquis mais il ne me convainc pas. Je suis surpris que, sur un sujet aussi grave, on puisse aussi vite publier des chiffres définitifs. Qui plus est des chiffres d'une certaine importance. Se rend-on

compte de la masse de travail que nécessite une telle enquête? Recueillir 20 000 témoignages, les vérifier, construire un dossier, croiser les fichiers afin que le même cas ne soit pas comptabilisé plusieurs fois? Faire la part de la propagande, de la mythomanie, du mensonge tout simplement, cela demande des moyens colossaux.

Les miens sont plus réduits. Je fais d'abord tourner l'ordinateur pour qu'il me sélectionne les dépêches d'agence traitant de ce sujet. Puis je demande à notre service de documentation de me regrouper les principaux articles de la presse française et américaine. Et commence par lire ceux-ci.

LIBÉRATION, 8 JANVIER 1993

Titre : « Viol systématique : le rapport qui accable les Serbes ».

Chapeau : « Loin d'être une " conséquence du conflit " bosniaque, le viol est une " arme de guerre " utilisée contre les musulmans à des fins exclusives de purification ethnique. C'est ce que rappellent les conclusions d'une mission d'enquête européenne. Qui avance le nombre de 20 000 femmes et enfants victimes d'atrocités. »

Extraits article : « [...] Cinq pages seulement mais elles sont accablantes. Elles établissent que les forces serbes ont violé 20 000 femmes et fillettes musulmanes [...] Cette horreur au quotidien [...] est décrite dans un rapport confidentiel émanant d'une mission d'enquête de la Communauté européenne [...] Bien que la mission d'enquête se refuse à chiffrer précisément le nombre de victimes, et que Simone Veil, qui en faisait partie, s'est opposée à donner même un ordre de grandeur, l'estima-

tion minimale de la mission est de 20 000 musulmanes violées... »

LE FIGARO, 9 ET 10 JANVIER 1993

Titre : « Le viol et la guerre ».

Chapeau : « Un rapport indique que 20 000 musulmanes auraient été violées en Bosnie. Pour Simone Veil, “ il faudra juger les coupables ”. »

Extraits articles : « [...] Interrogée par *Le Figaro*, Simone Veil insiste toutefois sur le fait qu’il s’agit seulement d’un “ prérapport ”, établi pour l’essentiel à partir des “ témoignages de seconde main qui se recourent ”. La délégation n’a rencontré qu’ “ un très petit nombre ” de témoins directs, soulignant l’ancien ministre français. »

PARIS MATCH, JANVIER 1993

Sur une double page, la photographie de trois femmes en pleurs.

Page de gauche : « Comme elles, 60 000 femmes de Bosnie ont été violées par les Serbes ».

Page de droite : « Pour que toutes les mères et toutes les femmes du monde sachent la vérité », « Senada (17 ans) et les deux amies qui sanglotent à ses côtés, sur cette photo prise il y a quelques mois, révèlent le martyre que leur ont fait subir soldats et miliciens serbes. Ces jeunes musulmanes, réfugiées au camp de Tuzla, dans le nord-ouest de la Bosnie, ont été victimes de viols collectifs et répétés. Le gouvernement bosniaque estime que 60 000 autres femmes — dont 10 000 mineures n’ayant parfois que 7 ou 8 ans — ont été soumises aux mêmes sévices depuis le début du conflit armé. Les “ tchetniks ” (extrémistes serbes)

utilisent le viol dans une stratégie de terreur, insultant et battant les femmes avant d'abuser d'elles devant leurs maris, parents et enfants. Par centaines, elles sont retenues dans des prisons "spéciales", ou dans les "zones spéciales" de certains camps de concentration, où les combattants serbes disposent d'elles à leur guise. Le 17 décembre, la commission des juristes de l'ONU a inscrit le viol parmi les crimes de guerre commis par les Serbes. »

NEWSWEEK, 11 JANVIER 1993

Page de couverture : « La planification du viol. Crime de guerre en Bosnie ».

Extraits de l'article : « [...] Maintenant, au premier rang des dossiers des tortures systématiques et des meurtres en Bosnie, apparaît une nouvelle atrocité serbe : le viol massif. Personne ne sait exactement combien de victimes il y a, mais les estimations varient entre 30 000 et 50 000 femmes, la plupart d'entre elles musulmanes [...] Combien de femmes sont victimes de viol ? La commission gouvernementale bosniaque sur les crimes de guerre soutient qu'elles sont 30 000 ; le ministère de l'Intérieur à Sarajevo va jusqu'à 50 000 femmes. Lorsqu'ils sont interrogés, les officiels bosniaques concèdent que leurs estimations sont extrapolées et basées sur un relativement petit nombre de témoignages. Il n'y a pas de procédure d'enquête sur de tels crimes et peu de bonne volonté de la part des victimes pour s'exprimer. »

Ce ne sont que quatre journaux mais ils reflètent la tonalité de toute la presse française et étrangère de la

semaine du 8 janvier 1993. On ne peut que s'étonner devant la variation des chiffres qui vont de 20 000 à 60 000, des titres qui sont sans appel et du peu de cas accordé aux réserves exprimées par les rapporteurs de cette commission. Que disent maintenant les dépêches d'agence qui, bien souvent, sont la seule source d'information de la presse ? Voici celle qui est à l'origine des articles cités précédemment.

AFP 8 JANVIER 1993 09:58 GMT

« CEE Yougoslavie — Une commission d'enquête de la CEE sur les viols en Bosnie va se rendre sur place — Bruxelles (CEE) 8 jan. (200 mots).

Une commission d'enquête de la CEE sur les viols commis par les Serbes en Bosnie vient de remettre un rapport préliminaire, et doit poursuivre ses travaux en se rendant sur place ce mois-ci, a-t-on appris vendredi de source diplomatique britannique.

Le premier rapport, qui s'appuie sur des témoignages recueillis en Croatie, évoque un chiffre non confirmé de 20 000 viols perpétrés par des miliciens serbes sur des femmes bosniaques et musulmanes, a-t-on précisé de même source. Ces informations résultent néanmoins de témoignages de deuxième, voire de troisième main.

La mission, ordonnée par le Sommet européen d'Édimbourg et dirigée par Anne Warburton, n'a encore fourni aucune estimation chiffrée précise. " Nous ne disposons pas d'un chiffre qui puisse être confirmé ", a précisé un diplomate britannique.

Le rapport préliminaire n'a pas été publié, dans

l'attente des conclusions qui résulteront du voyage en Bosnie-Herzégovine, a-t-on ajouté de même source.

La commission d'enquête comprend six femmes, dont l'ancienne présidente du Parlement européen Simone Veil, et un homme. »

La lecture de cette dépêche est assez édifiante : chiffre non confirmé... témoignages de deuxième, voire de troisième main... rapport non publié... Comment peut-on sur un sujet d'une telle gravité transformer en certitude ce qui apparaît être une rumeur non vérifiée ? Comment la presse américaine de réputation si sérieuse peut-elle citer comme référence la commission bosniaque sur les crimes de guerre et le ministère des Affaires intérieures de Bosnie-Herzégovine ? Qui ignore que leurs déclarations n'ont aucune valeur d'impartialité et que, assiégés dans Sarajevo, ces deux organismes n'ont aucun moyen technique, pratique et administratif de mener une telle enquête ? Depuis quand accorde-t-on un début de crédibilité aux affirmations d'une partie engagée dans une guerre civile ? Comment peut-on véhiculer une telle estimation alors qu'elle n'est accompagnée d'aucun commencement de preuve et que les officiels bosniaques disent eux-mêmes (cf. *Newsweek*) qu'il s'agit d'une extrapolation basée sur un nombre relativement petit de témoignages ?

La légèreté de la presse dans cette affaire fait froid dans le dos. D'autant qu'il était possible d'être plus précis. Car ce rapport confidentiel ne l'était pas tant que cela : la preuve, je l'ai sous les yeux. Et voici ce que dit en substance ce rapport :

Il observe tout d'abord que le mandat de la mission est limité aux victimes musulmanes. L'enquête sur

d'éventuelles femmes serbes violées est écartée d'emblée. La commission signale donc en exergue qu'elle peut être soumise à critiques en raison de ce mandat restrictif. Et elle émet une précaution de pure forme : « Ce qui ne veut pas dire que nous ignorons le fait qu'il y a des rapports inquiétants signalant des viols de femmes et d'enfants croates et serbes ainsi que des abus sexuels sur les hommes dans les camps de détention. » Mais de ces cas, elle n'a pas mandat de faire état. Seconde précaution, la commission d'enquête précise que dans le contexte de guerre civile « des chiffres précis sur les meurtres, les disparitions et autres atrocités — incluant les viols — ne sont pas disponibles ».

Ces précautions prises, la commission passe ensuite au vif du sujet : « Il est probable qu'il ne sera jamais possible de calculer précisément le nombre de victimes concernées. Des témoignages directs sont extrêmement difficiles à obtenir [...]. Cependant, il est possible de parler en termes de plusieurs milliers. Les estimations sont larges, elles vont de 10 000 à 60 000 [...]. Notre mission n'a recueilli de témoignages directs que d'un tout petit nombre de victimes [...]. Des vérifications satisfaisantes ne sont pas possibles, notamment pour la période mai-juin 1992. »

Ce rapport ne contient aucune autre précision. Mais il cite les sources de son évaluation : les chefs des communautés religieuses catholiques et musulmanes, les représentants des gouvernements croates et bosniaques et les organisations non gouvernementales locales et internationales. Enfin, les dates d'enquête sont indiquées : quatre jours en décembre 1992, deux jours à Zagreb et trois en Bosnie en janvier 1993. A chacun d'apprécier si ces délais permettent une enquête d'une telle ampleur.

En tout cas, le 7 janvier 1993, à Genève, le Comité international de la Croix-Rouge avait déclaré par son porte-parole, Pierre Gauthier : « Nous ne sommes ni en mesure de démentir ni de confirmer les allégations de viols sur une large échelle. Nous ne sommes pas en possession des témoignages directs ¹. »

Paris, 10 février 1993

Le travail le plus sérieux sur les violations de droits de l'homme en ex-Yougoslavie est effectué par la commission dirigée par Tadeuz Mazowiecki. Dans un rapport remis au Conseil de sécurité de l'ONU, le 17 novembre 1992, cette commission estimait ceci : « Le viol est une autre pratique révoltante du nettoyage ethnique. Serbes et musulmans s'accusent réciproquement de violer systématiquement des milliers de femmes, surtout dans les camps de détention. Ces allégations sont particulièrement graves, d'une part parce qu'elles sont répandues par les parties au conflit pour jeter de l'huile sur le feu et d'autre part, parce qu'il est impératif de faire passer l'état moral et psychologique des victimes présumées avant toute autre considération. Jusqu'à présent, le rapporteur et sa délégation n'ont pas été en mesure de vérifier attentivement et systématiquement ces allégations. »

La commission a poursuivi ses travaux depuis. Ce jour, le 10 février 1993, elle remet un nouveau rapport de 82 pages à l'ONU. C'est sa troisième mission en ex-Yougoslavie, elle a duré sept jours, du 10 au

1. Cité dans *Libération* du 8 janvier 1993.

17 janvier. Voici les principaux extraits de ce rapport concernant l'enquête sur les viols :

ENQUÊTE SUR LES NOMBREUX CAS DE VIOL

« Un nombre alarmant d'allégations concernant la fréquence des cas de viol a été fait, notamment dans le contexte du conflit en Bosnie-Herzégovine. On a dit à maintes reprises que le viol faisait partie de la stratégie de purification ethnique et le Rapporteur spécial a reçu de nombreux documents à ce sujet. Les estimations du nombre total de victimes sont très variables (p. 18). »

Si l'on admet que la gravité du sujet évoqué exige la plus grande rigueur, alors il convient de s'arrêter sur un mot car il encombre ce rapport tout comme il apparaît trop fréquemment dans la presse française et anglo-saxonne, il s'agit du mot allégation. Une allégation, nous dit le dictionnaire, est une proposition avancée, une affirmation sans preuves, une assertion. Une assertion est une proposition qu'on affirme, elle peut être vraie ou fausse.

« De très nombreuses femmes, y compris des mineures, ont été violées. Si l'équipe d'experts a constaté que tous les groupes ethniques parties au conflit étaient concernés, la majorité des cas de viol au sujet desquels elle a pu réunir des preuves ont été le fait des forces serbes et les victimes en étaient des femmes musulmanes de Bosnie-Herzégovine.

L'équipe d'experts n'a connaissance d'aucune initiative prise par les autorités, qu'elles soient militaires ou politiques, pour que cessent les viols.

Des preuves manifestes existent que des femmes

croates, musulmanes et serbes ont été détenues pendant de longues périodes et violées à plusieurs reprises. (p. 19). »

Le rapport de l'ONU est donc plus nuancé que celui de la CEE; il admet que des viols ont été commis dans les trois camps.

La commission dans l'annexe de son rapport indique ses sources d'information :

« Des informations de nature générale sur la question ont été obtenues au cours de réunions avec des représentants des gouvernements intéressés, des organisations internationales opérant sur place, des organisations non gouvernementales qui se préoccupent des questions intéressant les femmes, des associations locales de femmes, des chefs religieux des communautés musulmanes et d'autres sources, dont des responsables de la FORPRONU, des proches de personnes détenues ou disparues ainsi que des proches des victimes (p. 69). »

Le chapitre suivant fait un relevé des témoignages directs.

Témoignages obtenus par l'équipe d'experts dans la République fédérative de Yougoslavie.

« Sur 35 réfugiés serbes (11 hommes et 24 femmes) originaires de Bosnie-Herzégovine et de Croatie interrogés par l'équipe dans différentes localités de la République fédérative de Yougoslavie, cinq femmes ont dit avoir été victimes de viols multiples. Dans cinq autres cas, les experts soup-

çonnaient fortement que les femmes avaient été violées. On trouvera ci-après des extraits de certains témoignages (p. 71). »

Témoignages recueillis par l'équipe d'experts en Croatie et en Bosnie-Herzégovine.

« Seize femmes ont été interrogées en Croatie et en Bosnie-Herzégovine : trois Croates et treize musulmanes. Six musulmanes et deux femmes croates auraient été violées (p. 72). »

Ce sont les seuls témoignages recueillis directement. Les autres sources sont des témoignages indirects, tel que celui-ci :

« Une Croate a été détenue dans un camp contrôlé par les Serbes avec 34 autres femmes et un grand nombre d'hommes. Elle a déclaré que les 34 femmes du camp avaient toutes été violées : “ Il s'y produisait de si nombreux assassinats et actes de torture que la mort nous était devenue très familière. Toutes les femmes suppliaient d'être tuées, qu'on leur tire dessus, mais qu'on ne les torture pas... ”

Une autre Croate a été détenue dans une “ maison spéciale ” où elle a été violée par plusieurs hommes chaque nuit pendant environ deux mois. Chaque nuit, elle a pu entendre les cris et les hurlements d'autres femmes. Elle a dit que pendant qu'on la violait, les hommes criaient : “ Vous aurez un enfant serbe. ” Ces hommes lui auraient aussi dit que si elle tombait enceinte, elle serait “ forcée de rester dans le camp jusqu'au sixième mois de sa grossesse ” (p. 73). »

Le rapport fait également mention d'informations provenant de milieux gouvernementaux soit à Belgrade, soit à Zagreb :

« L'équipe a également reçu trois rapports établis par des organismes gouvernementaux de la République fédérative de Yougoslavie, qui ont recueilli des témoignages sur de nombreux viols de femmes serbes, qui résidaient auparavant en Bosnie-Herzégovine et en Croatie, commis par des soldats croates et musulmans, durant le conflit. Aux fins de cette mission, les seuls rapports gouvernementaux utilisés sont ceux étayés par des preuves recueillies par l'équipe d'experts.

L'équipe d'experts a reçu plus de 30 rapports établis par des organisations gouvernementales et non gouvernementales en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. Tous ces rapports contenaient des déclarations de victimes ou de témoins de viols de femmes croates et musulmanes commis par une ou plusieurs personnes. L'équipe a également examiné six comptes rendus d'entretiens de médecins avec des victimes et des témoins de viols en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. L'équipe s'est appuyée principalement sur les renseignements provenant d'entretiens avec des victimes et des témoins oculaires et avec des médecins et sur les données médicales recueillies, mais les experts ont estimé que ces informations étaient utiles pour comprendre l'ampleur du problème (p. 74). »

Enfin, la commission précise dans sa conclusion ·

« Des estimations très diverses sur le nombre de victimes de viol ont récemment été publiées : l'équipe d'experts n'a pas été en mesure de savoir si une méthode fiable avait été utilisée pour calculer ces chiffres. Les données recueillies par cette mission étayent la conclusion selon laquelle un grand nombre de viols ont été commis, mais l'équipe estime aussi qu'elle n'est pas en mesure d'évaluer le nombre total de victimes de viols durant ce conflit (p. 77). »

Pourtant, le rapport, quelques pages auparavant, contenait une estimation globale, la voici :

« Il n'est pas possible de se faire une idée exacte du nombre réel de viols ou du nombre de grossesses consécutives à des viols. Toutefois, des estimations peuvent être faites sur la base des 119 cas attestés. Selon des études médicales, il y aura une grossesse pour 100 cas de viol, ce qui donne à penser qu'aux 119 cas attestés corresponderaient probablement 12 000 cas de viol environ (p. 70). »

Cette méthode est-elle sérieuse ? Dans ce pays bouleversé, est-il concevable d'admettre que toute femme désirant interrompre une grossesse, et invoquant le viol comme raison, dise à coup sûr la vérité ? Quelles sont les études médicales qui permettent de faire ce rapport de 1 à 100 ? Où sont les règles de prudence que l'on applique partout ailleurs ?

La seule conclusion d'une lecture attentive de ces deux rapports est qu'il est possible de leur faire dire n'importe quoi.

Sur la base du dernier paragraphe cité, il est loisible d'en rajouter, d'arguer que le chiffre réel doit

être bien supérieur car, pour de multiples raisons, les femmes violées n'osent pas témoigner. Alors, pourquoi pas 20 000, 30 000 ou 60 000 ?

Sur la base des témoignages directs, il est à l'opposé permis d'affirmer que pas plus d'une cinquantaine de femmes, serbes, croates et musulmanes, ont été violées. Ou à tout le moins, de constater froidement que l'on ne possède que cela comme chiffre absolument sûr. Comme base de départ.

Il y a quelques jours, je faisais part à Jérôme Bony de mes interrogations sur ce dossier. Lui, revenait de Tuzla en Bosnie où, pour « Envoyé spécial », il avait enquêté sur ce thème. Il me dit ceci : « Quand j'étais à Zagreb, on me disait : " Allez à Tuzla et demandez le Dr Alis Pahic. A elle seule, elle a dû pratiquer quarante interruptions tardives." Quand je suis arrivé sur place, ce médecin m'a précisé que ce n'était pas quarante mais quatre interruptions de grossesse qu'elle avait dû pratiquer. Manifestement, plus on s'éloignait des zones de combat, plus les chiffres grossissaient. » Son reportage a été diffusé dans « Envoyé spécial » du 4 février 1993. Ce n'est pas le seul élément de doute qui me provienne grâce aux reportages effectués par les journalistes du service étranger de France 2. En octobre 1992, Gérard Beauvils était à Sarajevo. Il observe que le nombre d'avortements augmente dans la ville assiégée. Il enquête et constate sur la base des témoignages des médecins et de leurs patientes que les premières raisons sont la peur du lendemain, la perte de confiance en l'avenir, la dureté de la vie quotidienne. Il n'entend pas parler de viols. Son reportage est diffusé en octobre 1992. De juillet 1992 à décembre 1992, se sont succédé à Sarajevo, en Bosnie et en Croatie, neuf journalistes de la rédaction. J'étais en

contact régulier avec eux, jamais il ne leur a semblé que le viol avait pris de telles proportions. Et j'observe que tous leurs confrères des agences de presse ou de la presse écrite et parlée n'en ont pas fait état. N'est-ce pas étrange qu'il y ait plusieurs dizaines de milliers de viols et que pas un journaliste ne s'en fasse l'écho ?

Je ne peux croire tout cela. L'affaire est trouble à l'extrême. On me souffle ici et là que l'Allemagne n'est pas étrangère au fait que le mandat donné à la commission d'enquête de la CEE excluait les témoignages serbes¹. Créant ainsi un mouvement à sens unique. Ce n'est là qu'une allégation, vous l'avez bien compris !

En tout cas, et pour ma part, je n'en tire qu'une conclusion. Les rapports de la CEE et de l'ONU doivent être lus minutieusement. Ils ne sont fiables que dans une certaine mesure. Et ils peuvent même être des documents véhiculant des mensonges grossiers.

Paris, 11 février 1993

Ce matin, Youri Roubinski, n° 2 de l'ambassade russe, a reçu quelques journalistes. Conversation centrée sur la Serbie. Il fait passer un message clair : « Le peuple russe humilié et meurtri n'est pas prêt pour un nouvel Afghanistan. S'il y a intervention occidentale, nous ne bougerons pas. Mais le recours à

1. Ces témoignages sont accessibles dans un document dont on ne fait jamais mention. Il porte la référence A/47/813-S24991 Conseil de sécurité — ONU — et la date du 18/12/92.

la force pose plus de problèmes qu'il n'en résout. Il y a d'autres solutions et nous y travaillons. La difficulté est que le gouvernement bosniaque n'a pas de réalité ; il n'a que l'apparence d'un pouvoir démocratiquement élu. Notre souci essentiel est d'empêcher l'extension du conflit au Kosovo et à la Macédoine. Si on échoue sur ce point, plus personne ne pourra contrôler la situation. » Ainsi résumé, le message est simple et habile. Premier temps, nous ne cherchons pas à faire peur, nous démentons les rumeurs selon lesquelles une intervention occidentale verrait les Russes accourir aux côtés des Slaves. Deuxième temps, nous sommes actifs, soyez-le aussi. Troisième temps, il y a un seuil de déflagration à partir duquel nous dégageons toute responsabilité.

La crédibilité du message passe par le premier temps, par la baisse de la garde, par l'absence de menace. Et pour mieux souligner cet aspect, Youri Roubinski raconte l'histoire suivante :

« Sherlock Holmes est à Moscou. Il retrouve son vieil ami, Watson.

— Bonjour, Mr Holmes, dit Watson, je reviens de Serbie.

— Je le sais, répond Sherlock Holmes.

— Et comment le savez-vous ? interroge, surpris, Watson.

— Parce que vous êtes dans un cercueil en zinc ! conclut Holmes. »

Le Russe sait que cette histoire sera répétée et fera très vite le tour des gens qui doivent l'entendre à Paris. Dans les stratégies de diffusion de rumeur ou de message, la plaisanterie est un support extraordinaire. Personne ne se prive du plaisir de faire rire tout en faisant le type bien informé. Dites une plaisanterie qui ait la double qualité de l'humour et du sens

politique lorsque vous arrivez dans un cocktail et vous verrez, plus tard, quelqu'un s'approcher de vous et vous dire : « Tu connais l'histoire qui circule à Moscou ? »

Le décryptage du message a une seconde signification. Le président Clinton qui vient d'entrer en fonction n'a pas encore arrêté sa position sur la Yougoslavie. Une partie de son opinion publique le pousse à une intervention militaire et Bush lui a laissé un cadeau empoisonné : l'intervention en Somalie. Clinton sait que s'il ne maintient pas la politique étrangère américaine au même niveau, les Républicains l'attaqueront sur le thème : « Lorsque nous étions au pouvoir, nous avons hissé le drapeau américain sur le plus haut sommet, celui de la définition d'un Nouvel Ordre mondial. Un Ordre mondial qui ne supporterait plus les dictateurs et les injustices. Nous avons chassé les Irakiens du Koweït ; nous avons sauvé de la mort des enfants somaliens. Qu'avez-vous fait de cet héritage ? Pourquoi avez-vous laissé se poursuivre le carnage yougoslave ? »

Clinton connaît bien l'Amérique profonde, il sait que cet argument qui mêle patriotisme et machisme peut faire des ravages dans les couches moyennes, surtout en situation de crise économique.

Il doit donc définir une politique courageuse et surtout une politique qui puisse avoir un relais médiatique. Mais il hésite. La Yougoslavie est un borbier. Envoyer les boys dans ce pays où quinze divisions allemandes ont échoué signifie prendre le maximum de risques. Cette hésitation n'a pas besoin d'être exprimée par Washington pour que Moscou la comprenne. C'est pour cela que les Russes peuvent s'offrir le luxe de baisser la garde. Et de laisser dire qu'ils ne bougeraient pas en cas d'intervention occi-

dentale. Cependant, il faut garder les formes et, dans ce même message, les Russes font comprendre qu'ils seraient obligés d'opposer leur veto au Conseil de sécurité s'ils avaient à se prononcer sur une résolution prônant l'usage de la force. Ils le disent discrètement à Genève et obtiennent une étonnante réponse américaine : « Nous ne serions pas gênés par votre veto. Tout au contraire, il nous dédouanerait. Nous pourrions alors dire, vous voyez nous étions prêts à nous engager mais ce sont les Russes qui ont bloqué le vote de la résolution de l'ONU. »

Le diplomate qui me transmet ces informations sous réserve d'une garantie de confidentialité s'amuse bien en me racontant cela. Car il ne me le raconte pas sous cette forme. En fait, il répond à mes questions en jouant au chat et à la souris.

C'est moi qui l'ai appelé. Pour tester une analyse.

« Si les Américains proposent au Conseil de sécurité une résolution prévoyant une action militaire, les Russes opposeront leur veto, n'est-ce pas ?

— A coup sûr !

— Eltsine risquerait d'être renversé par les nationalistes qui appelleraient à la solidarité slave s'il ne le faisait pas.

— C'est un véritable risque.

— Donc, nous verrions réapparaître l'antagonisme Washington-Moscou. Les braises de la guerre froide qui ne sont pas définitivement éteintes pourraient de nouveau développer un foyer de tension.

— Ce n'est pas si sûr.

— Comment pas si sûr ?

— Réfléchissez !

— Mais je viens de le faire.

— Continuez.

— Mais sur quelles bases ?

- Sur les bases inverses.
- C'est-à-dire ?
- Sur la base qu'un veto russe arrangerait bien les Américains. »

Et il n'en dit pas plus. Mais signale fortuitement un peu plus tard dans la conversation qu'il vient de croiser tel diplomate américain, de passage au Palais des Nations. Et il me laisse le soin de conclure.

Dimanche 28 février 1993, avion Paris-Budapest

Lorsque l'avion descend sur Budapest, il survole le cimetière de Rakoskerestur. Sur la gauche de l'appareil, on distingue très nettement les rangées de tombes et l'on s'étonne de la superficie de ce lieu, plusieurs dizaines d'hectares sans doute.

Ce cimetière n'est pas un cimetière comme les autres ; il recèle, en sa section 301, toute la mémoire du soulèvement de Budapest de 1956 ; c'est dans les bosquets interdits au public que l'on y enterrait les victimes de la répression. J'y suis venu plusieurs fois en reportage. Au printemps 1989, avec le Comité pour la vérité historique, j'avais assisté aux premières fouilles. Le pouvoir communiste finissant avait tenté de nous en interdire l'accès mais, par crainte du scandale que pouvaient provoquer nos caméras, il avait cédé. Une poignée d'hommes et de femmes s'étaient alors mis à sonder le sol et, relativement vite, avaient retrouvé les restes de Imre Nagy, celui qui avait dirigé la révolte et tenté de soustraire la Hongrie à l'emprise de Moscou. L'émotion était forte alors qu'à l'aide de petites pelles, on enlevait précaution-

neusement la terre. Une émotion qui céda la place à la colère, la révolte et l'indignation lorsque l'on s'aperçut que le corps de Imre Nagy avait été enterré face contre terre. Un mort est un mort et l'orientation de son regard ne devrait guère avoir d'importance. Simplement, il appartient à la morale naturelle de coucher les défunts sur le dos afin que leurs yeux clos soient tournés vers le ciel, vers la lumière, vers un espoir que le dernier des athées ne saurait lui-même refuser. C'est une règle non écrite, non dite, elle est du domaine du sacré. Ici, elle avait été transgressée et nous étions bouleversés de ce dernier geste de barbarie, de cette volonté suprême d'humiliation, de cette salissure extrême. Il n'y eut ni cris de protestation, ni même larmes mais un lourd silence de honte et de dégoût.

Je suis revenu dans ce cimetière en octobre 1989. La section 301 était alors devenue un lieu officiel de pèlerinage et de recueillement. Les bosquets avaient été défrichés mais les tombes si nombreuses n'avaient pas encore été toutes répertoriées. Ici et là, des familles venaient encore sonder le sol à la recherche de l'un de leurs proches.

C'est ainsi que je fis la connaissance d'une femme d'une soixantaine d'années dont je n'ai pas noté le nom. C'était un dimanche matin et, avec ses deux fils, elle arrangeait un pauvre monticule de terre sur lequel reposait une plaque de marbre ébréchée, avec un simple nom.

Je parlai avec elle, par l'intermédiaire de Galdi Eva, mon interprète. Elle me raconta que c'était la tombe de son mari, jeune soldat en 1956. Il avait fait le coup de feu sur les barricades et s'était fait prendre à la fin du mois de décembre. Rapidement jugé, il fut condamné à mort. Cette femme s'était résignée et

acceptait la condamnation ; le malheur s'était abattu sur son peuple, elle en prenait sa part. Mais il était une chose qu'elle ne pouvait accepter : ne pas donner une sépulture décente à son mari. Alors, durant tout l'hiver 1956-1957, chaque nuit elle se levait à 4 heures, traversait Budapest à pied, dans le froid et la peur et venait se cacher dans le bosquet qu'elle me montra là-bas. De cet endroit, elle pouvait assister sans être vue aux exécutions capitales. En ce temps-là, les condamnés à mort étaient fusillés à l'aube. Aux petits matins de cet hiver, chaque petit matin de cet hiver, recroquevillée sous un arbre, les pieds dans la neige, elle forçait ses yeux pour distinguer son mari dans la troupe des condamnés et chaque petit matin, elle assistait à ce spectacle inqualifiable de garçons de vingt ans donnant la mort à d'autres garçons de vingt ans.

Ce n'est qu'à la fin du mois de mars qu'elle reconnut son mari. Elle le vit s'abattre avec ses compagnons, courut derrière le camion qui transportait les corps, réussit à repérer le lieu où l'on enterrait son mari et, prenant des risques insensés, vint glisser dans la terre fraîchement remuée la plaque qu'elle avait fait préparer et qu'elle portait avec elle chaque matin de cet hiver.

C'est cette plaque-là qu'elle venait de retrouver et trente-trois ans après, enfin, elle pouvait accomplir ce qu'elle ne se serait jamais pardonné de n'avoir pas fait : donner une sépulture décente à son jeune mari, mort d'avoir trop rêvé de liberté.

Dans l'avion qui poursuit sa descente, je me demande si les passagers hongrois qui regardent eux aussi le cimetière de Rakoskerestur par les hublots songent à la misère enfouie sous cette terre et j'acquies vite la certitude que l'on ne pourra jamais

comprendre totalement ce que fut la vie quotidienne de ces peuples de l'Est durant la dictature communiste. Cela aussi sans doute est incommunicable.

Budapest, 28 février 1993

L'homme ne veut pas de dollars, il veut être payé en marks. Il dit que le dollar varie trop fortement alors que le mark est stable. Et puis, il n'a pas confiance en Clinton : « C'est un gamin, dit-il. Tout le monde le mène par le bout du nez. Nos amis de Moscou en font ce qu'ils veulent. » Ce n'est pas un individu recommandable. Je l'ai connu du temps de la Hongrie communiste, il rendait des services, vendait des documents, des enregistrements sonores, des bandes vidéo. Et dans le même temps, essayait de s'informer sur ce que nous faisons, les gens que nous rencontrions et ce qu'ils nous disaient. Il était agent de renseignement du KGB comme des milliers d'autres Hongrois, travaillant à la marge et n'hésitant pas à prendre sa commission au passage. Je lui ai téléphoné la semaine dernière afin de lui demander s'il avait des documents intéressants sur le trafic d'armes vers l'ex-Yougoslavie et il m'a donné rendez-vous ici, dans ce café Gerbaud au charme fin de siècle, où l'on boit le meilleur chocolat des pays de l'Est.

Sa main est posée sur une grande enveloppe à tête de l'hôtel Hilton et, avant de m'en révéler le contenu, il veut mon accord sur le prix et la garantie d'être payé en marks. Je tente de lui expliquer que je ne peux payer sans avoir lu mais rien n'y fait. Il est

têtu comme une bourrique, invoque la confiance que je dois avoir en lui, met en avant les risques qu'il a courus, me dit en conclusion que c'est à prendre ou à laisser.

Je prends. Et l'homme, empochant les marks, file sans demander son reste.

A la table voisine, deux hommes fument sans discontinuer, les yeux tournés vers le plafond, trouvant aux moulures un intérêt excessif. Derrière moi, une jeune femme semble étudier une partition de piano. De l'index, elle tape sur la table avec un rythme de métronome. Et la jeune serveuse tourne un peu trop autour de moi. Je m'amuse de tous ces manèges, prenant le parti d'en rire puisque je ne peux les analyser, incapable que je suis de dire s'il s'agit d'une surveillance quelconque et surtout d'en deviner la raison.

Alors, je reprends du chocolat et ouvre l'enveloppe. Il est 4 heures de l'après-midi, il fait beau et le café Gerbaud résonne de conversations animées et de rires féminins.

A 4 heures et 10 minutes, je ne ris plus : j'ai en main les documents essentiels du trafic d'armes vers la Croatie et la Bosnie. Il y a des noms, des numéros de téléphone, des numéros de fax, des dates, des lieux, des noms de banques, les quantités d'armes commandées et les prix en dollars, des sommes considérables. L'angoisse m'envahit, ces documents sont trop précis, leur possession est dangereuse et je ne sais que faire.

Je décide alors de retourner à mon hôtel, l'hôtel Forum, qui se trouve à moins de cent mètres. Par fax, j'envoie copie de tous les documents à un ami avocat et puis je m'enferme dans ma chambre. Afin d'étudier plus tranquillement l'ensemble de ces documents.

Pour en comprendre l'intérêt, il faut se souvenir que, le 25 septembre 1991, le Conseil de sécurité des Nations unies votait la résolution 713 par laquelle toute vente d'armes à un ancien pays de la Yougoslavie était strictement interdite. Or, ces documents montrent que l'embargo avait été violé par l'Autriche, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, la Grande-Bretagne et une dizaine d'autres pays.

L'homme pivot de ce trafic est un certain Stjepar U., basé à Prague.

Par lettre du 24 novembre 1991, il reçoit un crédit de 30 000 US dollars du ministère de la Défense croate afin de mettre la machine en marche. Première opération, obtenir un « End User Certificate », ce document qui indique le pays acheteur et sans lequel aucune entreprise n'est autorisée à vendre des armes. La Croatie et la Bosnie étant sous embargo, ces pays ne peuvent signer un « End User Certificate ». Il faut donc acheter de vrais faux « End User Certificates » et c'est la première tâche de Stjepan U. Sur une copie de fax envoyé cette fois d'Uppsala en Suède, il explique ses problèmes : « Afin d'avancer, un certificat est nécessaire, comme toujours. Je peux en obtenir par la même source car elle est la plus sûre. Cependant, le prix initial de 25 000 dollars est monté à 32 000 dollars. Voilà ce qui arrive quand on ne se décide pas assez vite... »

Dans le dossier, une copie du faux certificat. Il émane du ministère de la Défense du Nigeria !

La commande est édifiante :

- 500 000 AK-47
- 100 000 Beretta 90
- 200 000 mitraillettes UZI
- 10 000 RP 47
- 10 000 mortiers.

Et puis des copies de correspondance entre U., un certain Freeman, un dénommé Englez et d'autres pseudonymes, documents sans intérêt si ce n'est par les quantités d'armes négociées, les sommes en jeu et les pays d'origine.

Une banque est au centre de ce trafic. Ce n'est pas n'importe quelle banque, la Dresdner Bank, l'une des plus grandes banques d'Allemagne. Elle reçoit, le 11 novembre 1991, un ordre de virement de 2 368 000 dollars au profit de la firme Machina A.S. Dans le détail de la facture, 10 missiles Strela-3, 3 lanceurs et 12 missiles Iгла. Entre autres brouilles. Il est précisé que le prix s'entend franco de port à la frontière entre la Slovénie et la Croatie.

D'autres documents, en serbo-croate, ne me sont compréhensibles que par les chiffres et les noms propres. Enfin, une copie du mémorandum du gouvernement de Belgrade adressé aux Nations unies sur ce sujet et donnant d'étonnantes précisions :

Trafic d'armes venant d'Autriche :

— 7 octobre 1991, un DC-9 de Adria Airways venant de Klagenfurt atterrit à l'aéroport de Sarajevo. Il transporte une grande quantité de fusils automatiques Hackler pour le ministère bosniaque de l'Intérieur.

— Début octobre 1991, le ministère croate de la Défense verse 61 millions de dollars sur un compte de la banque Die Erste Osterreichische Sparkasse-Bank pour l'achat de chars T-72. Il passe commande de pièces détachées pour ces tanks à la firme autrichienne A.W.D.M.

— Le 27 et 28 juillet 1992, dix Mig-21 et deux SAB vont d'Autriche en Croatie.

Venant d'Allemagne :

— Le 19 décembre 1991, soixante tanks venant d'Allemagne sont livrés au port de Rijeka, quai n° 17.

— Les 8 et 9 janvier 1992, les forces armées croates reçoivent trois MIG venant de l'ex-Allemagne de l'Est.

— Les 21 et 22 avril 1992, le bureau de Vienne de la société Jugoart basé à Zagreb passe commande auprès d'un fournisseur allemand d'armes et de munitions pour un montant de 3 millions de dollars.

— En juillet et août 1992, plus de 300 000 dollars dont une partie vient du gouvernement du Turkménistan sont versés en commande d'armes pour les forces musulmanes en Bosnie-Herzégovine. L'argent passe par un compte bancaire à Francfort, LMB-Internationale Handels Bank, compte n° 748.301 BLZ 500 308 00.

— Les achats et les livraisons d'armes et d'équipement militaire sont le plus fréquemment effectués avec l'assistance des firmes allemandes FABA, FOGA et Franconia SAGD. La Deutsch Bank et la Dresden Bank AG de Darmstadt reçoivent les dépôts et font les virements.

Venant de Hongrie :

— Le propriétaire de la firme Universum SD, à Budapest, a livré en Croatie, le 16 septembre 1991, deux camions d'armes et d'équipements (200 RPG7 bazookas, 2 500 roquettes pour bazookas, 2 000 kalashnikovs, 2 000 grenades et 600 000 chargeurs de 7,62 mm.

— Fin septembre 1992, la Hongrie livre à la

Croatie un système R-300, missile sol-sol, pour la valeur de 1,5 million de dollars.

Venant de Suisse :

— Fin 1991, par l'intermédiaire de la firme suisse Eram Bau Montage-ag installée à Hong Kong, 120 tanks T-72 sont achetés à l'ancienne URSS. Valeur de la transaction : 90 millions de dollars.

Venant d'ailleurs :

— La Banque du Vatican verse par l'intermédiaire du Institute for the Dissemination of Religion, 1 988 300 dollars pour acheter des armes à Beyrouth et les offrir à la Croatie.

— Les 23 et 24 août 1992, trois Boeings 747 iraniens livrent à Zagreb et Sarajevo une quantité d'armes non évaluée. Les officiers de la FORPRONU ne peuvent en inspecter les containers.

— L'un des centres les plus importants de ce trafic d'armes est Prague. Les opérations se font par l'intermédiaire des firmes tchèques Omnipol et Unimex et la banque Bohemia. Des « End User Certificates » valables pour plusieurs pays peuvent être obtenus auprès de la firme britannique Def Armament au prix de 20 000 dollars. Le trafic porte sur 50 000 AK-47, 20 000 M-16, 100 RPG7 et un grand nombre de munitions.

L'ampleur de ce trafic d'armes me stupéfie. J'en tire une triple conclusion :

— La première est que l'embargo a été violé par de nombreux pays et les gouvernements occidentaux en étaient nécessairement informés.

— La seconde est que les musulmans ont reçu

quantité d'armes alors même que leur président, Alja Izetbegovic, dénonçait l'embargo.

— La troisième conclusion me laisse plus amer. Alors que, sur la place publique, les organisations humanitaires battaient le rappel des âmes généreuses et que des risques insensés étaient pris par de jeunes garçons et filles pour nourrir des populations affamées, des sommes énormes passaient les frontières pour acheter des armes. Tous les officiels le savaient et pas un ne s'y est opposé.

L'amertume, dans ce contexte, est le moindre des sentiments que l'on peut éprouver. La colère serait plus adéquate.

Budapest, la gare, 14 heures

Depuis le 30 mai 1992, ce qui reste de la Yougoslavie, c'est-à-dire la Serbie et le Montenegro, avec le Kosovo et la Voïvodine, est soumis à un embargo total. Il n'y a plus de liaisons aériennes pour Belgrade et l'on doit, pour s'y rendre, soit prendre le train, soit l'autocar. C'est l'hiver, il y a beaucoup de neige, j'ai choisi le train. Celui-ci est le Meridian, il vient de Berlin et Prague et, après Belgrade, rejoint Sofia et Istanbul. C'est le train de tous les trafics, on le prend pour vendre à Sofia ce que l'on a volé à Berlin et l'on rapporte d'Istanbul des cargaisons de faux Levis que l'on échangera contre de vrais dollars.

Sur le quai n° 9, des policiers en civil, jeans et blousons de cuir, surveillent une population disparate. Des familles avec de lourds ballots, des hommes aux visages gris, des femmes aux traits fatigués et aux

cheveux mal coiffés, des enfants qui ne jouent pas. L'attente de ce train qui ne vient pas, de ce train qui est toujours en retard... La gare est ouverte à tous vents, sous la coupole des planches dissimulent des vitres brisées, des pigeons vont et viennent, des petits trafiquants vendent des devises au marché noir et parfois passe l'un de ceux qui déjà a réussi, homme à la lourde chaîne d'or autour du cou, femme en manteau de vison et bagages en vrai Vuitton. Ils passent dans l'indifférence des autres, la fausse indifférence affichée pour se protéger d'une vie dont on se sait exclu.

Les Serbes se font encore plus discrets que les autres ; ils savent que, dans cet univers de parias, ils sont devenus encore plus parias que les autres. Ils reviennent d'Occident, le cœur lourd de tout ce qu'ils ont entendu, ils portent la honte en eux, la honte d'appartenir au premier pays chassé de l'Organisation des Nations unies. Durant la Seconde Guerre mondiale, on fit la distinction entre le peuple allemand et les nazis. Cette fois, cette distinction n'est plus de mise ; on dit : « les Serbes », c'est tout.

Budapest-Belgrade, dans le train

Ce train n'a guère de qualités ; les vitres sont sales, les planchers recouverts de débris de graines de pistache et l'on ose à peine poser sa nuque sur les dossiers des fauteuils tant ils sont tachés. C'est un train qui roule lentement, s'arrête souvent et que traversent des mines patibulaires aux regards trop insistants. Il n'a qu'un seul avantage, il ne coûte

quasiment rien : pour trente-huit dollars, on peut avoir un compartiment de 1^{re} classe pour soi. Je dois rencontrer dans trois jours Dobrica Cosic, le président de la République yougoslave. Cet homme est d'abord un écrivain. Les éditions L'Âge d'Homme viennent de publier le premier tome de son œuvre majeure, *Racines*. Vladimir Dimitrievic, patron de la maison d'édition, m'a remis ce livre. Je le lis dans ce train afin de tenter d'approcher la personnalité de Cosic. Et c'est étonnant de lire ce livre-ci dans ce train-là. Car les maisons que l'on visite par les mots apparaissent semblables à celles que l'on découvre par la fenêtre et les personnages couchés sur les pages ont les mêmes visages que ceux qui passent dans les couloirs.

C'est un livre noir, touffu, aride, âpre, violent, avec de superbes fulgurances littéraires mais jamais un instant de repos, de paix ou de bonheur, un récit de vies privées de lait et de miel, l'histoire de la Serbie de la fin du siècle dernier jusqu'aux années quarante, à travers une famille, les Katic. « Nos cimetières sont jeunes, écrit-il. Et comment l'homme, serviteur de Dieu, ne serait-il pas tout et n'importe quoi dans cette petite Serbie qui s'est vidée à trois reprises pour se remplir de nouveaux habitants... Dans ces courants de population, notre sang s'est gâté. Et la terre a enlaidi à cause des foyers éteints. Jamais deux aubes au même bivouac. Lorsque tu changes de foyer, ton caractère change aussi. Quand on te vole, tu voles aussi. Crois-moi, dans le mal, tous les hommes sont mauvais. » Le personnage principal, Djordje, est stérile et ne sait pourquoi. Les poings serrés, il avance vers Simka, sa femme, et l'accuse : « Tu es mon malheur ! Tu m'as tué et enterré vivant... Je suis un homme mort, je ne suis pas un homme, je suis une

pierre. Je suis un tison éteint... je ne suis rien, entends-tu ? Rien ! »

Et ce rien du Serbe stérile, avec la terrible résonance qu'il prend aujourd'hui, cherche une compensation dans le frère, Vukasin, qui aime les livres et veut aller étudier à Paris. « Vukasin, applique-toi avec zèle à tes études. Là-bas, montre à l'Europe de quoi est capable un Serbe. Montre aux snobinards de ce vaste monde que nous ne sommes pas habiles seulement à nous servir du yatagan. » Vukasin, la conscience prise en tenailles, ne sait plus de quel monde il est, de cette Serbie maudite ou du nouveau monde, la douleur le prend à la racine des yeux. « Oui, en Serbie, on égorge et on insulte, on marche dans la boue et on vit dans le noir, et on mange le pain sur des tables où jadis les haïdouks faisaient des entailles pour compter leurs victimes, égorgeant les Turcs et coupant le pain avec le même couteau, mais... tout cela est mien. »

Simka, la femme du Serbe stérile, sent, quand son mari se glisse dans le lit, un « froid aussi terrifiant qu'un homme écorché ». Et lorsqu'elle va à l'église en quête de réconfort, elle se heurte non seulement au silence de Dieu mais pis encore, à l'amour inversé. « Elle a rencontré les yeux de l'icône : ils la regardaient avec une telle haine impassible qu'elle était incapable de prononcer le salut de prières préparées... » Alors elle a levé la tête et ses yeux écarquillés ont rencontré l'œil bleuâtre du ciel, pressé sur la fenêtre étroite au-dessus du chœur. De là apparaîtra la lumière, pensait-elle, et en appuyant son front contre la pierre, elle a commencé à se remémorer sa vie et ses péchés... « J'ai bu du lait la veille de la communion. J'étais une enfant, pardonne-moi, Seigneur. Plusieurs fois, j'ai souhaité la mort de mon

père. Il ne m'aimait pas. Il creusait des puits et bien des fois, j'ai souhaité qu'il y reste, enseveli par la terre... Aie pitié de moi, Sainte Vierge... » Il n'y a, en cette terre, ni amour, ni pardon, le ciel est avare de miséricorde et les mains des hommes se serrent pour cacher qu'elles sont vides.

Le temps lui-même n'existe pas, ne laissant aucune différence au jour entre les jours, le train s'arrête comme exténué ou ne sachant où aller, de la portière entrouverte pénètrent des odeurs aigres d'hommes mal lavés, les regards des femmes se vident et sur la plaine passe un vol de corbeaux, il n'y a plus signe de vies humaines, au loin le clocher retient son ange, les champs semblent abandonnés, c'est l'heure du douanier, le passage d'un monde à un autre monde. « Le soir s'épaissit et exhale des relents de tige de citrouille et de chaton de maïs fané. Les journaliers arrivent et apportent en silence leur fatigue dans la grande cuisine, tandis que Simka n'efface pas de son visage un sourire quelque peu cruel. »

Lorsque le train enfin repart, laissant les douaniers trop indifférents pour fouiller nos bagages, alors que nous pénétrons dans un pays en guerre, je ferme le livre, abandonnant Djordje à son destin. « Dès son retour du cimetière, où il a laissé Simka pour toujours, il est devenu ce qu'il est : il vit et croît grâce aux souffrances et malheurs des paysans. Jusqu'à midi, il vend des planches pour les cercueils et l'après-midi, il court après ses débiteurs, ajoute l'intérêt au principal, achète le maïs non récolté et des porcs efflanqués qui errent jour et nuit dans les champs. »

Ce n'est pas que ce trajet ait commencé par un rappel de cimetière pour s'achever sur l'évocation d'un autre cimetière qui me frappe en cet instant,

non, les choses s'ordonnent naturellement et la conscience, qui parfois fait fi du temps, sait aller chercher avant ce qu'elle trouvera après, il n'y a là aucun hasard, le chemin malheureusement doit suivre cette voie et il ne saurait en être autrement. Non, ce qui me frappe est la puissance de cette littérature, cette parole noire d'un fils de paysan qui n'est jamais allé à l'école et qui pourtant accouchera de cette œuvre exceptionnelle, acte d'amour envers un peuple qu'il sent maudit et dont il est devenu le président à l'heure du plus grand malheur. La littérature n'est pas ma spécialité mais j'aime lire et, de tous les pays traversés, j'ai rapporté les écrits essentiels. Ils ne sont pas si nombreux et je les connais correctement. Mais je n'ai jamais rien lu de semblable, une telle plongée dans les ténèbres, si profonde et intense que l'on ne sait plus si l'on parle d'un homme ou d'un peuple, et si, parlant de cet homme ou de ce peuple, il n'est pas dressé le tableau du lieu d'où vient l'humanité et où elle pourrait si facilement retourner, comme si ce texte bien au-delà de ce qu'il dit était une forme solennelle d'avertissement.

Belgrade, 1^{er} mars 1993

Cette nuit, les Américains ont commencé les premiers parachutages de vivres sur l'est de la Bosnie. Tout le monde sait évidemment que cette opération est purement médiatique, les avions ont largué une vingtaine de tonnes alors que des centaines de tonnes sont tous les jours acheminées par la route par les convois de l'ONU. Mais de médiatique, cette opéra-

tion devient très vite ridicule car ce matin, selon les premières informations, personne n'a trouvé la trace de ces colis. Sur la grand-place de Belgrade, Alexander Philipovic, chanteur de rue, intitule sa dernière chanson « Coca-Cola boom ». Et lorsque je l'interroge, il me dit en riant que les Américains devraient maintenant envoyer de la crème pour torticolis car tout le monde s'est tordu le cou pour apercevoir les avions mais personne n'a rien vu. Si, dans la rue, on se gausse, dans les milieux officiels, on est plus inquiet.

Svetozar Stojanovic, conseiller du président, nous reçoit au Palais de la Fédération, l'équivalent de l'Élysée. C'est un gigantesque bâtiment avec un immense hall et d'interminables couloirs dans lesquels on ne croise pas âme qui vive, un souvenir de l'époque communiste où la victoire du peuple devait se traduire dans une débauche de marbres et d'escaliers monumentaux. « Nous sommes à la merci de la moindre provocation, dit-il. Et nous savons que les musulmans peuvent être tentés d'abattre un avion pour entraîner une intervention militaire occidentale. Ces jours seront des jours très dangereux ! »

Après avoir diffusé par satellite un court reportage sur ces réactions, je vais à pied de la télévision yougoslave à mon hôtel. Il n'y a quasiment pas d'éclairage public et la circulation est très réduite, en raison évidemment de l'embargo. Les boutiques sont moins vides que je ne le pensais mais les prix affichés ont perdu toute mesure. Une paire de chaussures vaut un demi-million de dinars et le kilo d'oranges quelques centaines de milliers. Autant dire que ce pays n'a plus de monnaie et que l'inflation est à la taille de celle qui frappa l'Allemagne dans les années vingt. Bientôt, ici aussi, il faudra une brouette de billets de banque pour acheter un timbre-poste.

A l'angle de deux rues, un groupe de passants regarde à travers une vitrine un poste de télévision retransmettant CNN. Arrivent les pages de publicité, des aliments pour chiens et chats, de belles voitures, de lointains voyages, des femmes sophistiquées... la routine en quelque sorte mais elle revêt, ici, une dimension particulière. Les gens de la rue semblent les manants qui, au Moyen Âge, regardaient par la fenêtre du château les seigneurs festoyer. La différence est aussi grande et la provocation l'est tout autant. Je ne me suis jamais habitué au choc de ces images que nous déversons inconsciemment sur Alger, Bagdad, Pékin ou Port-au-Prince... Me revient en mémoire les propos de Bronislav Geremek que j'interviewais en direct de Varsovie peu après la victoire de Solidarnosc : « Ne faites pas l'Europe sans nous. Ne nous laissez pas sur le bord de la route. »

Il y avait autrefois, entre pays développés et pays pauvres, des zones intermédiaires. L'Espagne entre la France et le Maroc, la RDA entre l'Allemagne et la Pologne. On savait que son voisin était un peu plus riche ou un peu plus pauvre, ce n'était qu'une question de degré et paraissait parfaitement supportable à chacun. Ces zones intermédiaires ont disparu, la télévision a bousculé les frontières, apportant avec elle, frustration, envies et colères...

Belgrade, 2 mars 1993

L'hôtel Moskva est situé en plein centre de Belgrade. C'est un vieil hôtel à l'ancienne et, sans avoir demandé une chambre particulière, le réceptionniste

me tend la clé du 214. Manifestement, les autorités yougoslaves sachant que j'enquête sur les manipulations en leur défaveur tiennent à me faciliter la tâche. Car cette chambre n'est pas une chambre, ni même une suite. Le hall d'entrée fait dans les 20 m², donne à gauche sur un salon avec fauteuils s'efforçant d'être de style, cinq mètres sous plafond et deux fenêtres en rotonde. A droite de l'entrée, un bar-bureau presque aussi vaste et une chambre en mezzanine. Deux salles de bains et une cuisine complètent l'installation. Le tout pour une centaine de dollars par jour. Je suis là comme un pacha et, dans ce décor qui dut accueillir bien des apparatchiks de l'ancien régime, je m'offre non sans humour le plaisir de recevoir ministres et généraux.

Les visites, aujourd'hui, commencent tôt. A neuf heures du matin, c'est Miodrog Parisic, ministre de l'Information, qui sonne à la porte. Il est nerveux et tendu, le Parlement est en session pour la formation du nouveau gouvernement et il sait que son poste est menacé. J'ai préparé à son intention une liste de dix questions, liste que j'ai l'intention de remettre à tous mes contacts.

La première question concerne une histoire qui commence à circuler dans la presse et qui est évoquée dans le livre de Bertrand Coq et Michel Floquet, *Les Tribulations de Bernard K. en Yougoslavie*¹. C'est l'histoire d'un journaliste américain, Roy Gutman, travaillant pour le quotidien new-yorkais *Newsday*. A ce que l'on raconte, celui-ci était à Zagreb au début du mois d'août 1992, préférant sa chambre à l'enquête de terrain et travaillant uniquement par téléphone. Des informateurs lui racontent les camps et, sans se

1. Éditions Albin Michel.

rendre sur place, il envoie un premier article intitulé « Des camps de la mort en Bosnie ». L'article est publié en page neuf, le 1^{er} août. Le lendemain, il envoie un second article « Auschwitz en Bosnie ». Cet article fait la une et est repris par le monde entier. De cela, il faudra que je vérifie l'authenticité en me rendant à New York pour recueillir la version de Gutman. Mais on me dit ici que l'un de ses informateurs était un Anglais, Robert Allan Loft-house. Blessé au cours de combats, il serait prisonnier à Banja Luka. La question est donc : est-il possible de rencontrer cet homme ?

Miodrog Parisic est au courant de cette histoire mais il me dit aussitôt que l'organisation d'un tel voyage n'est pas de son ressort. Afin de n'être pas en reste, il me donne une autre piste en me signalant que Steven Kinzer, chef du bureau de Bonn pour le *New York Times*, s'est vu refuser deux articles dans lesquels il décrivait les atrocités subies par les Serbes.

J'enchaîne sur la seconde question : l'origine de la purification ethnique. Est-il exact que le Mémorandum de 1986 de l'Académie serbe en constitue le corps de doctrine ? L'affirmation est systématique dans la presse occidentale, Bernard-Henri Lévy lui-même y fait référence et me l'avait cité lorsque je l'avais rencontré à Genève. Le ministre sait tout cela, il est excédé par ces affirmations et me promet le texte original.

Ma troisième question est relative aux relations entre l'Allemagne et la Croatie ; il apparaît certain que l'Allemagne ne respecte pas l'embargo sur les livraisons d'armes et fournit largement l'armée croate. Les Serbes l'affirment. Ont-ils d'autres preuves que celles que j'ai ? La question l'ennuie, il

l'élude en me faisant comprendre que ce n'est peut-être pas le moment de poser ce problème.

Que sait-il du tristement fameux bombardement du 27 mai à Sarajevo? Ce jour-là, une explosion faisait une vingtaine de morts dans une file d'attente devant une boulangerie. Une équipe de télévision bosniaque était sur place et les images retransmises étaient si terribles que le Conseil de sécurité de l'ONU votait, deux jours après, l'embargo à l'encontre de la Serbie. Les Serbes affirment qu'il s'agit d'une provocation musulmane. Et un rapport commandé par l'ONU et rédigé par la FORPRONU en fournirait la preuve. A-t-il ce rapport?

Il ne l'a pas et me renvoie à un article de *The Independent* d'août 1992. Je connais l'article mais je voudrais le rapport et cette insistance lui déplait.

« Volez-le », dit-il en ajoutant qu'il me remettra la copie d'un article d'un journal de Sarajevo affirmant que le général MacKenzie, chef des Casques bleus, avait violé des petites filles musulmanes.

La conversation ensuite perd de sa rigueur mais il me propose quelques clés : une rencontre Major-Kohl en décembre 1991 au cours de laquelle Kohl demande aux Britanniques un soutien inconditionnel sur la Slovénie et la Croatie, un entretien de deux heures entre Genscher et le pape Jean-Paul II en novembre 1991 dont il me laisse deviner l'objet, un développement sur les liens entre le Vatican et les anciens nazis, une leçon de géopolitique : la Serbie est la grille d'entrée de la Russie, c'est une zone expérimentale et ce qui s'y passe atteindra bientôt Moscou. A ce moment-là, le téléphone sonne. La communication est pour lui, il apprend que les députés du Montenegro l'ont lâché et qu'il n'est plus ministre. Dans sa colère, il m'assure que tout cela finira mal et

que si les Serbes ne peuvent plus compter sur personne, ils trouveront le moyen de se faire entendre. Le manteau sur le dos, la main sur la poignée de la porte, il explose : « Vous vous souvenez du voyage de Wiesel, vous vous souvenez qu'il était toujours en voiture avec un général d'aviation de l'armée yougoslave, eh bien, je l'ai vu sortir un petit magnétophone de sa poche, il avait enregistré toutes les conversations ! Vous rendez-vous compte ? Wiesel, une si haute conscience, une référence permanente de morale et de culture, ayant des gestes d'espion ! Où allons-nous ? Où allons-nous ? »

Et il me laisse sur cette interrogation. Alors qu'il se dirige vers l'ascenseur de son pas lourd, je repense à lui à Genève. Il avait profité de son court séjour pour acheter des paquets de couches-culottes en papier, introuvables à Belgrade en raison de l'embargo économique. Ce qu'est un destin ! être ministre et ne plus l'être brutalement, être un intellectuel et se sentir trahi par Wiesel, le tout en pensant aux couches-culottes qu'il faut rapporter pour le bébé...

Le second visiteur est un général deux étoiles, membre de l'état-major dont je ne peux donner le nom car il ne m'en a pas donné l'autorisation. On m'avait dit : il est facile à reconnaître, il fait six pieds de haut et cinq de large. La description est exacte et je me réjouis alors de disposer d'un salon de si vastes proportions.

Le général me précise qu'il a demandé à l'un de ses amis de le rejoindre ; celui-ci en civil se présente quelques minutes après et me donne sa carte : directeur d'une société d'import-export. Une fonction aussi crédible que si je me prétendais fils d'archevêque... Si je ne suis pas là, entre les mains des Services, c'est que ma pauvre tête n'est plus bonne à grand-

chose. Je ne sais pas jouer à ces jeux-là, alors je mets tout sur la table et repose mes questions. On prend note gentiment en me demandant des précisions sur tel ou tel point mais ni le général ni l'homme en civil ne me livrent beaucoup d'informations. Je leur demande de me confirmer si une délégation yougoslave s'est bien rendue à Moscou le samedi 20 février pour rencontrer Eltsine à 9 heures du matin dans sa datcha. Ils s'interrogent, réfléchissent et me disent qu'ils n'en ont pas connaissance. Je précise que le fait qui m'intéresse dans cette rencontre est que l'on m'assure que Eltsine était ivre mort dès 9 heures du matin. « Oh, répond le général, il ne fait pas que se saouler à la vodka. Il est dépendant d'autres drogues. » Cela les fait rire et j'en profite pour aborder un sujet plus sérieux :

« Est-il vrai que, le 6 janvier, les Américains vous ont adressé un ultimatum et que des dispositions particulières ont été prises dans votre armée ?

— C'est exact, répond le général qui soudainement change de ton. Un ultimatum en quatre points dont le premier était " Ne touchez pas au Kosovo ", les autres points, je les ai oubliés. Et nous avons mis notre armée en état d'alerte. Vous savez, nous avons plusieurs niveaux de mise en alerte, plusieurs degrés. Là, nous avons choisi l'avant-dernier degré, juste avant la mobilisation générale.

— Qu'est-ce que cela implique ?

— Eh bien, l'alerte maximum pour l'aviation et les forces antiaériennes, suspension des permissions et la distribution de munitions, par exemple.

— On me dit aussi que vous avez alors armé des missiles.

— Bien sûr ! »

Cela est dit calmement, froidement. Si froidement

que je ne peux m'empêcher de rester interloqué quelques instants.

« Votre stratégie militaire est donc effectivement de frapper Rome, Vienne et Budapest en cas d'intervention occidentale ?

— Bien sûr ! *To spread the war*. Si la guerre reste limitée à la Serbie, le monde entier s'en lavera les mains. Si nous l'exportons en Europe, ce ne sera pas la même chose ! »

Et sur ce message clair que le militaire et le civil me répètent en souriant, ils s'en vont, me laissant pour le moins dubitatif. Le but de leur visite était-il seulement cela ? Faire passer, par mon intermédiaire, la menace d'une réaction violente à toute forme d'intervention occidentale ? Est-ce seulement une menace ou bien une réalité ? Cette rumeur de missiles pointés sur des capitales européennes m'avait été rapportée plusieurs fois lorsque j'étais à Genève et par des sources de bon niveau. Elle m'est là confirmée par un officier d'état-major et je ne peux guère aller plus loin dans ma recherche d'information. Pourtant, je sens bien que, enquêtant sur une manipulation, je prends le risque d'être manipulé à mon tour. Il n'y a que les Américains qui possèdent la réponse définitive et cela par leurs moyens d'observation aérienne, satellites et avions Awaks. Cela donne d'ailleurs un nouvel éclairage à l'opération de parachutage. Elle n'était peut-être qu'une couverture pour procéder à une observation plus précise de l'installation de ces missiles afin de pouvoir les neutraliser rapidement en cas de forte tension.

Tout cela est du niveau de la supputation et au bout du compte, je ne dispose que d'une référence littéraire pour appréhender la menace serbe. Un grand poète vivant encore à Belgrade, Beckovic, a

dans l'un de ses textes, écrit en 1990, utilisé une étrange parabole pour définir l'âme serbe.

LE POIGNARD

*D'après un célèbre récit
Venu du Nord lointain
Les chasseurs de loups
Plongent dans le sang frais
Un poignard à deux tranchants
Plantent son manche dans la glace
Et le laissent dans le désert enneigé.
Le loup affamé
Sent, de loin, le sang frais
Surtout grâce à l'air pur et vif
Sous les étoiles hautes et gelées
Et trouve vite l'hameçon sanglant.
En léchant le sang gelé
Il se coupe la langue
Et lape son sang chaud
Sur la lame froide.
Et il ne sait s'arrêter
Jusqu'au moment où il s'écroule
Gonflé de son propre sang.
Si tels sont les loups
Qui sont les plus durs à chasser
Comment sont donc les hommes
Et les peuples entiers
Et surtout le nôtre
Qui de son propre sang
Ne peut se lasser
Et il disparaîtra semble-t-il
Avant de pouvoir comprendre
Que ce poignard sanglant
Restera*

*Comme unique
Monument
Et croix
Au-dessus de nous.*

Belgrade, 3 mars 1993

Journée ordinaire de reportage. Bonne séquence de tournage au club de radio-amateurs dans le nouveau Belgrade. C'est le seul lieu où les familles peuvent entrer en contact avec leurs proches restés en Bosnie. Dans un petit réduit, les appareils de transmission. Dans une pièce enfumée, autour d'une large table, les familles qui attendent. Dans un coin, un homme d'une soixantaine d'années, béret sur la tête, grosses lunettes d'écaille, fait des mots croisés. Il vient là tous les jours depuis le mois d'avril. Ses deux sœurs sont toujours à Sarajevo. Depuis dix mois, il n'a pas de nouvelles.

Une femme, musulmane, a encore deux enfants à Mostar. Elle aussi attend.

Une autre femme, serbe, vient de rejoindre son mari. Elle parle vite dans le micro, trop vite. Doit se reprendre. Ses mains sont nerveuses. Elle tort son paquet de cigarettes, le déchire, sans s'en rendre compte. Je ne peux comprendre ce qu'elle dit mais la connaissance du serbo-croate, pour une fois, ne me fait pas là défaut.

Plus tard, dans la soirée, je suis les informations sur Ski News Channel, l'équivalent britannique de CNN. A 23 h 30, décrochage et l'on reçoit ABC Nightline présenté par Ted Coppel. En deuxième sujet du

journal, il annonce qu'une bombe vient d'exploser devant l'ambassade américaine de Belgrade. Il est en direct par téléphone avec le correspondant de l'agence Reuter et celui-ci développe la nouvelle, établissant un lien avec les parachutages américains sur l'est de la Bosnie et rappelant que beaucoup d'armes circulent à Belgrade.

C'est la première fois qu'un attentat à la bombe visant une représentation américaine a lieu dans la capitale yougoslave ; je réveille Claude Sicard, cameraman, et Jean-Claude Gautheron, preneur de son, et nous allons à l'ambassade.

J'ai veillé à ce que chacun ait son passeport et sa carte de presse car je m'attends à des barrages policiers tatillons. Rien de tout cela sur place. Simple-ment, un agent de la circulation qui grelotte dans le froid mais pas moins de six équipes de télévision, bougonnantes et rouspétantes. Car cet attentat est bien peu de chose, une vitre cassée et un impact sur la porte d'entrée. La bombe n'était qu'une petite grenade jetée rapidement et cet incident n'a guère de signification. N'importe quel jeune excité peut l'avoir commis : on me dit sur place qu'une dizaine d'enfants à Belgrade sont morts en jouant avec des grenades que leurs aînés ont rapportées du front. L'histoire ne mériterait pas une « brève » dans un journal local.

Pourtant, de retour à l'hôtel, et reprenant le cours du programme d'information de Sky News Channel, dans l'édition d'une heure du matin, nous avons droit, toujours en seconde position dans le journal, à un reportage sur l'attentat. Les cadrages serrés sur la vitre brisée, les plans partant du drapeau américain et descendant sur la porte d'entrée, dans la tonalité de la nuit et avec la neige qui tombe, donnent à cela une ampleur sans commune mesure avec la réalité. Il

m'est confirmé ainsi la faiblesse d'une règle que nous suivons tous dans ce métier : placer haut dans le journal la dernière information et puisqu'elle est haut placée, la dramatiser. C'est une règle stupide : un événement se produisant à 19 h 30 peut faire l'ouverture du journal de 20 heures, alors que s'il intervient à 23 heures, il n'aura pas même droit de cité dans l'édition du lendemain.

L'exemple que je viens de suivre illustre parfaitement la faiblesse du système d'information mondial. A la base, un pétard mouillé sans aucun sens politique. Et une demi-heure plus tard, les images de ce non-événement retransmises devant quelques bonnes dizaines de millions de téléspectateurs à travers le monde. Les liaisons par satellite sont décidément bien dangereuses !

Belgrade, 4 mars 1993, palais présidentiel

J'ai rendez-vous avec Dobrica Cosic, président de la République yougoslave. L'homme, de taille moyenne, soixante-seize ans, paraît fatigué. Il a déjà subi deux pontages coronariens et se déplace lentement. Son vaste bureau n'est décoré que de quelques statuettes modernes et n'offre aucun autre signe personnel, bureau de fonction, bureau de passage, bureau de transition. Cosic, fils de paysan, est resté fidèle aux vertus de la terre, il n'aime sans doute pas ce lien et ne tente en rien de se l'approprier. J'ai du respect pour l'homme et son œuvre. Mais, afin d'obtenir une interview vivante, je le provoque d'emblée en lui rappelant qu'il est considéré comme

le père de la doctrine de la purification ethnique et cela pour sa participation au fameux Mémorandum de l'Académie des Sciences en 1986. Le président réagit immédiatement, il s'emporte, s'indigne et s'étonne que les Français, de si forte réputation intellectuelle, puissent colporter une telle rumeur sans aller vérifier sur le texte même. Et il me prend à partie, me demandant si je l'ai lu. Je lui réponds que ce texte, tout le monde en parle, mais que personne ou presque ne l'a consulté. Pour ma part, je m'en suis uniquement fait faire un résumé par mon interprète, la veille dans la soirée et cela à partir du texte en serbe. De ce résumé, je ne peux déduire qu'il soit à la base de cette doctrine.

« Vous voyez bien », exulte-t-il, et il ordonne à ses conseillers de me faire parvenir au plus vite une traduction française. Il me dit ensuite sa blessure profonde de voir son peuple jugé par l'humanité comme un peuple de criminels. « Êtes-vous allé dans la rue ? Avez-vous regardé les hommes, les femmes et les enfants de Belgrade ? Vous sont-ils apparus comme des monstres sanguinaires ? Non, eh bien alors ?... »

Et devant la caméra, il marque un temps d'arrêt, se recueille en baissant la tête puis lance un message à la rationalité française, un appel à plus de raison et à moins de passion, une invitation à la rigueur dans la recherche de la vérité.

C'est une belle interview mais elle est quasiment inexploitable en télévision. J'ai posé trois questions et les trois réponses font un total de quinze minutes. Nous travaillons malheureusement sur des distances beaucoup plus courtes. Une interview comme celle-ci ne peut occuper plus de deux minutes d'un journal télévisé. Je ne sais encore comment je pourrai l'utili-

ser mais je constate une fois de plus, et ce n'est pas une nouveauté, que toute pensée qui excède une minute pour se développer est exclue des médias. Peut-on tout dire en une minute ?

Belgrade, 4 mars 1993, dans un lycée yougoslave

C'est le premier lycée de Belgrade, un bâtiment comme tous les lycées français avec des élèves qui chahutent et font trop de bruit, des salles aux tables bousculées par les élèves qui aiment ainsi pouvoir se regrouper par bandes et des professeurs souriants, heureux de rencontrer une équipe française de télévision.

Le cours de français porte aujourd'hui sur les mass media modernes et plus précisément la télévision. La leçon dans le manuel scolaire est intitulée « La télévision en France : un État dans l'État ».

Sur les quarante élèves, sept ou huit sont des réfugiés venant de Croatie ou de Bosnie. Les uns et les autres s'expriment assez correctement en français ; ils aiment Baudelaire, Camus et Malraux, et leur émotion n'est pas feinte lorsqu'ils disent qu'ils considéraient la France comme leur seconde patrie et qu'ils se sentent trahis. Il est difficile de croire que leurs réponses ont été préparées par leurs professeurs car je n'ai prévenu de notre arrivée qu'une heure auparavant. Ils disent leur désarroi devant cette guerre qu'ils ne comprennent pas, expriment leur sentiment de solitude dans ce pays coupé du monde et une jeune élève, le visage grave et faisant un effort pour trouver les mots justes, nous jette d'un ton

accusateur : « Par la faute de l'Europe, je n'ai plus d'avenir. »

Il nous arrive souvent de filmer ainsi dans les écoles. Ce sont toujours des tournages agréables car les jeunes nous accueillent généralement avec plaisir et nous offrent des réactions d'une belle spontanéité. Tel n'est pas le cas, cette fois. Ces garçons et filles de quinze ou seize ans sont tendus, presque agressifs et la jeune élève qui s'est le plus exprimée nous lance alors que nous les quittons : « Pour une fois, dites la vérité. »

Belgrade, 4 mars 1993, dans la soirée

Elle est dure, cette phrase dite par une jeune Serbe de seize ans, une jeune enfant qui déjà comprend ce que bien des esprits brillants et plus matures ne peuvent soupçonner en Occident. Mais elle ne sait pas encore combien il est difficile d'approcher la vérité. Cette affaire des camps, par exemple, n'avance pas. J'ai toutes les données de l'histoire, le journaliste américain à Zagreb, son informateur en prison à Banja Luka dont on me dit en outre qu'il recevait de l'argent directement sur son compte bancaire à Nottingham et que, lorsqu'il appelait Gutman, il lui donnait le code de 2 IC. Je sais tout cela et je ne suis pas le seul. Mais rien n'est vérifié. C'est pourquoi j'ai demandé à rencontrer cet homme et nous sommes prêts à prendre le risque physique d'un trajet à Banja Luka. Je l'ai demandé au conseiller du président de la République, au ministre de l'Information, à un général de l'état-major et au président lui-même. Et

dans la soirée, lorsque je me suis informé de la préparation de ce voyage, je n'ai obtenu que des réponses vagues et reçu plus de mises en garde que d'encouragement. A tel point que je commence à douter. Dans l'ordre, il m'est répondu :

- que la route de Banja Luka est dangereuse,
- que la neige complique le voyage,
- que le dénommé Lofthouse est blessé et que les médecins interdisent qu'on l'approche,
- que l'instruction n'est pas encore commencée,
- que le colonel Milutinovic, responsable des prisonniers, ne souhaite pas parler.

Cela fait beaucoup d'obstacles et m'incline à penser que l'histoire relève de la propagande serbe. Mais je suis trop avancé pour reculer. De Belgrade, j'appelle les contacts qui à Genève, Paris et New York m'alimentent depuis quelques semaines. Pour les convaincre, j'utilise une vieille expression serbe : « Il faut les bouger comme on fait bouger un vieux cheval. »

Je veux absolument en avoir le cœur net. Ou on me mène en bateau ou bien il y a une véritable désinformation menée de main de maître.

Belgrade, 5 mars 1993

Le vieux cheval commence à bouger. Un appel du cabinet du président me dit qu'un responsable va venir me voir et tout arranger.

Je l'attends. Il arrive. C'est un gentil journaliste monténégrin à la retraite. Avant ma première question, il m'explique qu'on ne peut rien comprendre si

l'on ne repart pas des causes et durant une heure me refait l'histoire de la Yougoslavie. Excédé, j'élève le ton et tape sur la table. Ce discours, je l'ai entendu cent fois et ne le supporte plus. Je veux des preuves concrètes, les rapports de l'ONU non publiés, les rapports de l'armée, la possibilité d'aller demain à Banja Luka. Il me quitte, effondré, sans comprendre que je n'ai que faire de ses traductions, en serbo-croate, d'articles de la presse canadienne.

Une heure plus tard, un membre du cabinet présidentiel m'appelle et me donne le feu vert pour Banja Luka. Nous courons nous faire accréditer au centre de presse et je prévient le chauffeur et l'interprète.

L'interprète hésite avant de finalement renoncer sous prétexte que c'est trop dangereux.

Le chauffeur m'assure qu'il est à notre disposition et qu'il se fera un plaisir de nous conduire. Mais à 9 heures du soir, il laisse un message à la réception nous informant qu'il est bloqué sur la route de Budapest. Plus d'interprète, plus de voiture, je me demande si c'est un hasard. Mais nous n'avons pas envie de céder. A 10 heures du soir, je réussis à convaincre une journaliste yougoslave parlant parfaitement français de nous accompagner. Il ne reste plus qu'à trouver une voiture.

Belgrade-Banja Luka, 6 mars 1993

A neuf heures du matin, nous avons trouvé une voiture, une vieille Mercedes diesel avec son chauffeur, un garçon de vingt-deux ans, muet comme une

carpe mais décidé à tous les risques pour le prix du voyage, 500 dollars.

La route entre Belgrade et Banja Luka commence par une portion d'autoroute, celle qui autrefois reliait Belgrade à Zagreb. Elle est maintenant coupée, quatre-vingts kilomètres après la capitale yougoslave, et devient ainsi nettement plus pittoresque. Car dès que l'on quitte l'autoroute, on emprunte un pont autrefois réservé au chemin de fer. La voiture doit suivre les rails et de temps à autre dérape, faisant résonner les vieilles planches, madriers noircis et mal jointés qui font office de revêtement. Passage de la douane entre la Yougoslavie et la République serbe de Bosnie et très vite, on se retrouve sur une route fraîchement tracée à coups de bulldozer, route ou plutôt chemin recouvert simplement de gravier et cabossé par les obus de mortier venus du côté croate. Cette route s'appelle le corridor, elle est parfois à portée de fusil des lignes adverses. Les petits villages que l'on traverse ne sont guère animés, simplement un va-et-vient constant d'hommes qui se déplacent à pied, la kalaschnikov en bandoulière.

Tous les vingt kilomètres environ, un barrage militaire et au troisième de ces barrages, nous sommes conduits au poste de la police militaire pour vérification d'identité. Deux heures d'attente qui permettent seulement d'observer que cette armée à l'air plutôt bien tenue, les chambrées sont rangées et très propres, les soldats plutôt souriants et bons enfants. Celui qui a pour charge de nous surveiller mesure deux mètres de haut et il nous confie qu'il était gardien au camp de Manjanca, l'été dernier. Il proteste contre l'image donnée par la presse de ces camps et nous assure que les prisonniers mangeaient plus que les soldats. Il faudra ainsi, avec tous ces

contrôles et le mauvais état de la route, une dizaine d'heures pour parcourir les trois cents kilomètres qui séparent les deux villes et ce n'est qu'à la nuit tombée que nous parvenons à Banja Luka.

Banja Luka, 7 mars 1993

Banja Luka est la capitale de la Bosnie serbe. La ville a des allures provinciales avec ses grandes artères dégagées que parcourent au petit trot sous la neige des charrettes à cheval. La guerre est omniprésente, détonations venant du lointain, faire-part de décès sur tous les arbres et soldats en grand nombre, marchant isolément ou par petits groupes.

Le colonel Milutinovic nous accueille au centre de presse. J'attends de lui qu'il me communique les pièces du dossier Lofthouse, ce mercenaire britannique qui serait à la base de la campagne de désinformation sur les camps de prisonniers. Le colonel a devant lui une épaisse enveloppe contenant les documents. Avant de me la remettre, il tient à faire un préambule : « Lofthouse a été arrêté à Majevisa, près de Brcko, lors d'un combat en novembre dernier. Il était blessé aux poumons et aux jambes et lorsqu'il a avoué qu'il faisait de l'espionnage, il a été sévèrement frappé. Actuellement, il est en traitement médical mais les médecins interdisent toute visite, vous ne pourrez donc le voir. Lorsqu'il a été fait prisonnier, il portait un uniforme sans insigne et avait un fusil yougoslave APM 72. Lors de son interrogatoire, il nous a dit qu'il communiquait avec Gutman à Zagreb, soit par téléphone satellite de

Majeвица, soit par téléphone de l'hôtel de Tuzla. Le nom de code de Gutman était 2 IC. Voici les documents en notre possession, prenez tout votre temps pour les étudier, vous êtes le seul journaliste qui pourra les consulter. »

Je m'installe dans un coin du centre de presse et ouvre l'enveloppe. D'abord des photos, celles d'un homme d'une quarantaine d'années, avec des amis dans une fête foraine, ou bien debout devant un stand de tee-shirts dont il semble être le propriétaire, ou encore assis dans un appartement avec des enfants et une femme. Et puis un gros carnet avec des dates en désordre et des indications horaires.

L'écriture varie considérablement d'un jour à l'autre, elle est parfois calme, parfois tremblée et agitée. Je relève certains passages :

24/9/92 : « Je n'ai plus mon fusil automatique, juste une grenade, dix balles de 7,62 et une arme semi-automatique d'origine indéterminée (ESCA 1958). »

27/9/92 : « Je viens d'avoir un fou rire. 2 IC nous a rejoints pour le café et, comme d'habitude dans ces montagnes, il faut subir l'épreuve du feu adverse même si vous êtes 2 IC et un brin macho. Il se balade un peu partout mais un sniper vient de le viser, le manquant seulement de quelques centimètres. C'est la première fois que je le vois l'air surpris, semblant dire : Cela ne devrait pas m'arriver à moi. »

27/9/92 : « Nous avons eu une conversation à propos des tchetniks utilisant du gaz CS. Je dois essayer d'envoyer cette information en Angleterre

pour la presse. Je me demande s'ils sont au courant de cette nouvelle tactique tchetnik. »

1 Sept. 92 — Thursday 1240 PM

« J'ai aussi été interrogé par un journaliste de l'armée qui m'a pris en photo. Si les tchetniks ont cette photo, je suis dans une profonde merde car ma tête sera mise à prix. »

6th Sept 92.

« Je suis allé sur la montagne et j'ai utilisé le téléphone satellite pour appeler Nottingham à propos de mon argent, ils m'ont dit d'écrire et de confirmer, ha ! ha ! »

23/10 — 2 IC Majevisa.

« J'ai téléphoné à Roy Gutman, journaliste pour *Newsday*. »

19/10/92

« Nous attendons d'aller au front. »

20/10/92

« De retour du front, nous avons nettoyé Kostici et poussons de l'avant. »

Le reste du carnet contient des annotations personnelles, l'ébauche d'un amour platonique avec une jeune musulmane, l'évocation de la peur sous les bombardements, un anniversaire fêté au front. Et puis des indications d'argent, des versements attendus de sommes allant de 20 à 200 livres sterling sur un compte dans une banque de Nottingham.

Ce document n'apporte pas une preuve définitive de manipulation de la presse. Il montre simplement

qu'un homme, étranger à ce conflit mais ayant choisi d'y combattre et donc totalement engagé, fournissait des informations à la presse en général et à Roy Gutman en particulier. Cela pourrait rester mineur si ce n'était par ce biais qu'était née l'histoire des camps de concentration, l'histoire des camps de la mort. Une histoire terrible lorsqu'on décrypte le fonctionnement de la presse sur ce sujet.

Alerté sur l'existence de camps, sans doute par Lofthouse, Roy Gutman vient le 17 juillet à Banja Luka et demande à les visiter. L'armée serbe, sans méfiance, le conduit au camp de Manjanca, il est le premier journaliste à y pénétrer. Il fait le tour du camp, interroge les prisonniers, note que ceux-ci se plaignent de la nourriture mais ne signalent aucun cas de torture et déclare en sortant du camp qu'il estime que l'armée serbe respecte les conventions de Genève. Un cameraman du service de presse serbe avait accompagné Gutman et l'avait filmé tout au long de sa visite. Une copie vidéo m'est remise.

Belgrade, 8 mars 1993

La route du retour fut longue, fatigante et angoissante. A la sortie de Banja Luka, il y eut d'abord la vision de deux énormes missiles pointés vers le ciel. Ils étaient là, à quelques dizaines de mètres de la clôture entourant l'aéroport, deux cylindres pointus sur leurs rampes de lancement, de la taille des Scuds irakiens que nous filmions à Riyad lorsqu'ils s'écrasaient à côté de leurs cibles. Aucun effort n'avait été fait pour les dissimuler, si bien que je me demandais

s'ils avaient été placés là pour nous intimider, pour nous confirmer les propos du général « six pieds de haut, cinq pieds de large ». Il y eut ensuite la longue traversée des villages détruits, vingt-quatre kilomètres de maisons mitraillées, brûlées, dévastées. Il y eut enfin le silence de ces portions de route où l'on est à portée de mortier de la ligne de front et où l'on sait que nos vies dépendent du hasard.

Arrivé à l'hôtel, le réceptionniste, en me donnant ma clé, me remet une série de fax en provenance de New York. Il s'agit des copies des articles de Roy Gutman. J'en avais beaucoup entendu parler, enfin voici les textes mêmes. Je les feuillette rapidement et malgré la fatigue du voyage, je me mets à ma table de travail pour chercher à comprendre. De ces camps, je ne dispose que de deux séries d'information : la visite faite en compagnie d'Elie Wiesel fin novembre et les arguments du colonel Milutinovic avec leurs potentialités de manipulation. Confrontant cela à ces articles, je tente d'y voir clair. La démarche n'est pas agréable, il s'agit de juger un confrère et je connais trop la faiblesse de notre métier pour m'y atteler sereinement. Mais l'enjeu est de taille et je suis trop avancé pour reculer.

Le premier article a été publié le dimanche 2 août 1992. En lettres énormes à la une de *New York Newsday* : « Les camps de la mort de Bosnie. » A droite, sous le bandeau « Exclusif » les trois premières phrases du papier :

« Les conquérants serbes de la Bosnie du Nord ont établi deux camps de concentration, dans lesquels plus d'un millier de civils ont été exé-

cutés ou sont morts de faim et des milliers sont retenus jusqu'à ce que mort s'ensuive, affirment deux prisonniers récemment libérés.

Le témoignage de ces deux survivants apparaît être la première preuve d'un massacre conduit à grande échelle. Dans l'un des camps, plus d'un millier de personnes sont emprisonnées dans des cages métalliques, affirme un ancien prisonnier. »

Dans le corps de l'article et toujours sous forme de citations des deux prisonniers, une série d'accusations :

« — Les gardes serbes armés exécutent les prisonniers par groupes de 10 à 15 chaque jour.

— 1 350 personnes ont été massacrées près de Brcko entre le 15 mai et la mi-juin. La plupart d'entre elles ont été égorgées.

— Les corps sont brûlés dans des fours crématoires et transformés en aliment pour le bétail. Certains jours, la puanteur est telle que vous ne pouvez plus respirer.

— J'ai vu dix hommes jeunes couchés dans une tranchée. Ils avaient la gorge tranchée, le nez coupé et les organes génitaux déchiquetés. »

Roy Gutman cite ensuite la Commission officielle sur les crimes de guerre, créée par le gouvernement de Sarajevo : « Il y a 11 000 prisonniers à Omarska, ce qui en fait le plus grand des 94 camps connus de la Commission. »

L'édition du lendemain, lundi 3 août, ne fait aucune référence à ce scoop sur sa couverture. La une est consacrée à la gloire de Seaver, un joueur de baseball. Mais en page 6, Roy Gutman poursuit son

reportage par un témoignage sur le camp de Bosanski Samac. Il décrit des tortures et, chose curieuse dans un journal, le même article est reproduit dans un autre caractère sur la même page, avec les mêmes citations et les mêmes récits d'horreur.

Le mardi 4 août, la suite du reportage est reléguée en page 79 du journal qui titre sur les problèmes de la police à New York. Mais un encadré apporte quelques précisions et suggère quelques précautions :

« Si le gouvernement américain est certain de l'existence de camps de détention, il est incapable de confirmer l'existence des deux camps cités par *Newsday*. »

Aux Nations unies à New York, le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, déclare que l'ONU tente d'en savoir plus à propos de ces camps. Son porte-parole, Nadia Younes, précise : « Je vous dirai honnêtement que j'essaie d'obtenir des informations mais pour le moment, je n'en ai pas. » L'affaire est donc fragile. Elle ne repose, en ce 4 août 1992, que sur deux témoignages recueillis à Zagreb par Roy Gutman. Mais cela ne fait rien, la machine de l'information est lancée.

Dépêches d'agence et reprises d'articles se succèdent, toujours sur ces seuls témoignages et le monde entier en ce plein été 92 est alors convaincu qu'il y a de nouveaux Auschwitz en Bosnie. Les télévisions bien évidemment sont avides d'images et elles se précipitent à Banja Luka. La première équipe arrivée sur place est celle de WTN et le 8 août, accompagné du ministre serbe de l'Information, elle pénètre à son tour dans le camp de Manjanca. Il faut ici souligner que tout cela se fait le plus officiellement du monde.

Les journalistes doivent se faire accréditer, remplir des formulaires et préciser ce qu'ils veulent visiter. Il n'y a, à ce moment-là, aucune réticence du côté serbe à laisser visiter ces camps. L'armée semble en paix avec sa conscience, elle a fait des prisonniers, les a rassemblés dans une exploitation agricole, elle est persuadée de n'avoir rien à craindre de ces reportages.

C'est qu'elle connaît bien mal le fonctionnement de la presse. Lorsque la première caméra pénètre à Manjanca, les jeux sont déjà faits, l'opinion publique chauffée à blanc, si bon et honnête journaliste que l'on soit, on ne peut alors que chercher des images qui correspondent aux informations déjà diffusées. La machine est en marche, plus rien ne peut l'arrêter.

WTN est une agence privée, elle vit de l'achat de ses images par les télévisions du monde entier. Si, sur ce sujet, elle propose des images neutres ou non suffisamment définitives, personne n'en voudra. En revanche, des images fortes, confirmant la dureté de ces camps, seront prises par tout le monde. Et c'est ce qui se produit. Diffusées par satellite, elles font le tour de la planète avant que personne ait pris le temps de réfléchir. Il y avait en ce début d'août 1992, une demande d'ordre fantasmatique pour que l'on replonge dans l'univers d'Auschwitz. Quelques équipes de télévision venues les jours suivants tenteront bien de réaliser des reportages plus conformes à la réalité. C'est le cas notamment de l'équipe conduite par Carlos Santos Perillera pour la télévision portugaise mais rien n'y fera, aucune correction ne peut être apportée. On sait depuis longtemps qu'il est quasiment impossible de corriger une information déformée.

L'image de prisonniers amaigris, enfermés derrière

des fils de fer barbelés, le regard vide, les joues mal rasées, avait produit l'effet d'une bombe atomique médiatique. Elle avait fait la une de tous les journaux et tous les journaux avaient choisi la même photo, celle de cet homme au torse décharné. Le 5 août, le *Washington Post* titrait son éditorial : « Et maintenant, des camps de la mort », et les « syndicated columnist » du *New York Times* surenchérisaient dans les comparaisons avec les crimes nazis. L'affaire était lancée, toujours sur deux témoignages alimentés par la source que l'on connaît.

En vérité, il y eut bien quelques tentatives de modération mais elles furent rapidement balayées. Le *New York Times*, dans son édition du 23 août, relevait que les services secrets américains, qui avaient « doublé et triplé leurs efforts pour établir ce qu'il s'était passé dans les camps de détention pour Croates et musulmans, n'avaient trouvé aucune preuve d'élimination systématique des prisonniers ». Le correspondant du *Guardian* soutenait, le 12 août, que « tous les camps tenus par l'armée serbe (à la différence de ceux organisés par des milices autonomes) étaient corrects ». Et dans le *Herald Tribune* du 12 août, Simon Wiesenthal mettait en garde contre une banalisation du terme « camps de concentration » et rappelait que « les premiers réfugiés étaient les 40 000 Serbes qui avaient fui la Croatie après qu'un amendement constitutionnel les avait définis comme une minorité ». Mais ces réserves étaient de bien peu de poids face au déferlement d'images (les mêmes plans que l'on répétait à l'infini) et à l'excitation des commentaires écrits ou parlés.

Penny Marshall, la journaliste de WTN à l'origine de ces images, fut sans doute choquée par l'usage fait de son reportage. Citée dans le *Newsday* du 7 août, elle

prend ses distances et précise qu'elle ne peut confirmer que des atrocités ont été commises : « Nous avons vu une centaine de prisonniers mangeant dans la cantine. Ils étaient terrifiés, si terrifiés qu'ils refusaient de nous parler. » En janvier 1993, participant à la dernière édition du journal de la BBC, elle déclare que ce qu'elle a vu n'avait rien de comparable avec les camps nazis de la Seconde Guerre mondiale.

La nausée vous prend lorsque vous faites de telles enquêtes. Car je sens bien, arrivé à ce point, combien les choses sont délicates. Il est d'une certaine manière, malsaine ou perverse, tentant d'accréditer la thèse de la manipulation ou de la désinformation. La matière ne manque pas. Il est vrai que la relation Lofthouse-Gutman était sujette à caution. Il est exact que les articles de *Newsday* étaient fragiles, ne reposant que sur deux témoignages. Il est certain que les images tournées, sélectionnées et diffusées étaient orientées dans un sens précis. Et les réserves émises par bien des journalistes étaient à leur honneur. Mais il reste clair que, entre les mois de mai et d'août 1992, de nombreux crimes ont été commis, et si les forces serbes n'ont pas été les seules en cause, elles sont à l'origine du plus grand nombre d'exactions.

Le rapport Mazowiecki¹, présenté au Conseil de sécurité de l'ONU le 17 novembre 1992, ne laisse pas de doute à cet égard. Une centaine de prisonniers ont été tués et quarante autres blessés à la mitrailleuse, en juillet, dans le camp de Prijedor. Plusieurs prisonniers, chaque jour, trouvaient la mort à la suite de tortures dans le camp d'Omarska. Et des massacres ont eu lieu dans les camps de Bileca et de Sanski Most.

1. A/47/666-S/24809.

Des atrocités ont également été commises dans les camps tenus par les Croates. A Mostar notamment, où plusieurs femmes serbes ont été violées. Et il y eut, à coup sûr, déséquilibre dans la volonté d'enquêter de part et d'autre, les Croates étant soumis à une vigilance bien moins grande.

Mais ce n'est pas de cela dont il s'agit. Non, l'essentiel est dans un basculement organisé de l'opinion publique à ce moment-là. Et l'organisateur de ce basculement était un professionnel, James Harff, directeur de Ruder Finn Inc, l'une des dix premières agences américaines de relations publiques. La Croatie et la Bosnie étaient ses clients et le payaient pour modifier l'image de ce conflit.

Paris, 11 mars 1993

Il y a six mois des dizaines d'affiches sur les murs de Paris posaient l'équation : Milosevic = Hitler. Il y a deux mois, en direct dans le journal de 20 heures, Laurent Fabius traitait Milosevic d' « ordure » et demandait à ce qu'il soit jeté en prison dès qu'il mettrait un pied hors de son pays. Aujourd'hui, Slobodan Milosevic est reçu à l'Élysée, avec les honneurs de la Garde républicaine et sans entrer par la porte du fond comme le général Jaruzelski en 1985.

Il est là sur invitation de François Mitterrand qui souhaite donner une nouvelle impulsion aux négociations de Genève. Les deux coprésidents de la conférence de paix, Cyrus Vance et lord Owen, sont là aussi. Le premier entretien ne permet d'enregistrer aucune avancée. Le président de la République a pourtant rappelé la longue amitié entre la France et la Serbie et il a même évoqué des souvenirs personnels du temps où il était prisonnier des Allemands et où de nombreux Serbes étaient ses compagnons de détention.

Peu avant 20 heures, je fais une rapide interview de Milosevic. Il a toujours le même ton arrogant et agressif. Son regard me toise de haut mais il ne saisit pas l'occasion qui lui est offerte d'expliquer sa politique. Ses réponses sur l'importance de reconnaître l'existence des trois peuples constitutifs de la Bosnie sont trop complexes pour la télévision.

L'enregistrement terminé, je bavarde quelques minutes avec lui et pour stigmatiser la volonté de ceux qui veulent à tout prix conserver l'unité de la Bosnie, il a cette formule : « Les Nations unies ont reconnu un pays qui n'existe pas, dans des frontières qui n'existent pas, pour un peuple qui n'existe pas. »

Je n'ai guère de sympathie pour l'homme, et d'ailleurs nul n'en a et lui ne le demande pas, mais cette formule m'impressionne. Elle est expéditive et définitive, mais qui pourrait affirmer qu'elle est fautive ? Certes, la grande majorité de ceux qui sont restés à Sarajevo se battent pour un pays pluri-confessionnel, pluri-culturel et pluri-ethnique, mais la triste réalité des choses oblige à constater qu'ils ne forment pas tout le peuple de Bosnie et que le reste de ce pays ne veut plus vivre ensemble.

La visite à Paris de Slobodan Milosevic se prolonge. Un dîner impromptu lui est proposé au Quai d'Orsay et François Mitterrand, dans la soirée, y vient pour le café. Aucune photographie ou image de ce dîner n'est autorisée et nous sommes condamnés à faire le pied de grue devant la porte du ministère des Affaires étrangères.

Un jour, bien sûr, on saura précisément quels furent les mots employés dans la grande salle à manger du Quai d'Orsay et comment ces hommes se sont entretenus. Il y avait là Cyrus Vance et David

Owen, Roland Dumas et François Mitterrand, et Slobodan Milosevic, premier sur la liste des criminels de guerre établie par l'ancien secrétaire d'État américain à la Défense. « On ne dîne pas avec le diable, même avec une grande cuillère », avait dit Raymond Barre en d'autres temps et d'autres circonstances. Ici, on dînait avec un criminel de guerre. C'est sans doute que la réalité était plus complexe qu'on ne le voulait et que les affiches de Médecins du monde et les condamnations américaines appartenaient à un autre registre.

Inévitablement, en faisant les cent pas dans la rue alors que se prolongeait ce dîner, je repensais à l'entretien entre François Mitterrand et le général Jaruzelski, le 29 novembre 1985 à l'Élysée. Aujourd'hui nous savons quelle fut la teneur de cet entretien. Jacques Attali en livre copie dans son *Verbatim*¹. Et le rappel fait réfléchir.

Quelques extraits de cet entretien :

Général Jaruzelski : « J'ai passé toute ma vie à servir mon pays. Les décisions qu'il a fallu prendre ont été un acte dramatique pour moi. Beaucoup de Polonais ont pensé que les décisions prises étaient celles de la dernière chance, mais il y a des périodes dans la vie des peuples où il faut savoir beaucoup sacrifier pour ne pas tout perdre [...]. Mais tout ce que nous faisons est vu à l'étranger dans un miroir déformant et nous souffrons beaucoup de la politique américaine. La France a réagi émotionnellement à nos affaires et l'émotion n'est pas bonne conseillère en politique [...]. En 1981, à l'automne, j'ai parlé à Claude Cheysson de la situation dans laquelle se trouvait la Pologne. Il m'a dit : L'essentiel, c'est que

1. Éditions Fayard, p. 893.

vous résolviez vos problèmes sans ingérences extérieures. Or, c'est exactement ce que nous avons fait. Et vous connaissez les réactions! Tout cela nous laisse un mauvais goût... »

François Mitterrand : « L'information, qui est dans mon pays très présente, est très partielle à ce sujet. Elle fait preuve d'une sensibilité exacerbée. Tout est traité sur le mode de la crise. Tout est passionnel et on sait que les passions ne sont jamais de tout repos! [...] Quand vous avez été conduit à intervenir d'autorité contre le désordre économique, quoi qu'on puisse en penser, cela a été mal compris, très mal ressenti. Et la valeur symbolique de cet acte est plus forte que tous les raisonnements. Il n'y a cependant pas de doute à mes yeux que votre gouvernement a commis des actes critiquables. Je pense en particulier aux libertés syndicales et religieuses. Mais, par rapport à ce qu'il se passe dans le reste du monde, cela ne devrait pas être à ce point le symbole que c'est devenu [...]. Il vous faut créer d'autres symboles qui viennent réduire la portée de ces symboles négatifs qui permettent à tant de fantasmes de se développer. »

Comment ne pas être frappé par la critique du président de la République à l'égard de l'information? « Elle fait preuve d'une sensibilité exacerbée », dit-il, « elle est partielle », « tout est traité sur le mode de la crise » et « tout est passionnel ». Il a raison, chacun le sait bien, et pourtant, affaire après affaire, crise après crise, drame après drame, le système de l'information, insensible à cette critique, se complaît dans le registre du sang et du jugement à l'emporte-pièce. Est-il bon, est-il sain qu'il y ait ainsi deux niveaux d'approche du réel? L'un pour le pauvre peuple, que l'on croit imbécile et dont on est persuadé

que l'on ne pourra retenir son attention qu'en forçant le trait. Et l'autre, pour la poignée de privilégiés qui, par culture, expérience et réflexion, sait faire la part des choses dans le désordre émotionnel du petit écran !

Washington, 24 avril 1993

Dans son bureau de M Street, James Harff montre avec fierté un petit bazooka dont on lui a fait cadeau à Zagreb. Le directeur de Ruder Finn Global Public Affairs aime ainsi montrer qu'il n'est pas seulement un bureaucrate mais aussi un homme de terrain. Il ne manque pas une occasion de raconter que, lors de son premier voyage en Croatie, lui et l'ambassadeur américain essayèrent quelques coups de feu provenant de tireurs isolés.

« L'ambassadeur avait un Browning automatique mais il ne savait pas s'en servir, dit-il. Alors, je l'ai pris, car moi, au moins, j'avais effectué mon service militaire et connaissais l'usage des armes. »

Mais ce n'était pas pour entendre ses exploits guerriers que je lui avais rendu visite. J'attendais de lui qu'il m'explique son travail de relations publiques en faveur de la Croatie et de la Bosnie. Je m'attendais à rencontrer un homme méfiant, soucieux de dissimuler ses activités derrière une série d'artifices et surtout désireux de minimiser son rôle. Je me trompais. James Harff était d'une candeur désarmante :

« Durant dix-huit mois, et à des périodes successives, nous avons travaillé pour la République de Croatie, celle de Bosnie-Herzégovine et pour l'opposition parlementaire au Kosovo. Sur toute cette période, nous avons emporté de nombreux succès et cela nous a donné une formidable image de marque internationale. En outre, nous nous préparons à tirer avantage de ce travail et à développer, avec ces pays, des accords commerciaux tant dans le business que le tourisme. »

Nous bavardons. D'abord sur l'ampleur de ses budgets. Et lorsqu'il me répond qu'il ne touchait que quelques milliers de dollars par mois, je n'insiste pas. Je ne le crois pas, c'est tout. Et les détails qu'il ne tardera pas à me donner me renforcent dans ma conviction. Ce qui m'intéresse, en premier lieu, est d'essayer de comprendre sa méthode de travail :

« C'est très simple, dit-il. Un fichier, un ordinateur et un fax, voilà l'essentiel de nos outils de travail. Le fichier comprend quelques centaines de noms, journalistes, hommes politiques, représentants d'associations humanitaires, universitaires. L'ordinateur trie ce fichier selon une série de thèmes croisés afin de présenter des cibles très efficaces. Et cet ordinateur est relié à un fax. Ainsi, nous pouvons en quelques minutes diffuser une information précise à tous ceux dont nous pouvons penser qu'ils réagiront. Notre métier est de disséminer l'information, de la faire circuler le plus vite possible pour que les thèses favorables à notre cause soient les premières à être exprimées. La vitesse est un élément essentiel. Dès qu'une information est bonne pour nous, nous nous devons de l'ancrer tout de suite dans l'opinion publique. Car

nous savons parfaitement que c'est la première affirmation qui compte. Les démentis n'ont aucune efficacité.

— A quel rythme intervenez-vous ?

— Ce n'est pas la quantité qui est importante. C'est la capacité d'intervenir au bon moment et auprès de la personne adéquate. Je peux vous donner quelques chiffres si vous le souhaitez. Ainsi, de juin à septembre, nous avons organisé trente entretiens avec les principaux groupes de presse et nous avons diffusé treize informations exclusives, trente-sept fax de dernière minute, dix-sept lettres officielles et huit rapports officiels. Nous avons également organisé des rencontres entre des officiels bosniaques et le candidat à la vice-présidence, Al Gore, le très actif secrétaire d'État, Lawrence Eagleburger, et dix sénateurs influents dont George Mitchell et Robert Dole. Nous avons donné 48 coups de téléphone à des membres de la Maison-Blanche, 20 à des sénateurs et près de 100 à des journalistes, éditorialistes, présentateurs de journaux télévisés et autres personnages influents dans les médias.

— Quelle précision ! Mais, dans tout ce travail, de quoi êtes-vous le plus fier ?

— D'avoir réussi à mettre de notre côté l'opinion juive. La partie était très délicate et le dossier comportait un très grand danger de ce côté-là. Car le président Tudjman a été très imprudent dans son livre *Déroute de la vérité historique*. A la lecture de ces écrits, il peut être accusé d'antisémitisme. Du côté bosniaque, cela ne se présentait pas mieux car le président Izetbegovic avait, dans sa *Déclaration islamique* publiée en 1970, pris trop fortement position en faveur d'un État islamique et fondamentaliste. En outre, le passé de la Croatie et de la Bosnie avaient

été marqués par un antisémitisme réel et cruel. Plusieurs dizaines de milliers de juifs ont été supprimés dans les camps croates. Il y avait donc toutes les raisons pour que les intellectuels et les organisations juives soient hostiles aux Croates et aux Bosniaques. Notre challenge était de renverser cet état de choses. Et nous l'avons réussi d'une manière magistrale. Entre le 2 et 5 août 1992, lorsque le *New York Newsday* a sorti l'affaire des camps. Nous avons alors saisi l'affaire au bond et immédiatement, nous avons circonvenu trois grandes organisations juives : le B'nai B'rith Anti-Defamation League, le American Jewish Committee et le American Jewish Congress. Nous leur avons suggéré de publier un encart dans le *New York Times* et d'organiser une manifestation de protestation devant les Nations unies. Cela a formidablement marché ; l'entrée en jeu des organisations juives du côté des Bosniaques fut un extraordinaire coup de poker. Aussitôt, nous avons pu dans l'opinion publique faire coïncider Serbes et nazis. Le dossier était complexe, personne ne comprenait ce qu'il se passait en Yougoslavie, et pour être franc, je vous dirais que la grande majorité des Américains se demandaient dans quel pays d'Afrique se trouvait la Bosnie, mais d'un seul coup nous pouvions présenter une affaire simple, une histoire avec des bons et des méchants. Nous savions que l'affaire se jouerait là. Et nous avons gagné en visant la bonne cible, la cible juive [*targeting jewish audience*]. Aussitôt, il y eut un très net changement de langage dans la presse avec l'emploi de termes à très forte valeur émotive, tels que purification ethnique, camps de concentration, etc.. le tout évoquant l'Allemagne nazie, les chambres à gaz et Auschwitz. La charge émotive était si forte que plus personne ne pouvait aller contre, sous peine

d'être accusé de révisionnisme. Nous avons tapé en plein dans le mille.

— Peut-être. Mais entre le 2 et le 5 août 1992, vous n'aviez aucune preuve que ce que vous disiez était vrai. Vous ne disposiez que des articles de *Newsday*.

— Notre travail n'est pas de vérifier l'information. Nous ne sommes pas équipés pour cela. Notre travail, je vous l'ai dit, est d'accélérer la circulation d'informations qui nous sont favorables, de viser des cibles judicieusement choisies. C'est ce que nous avons fait. Nous n'avons pas affirmé qu'il y avait des camps de la mort en Bosnie, nous avons fait savoir que *Newsday* l'affirmait.

— Mais c'est une énorme responsabilité. Vous rendez-vous compte de cette responsabilité ?

— Nous sommes des professionnels. Nous avons un travail à faire et nous l'avons fait. Nous ne sommes pas payés pour faire de la morale. Et quand bien même le débat serait placé sur ce terrain, nous aurions la conscience tranquille. Car si vous voulez prouver que les Serbes sont de pauvres victimes, allez-y, vous serez bien seul. »

La conversation prenait un tour polémique. Je décide alors d'en rester là car il m'importe peu d'entrer dans le débat sur la responsabilité des uns et des autres. Je voulais seulement comprendre le fonctionnement de ces étranges agences de relations publiques qui font de la politique comme d'autres vendent de la lessive et cela, je venais de l'entendre. Ingénument, lorsque je le quittai, il me remet un dossier de presse avec la reproduction de tous les articles concernant son activité. La naïveté américaine est souvent soulignée, si souvent qu'elle devient un cliché délicat à manipuler. Mais là, il ne s'agissait pas de naïveté mais de cynisme. Car tous les articles

sélectionnés accusaient Ruder Finn de manipulation et avec tant de précisions qu'il convient de les citer.

Calgary Herald (quotidien canadien), 18 février 1993

L'article est signé de Mike Trickey. Il nous apprend que le prédécesseur du général Morillon, le général Lewis MacKenzie, fut accusé alors qu'il était en charge à Sarajevo de violer et de tuer des jeunes filles musulmanes. Cette histoire fut largement reproduite dans les journaux musulmans mais curieusement ne fut jamais citée dans la presse occidentale. Citation de MacKenzie : « Compte tenu de la très large diffusion de cette histoire dans les pays musulmans, il apparaît que quelqu'un de très familier avec les techniques de désinformation était forcément impliqué. »

National Journal, 15 août 1992

« L'engagement des organisations juives aux côtés des Bosniaques fut le coup magistral de la campagne de Ruder Finn. »

The Atlanta Journal, 28 février 1993

« L'an dernier, Ruder Finn engagea une intense campagne pour promouvoir les musulmans bosniaques et, selon un rapport déposé au ministère de la Justice, Service d'enregistrement des agents travaillant pour l'étranger, l'administration de Bush fut, par ces moyens, largement désinformée. »

The Independant (Grande-Bretagne), 21 août 1992

L'article, signé Tom O'Sullivan, souligne l'engagement de Ruder Finn aux côtés des Croates et des Bosniaques et met en valeur plusieurs exemples de déformation de l'information.

U.S.A. Today, 16 juin 1992

L'article de Johanna Newman est titré : « Fax et dollars sont les armes de la guerre des agences de relations publiques. »

Souvent, dans cette revue de presse, est cité un fameux exemple de désinformation. L'histoire remonte à l'automne 1990, après l'invasion du Koweït par l'Irak. La firme de relations publiques Hill and Knowlton est alors chargée de l'image du Koweït. Objectif : justifier l'intervention américaine. Moyens employés : le témoignage d'une jeune Koweïtienne de quinze ans devant le Congrès, assurant qu'elle avait de ses yeux vu les soldats irakiens couper l'alimentation en oxygène des couveuses, entraînant ainsi la mort de dizaines de nourrissons. Ce témoignage provoqua un choc terrible dans l'opinion publique et George Bush le cita huit fois dans ses interventions télévisées. Mais ce témoignage était faux, la jeune Koweïtienne n'était autre que la fille de l'ambassadeur du Koweït auprès des Nations unies et n'était pas allée dans son pays depuis plusieurs années. La supercherie, une fois découverte, fit grand bruit et fut remarquablement expliquée dans un reportage de « Sixty Minutes », le grand magazine de la chaîne américaine CBS.

Chat échaudé craint l'eau froide, dit-on. Mais le dicton s'était révélé faux. Et les mêmes médias qui avaient dénoncé la manipulation de Hill and Knowlton s'étaient fait prendre par l'habileté de Ruder Finn.

Avec toutefois, une différence de taille. Car ce que je retenais de ce qu'on venait de m'expliquer et de ce que je lisais était cette incroyable impudeur, ce

fantastique cynisme, qui permet que l'on jouât sur la mémoire de l'Holocauste. Et j'étais effrayé et profondément attristé de constater que de très nombreux intellectuels s'étaient ainsi fait piéger par un Américain moyen, sans grande culture ni grande intelligence, simplement un professionnel qui faisait du business, sachant où il fallait frapper pour que cela fasse mal et qui le faisait sans états d'âme, pensant déjà aux gains qu'il en tirerait par la suite.

Washington, 25 avril 1993

Le cynisme froid de James Harff et de son équipe de Ruder Finn me laisse pantois. Et me convainc de l'extraordinaire faiblesse des systèmes modernes de communication audiovisuelle. Depuis un mois que je suis ici aux États-Unis, invité à participer à une série de conférences-débats sur les forces et faiblesses de l'information télévisée, et menant en parallèle mon enquête sur le traitement médiatique du conflit yougoslave, je me heurte à un public excédé par les simplifications abusives transmises à travers le petit écran. Souvent, lorsque je me trouve acculé par une série de questions agressives, j'invoque comme argument la nécessité qui nous est faite d'apprendre à dominer la révolution électronique que connaît l'information. C'est une manière, à l'américaine, de chuter sur une note positive, elle est du style : « C'est vrai, nous avons des problèmes d'adaptation à de nouvelles techniques mais nous y travaillons et demain, tout ira mieux. »

Cela, je le dis mais je ne suis pas sûr d'en être

convaincu. Les systèmes informatiques sont parfois frappés par d'étranges virus qui font d'énormes dégâts. Les systèmes médiatiques courent le même risque. Deux fois déjà, Timisoara et guerre du Golfe, la manipulation s'est introduite et je viens d'avoir la preuve que des apprentis sorciers, ici à Washington, s'exerçaient avec succès à d'étranges interférences.

Les failles des systèmes médiatiques électroniques sont telles que je suis persuadé qu'un jour, il y aura un Tchernobyl de l'information, un accident aux conséquences majeures. Et je voudrais, en prenant comme références ce conflit yougoslave, m'en expliquer.

La fragilité des médias dans cette affaire a plusieurs causes. D'abord, une insuffisance culturelle. Longtemps, les problèmes internationaux se sont situés dans le cadre de l'affrontement Est/Ouest. Il était alors facile de proposer une lecture de chaque événement, les repères étaient solides et le public progressivement formé et apte à situer une information. La fin du bloc soviétique a brouillé les cartes. Et une multitude de conflits sont apparus mettant en jeu des pays quasiment méconnus. Lors de l'agression irakienne, il n'y avait dans les rédactions aucun journaliste connaissant le régime de Saddam Hussein et capable d'interpréter l'événement. Tout le monde répétait que l'armée irakienne était la troisième armée du monde, sans avoir effectué la moindre étude sérieuse. Lors de la famine en Somalie, il en fut de même. Ce pays du bout du monde était hors des circuits habituels, on ne savait d'où il venait et où il allait, ni pourquoi des enfants y mouraient de faim. L'image donnée de cette tragédie fut totalement déformée et caricaturée. Cette absence de références culturelles et historiques se retrouva évidemment lors

de la désintégration de la Yougoslavie. Des noms étranges apparaissent, Kosovo, Sandjak, Voïvodine, des leaders émergent dont on n'avait jamais entendu parler, Milosevic, Tudjman, Izetbegovic, des peuples croates, serbes et musulmans apparaissent et on ne connaissait pas leur histoire, des actes de la pire cruauté étaient signalés et on ne savait pas à quoi ils renvoyaient. Alors, hommes politiques, intellectuels et journalistes, incapables d'expliquer, se réfugiaient dans une indignation mille fois répétée : « Et quand on pense que cela se passe à deux heures d'avion de Paris ! » Ce qui ne faisait guère avancer les choses.

L'insuffisance culturelle des systèmes médiatiques ne peut être évacuée d'un revers de main. Elle est inévitable dans la situation actuelle d'une multiplication de conflits sans liens entre eux et porteurs, pour chacun d'eux, d'une très grande complexité. Car à l'Irak, la Somalie et la Yougoslavie, il faudrait ajouter, parmi les phénomènes longs et difficiles à comprendre, la poussée islamique, l'instabilité de l'Asie centrale, l'explosion des minorités en Russie (Abkhazes, Gagaouzes, Ossètes...), les guerres civiles en Angola, au Liberia et au Soudan, le lent chemin vers la démocratie au Maroc, en Algérie et en Tunisie..., bref il faudrait dans chaque rédaction des équipes pléthoriques et hautement spécialisées. Ce qui, pour des raisons financières, n'est guère possible. Mais la réponse n'est pas là, elle est hors des médias. C'est le rôle de l'Université et d'organismes spécialisés comme le CNRS de former des experts. Or ce que l'on constate est la cruelle absence de grands spécialistes. Aucune voix universitaire sur tous les conflits précédemment signalés ne s'est imposée. C'est un simple constat à méditer.

Cette faiblesse culturelle et historique est d'autant plus grave qu'elle s'inscrit dans un contexte de formidable accélération de l'information. La machine télévision ne s'est pas dé faite de sa fierté d'adolescente lorsqu'elle s'émerveillait de retransmettre en direct l'image du premier homme sur la Lune. Elle veut continuer d'étaler sa puissance en s'affirmant capable de montrer ce qu'il se passe dans le monde à l'heure même où les familles se mettront à dîner. L'objectif est noble mais sa mise en pratique est délicate et parfois dangereuse. Les journalistes de terrain en font quotidiennement l'expérience lorsqu'ils ont devant eux trois heures pour tourner, monter et diffuser un reportage. Il n'en est pas un qui ne traîne avec lui son énorme paquet de frustration et d'insatisfaction. La machine s'en moque et continue son accélération.

Il y a vingt ans, en France, il n'y avait qu'un journal télévisé, le soir, à 20 heures. Aujourd'hui, il y a trois journaux le matin, une grande édition à 13 heures, une autre à 20 heures et une plus réduite aux alentours de minuit. La machine ne s'arrête pas et il faut la nourrir. Le temps de la réflexion n'a plus sa place. Celui de la vérification de l'information non plus. Cet aspect est capital dans le traitement médiatique du conflit yougoslave. Car il pose le problème des sources d'information. Et celles-ci se sont singularisées par leur manque de fiabilité. Les grandes agences de presse, AFP, Reuter, ont largement fait appel à des correspondants locaux, originaires du pays. Ces hommes et ces femmes étaient croates, serbes ou musulmans, il leur était difficile de l'oublier et bien souvent devenaient militants. L'encadrement de desk parisien n'a pas toujours su les contrôler.

Les grandes agences d'images, WTN, Visnews, ont

elles aussi largement fait appel à des « stringers » locaux. Eux aussi étaient personnellement impliqués dans ce conflit et leur marge d'objectivité était réduite. Les déplacements dans ce pays en guerre étant difficiles et dangereux, alors tout devenait bon pour être source d'information : les jeunes volontaires d'organisations humanitaires peu habitués à trier le vrai de la propagande et trop sensibles à toutes rumeurs, les radioamateurs dont on prenait les récits pour argent comptant alors que l'on savait fort bien que ce qu'ils disaient était sujet à caution.

Si les agences de presse, écrites ou d'images, les organisations humanitaires et les radioamateurs étaient d'une fiabilité relative, il restait les envoyés spéciaux des grandes chaînes de télévision. Ces professionnels, extrêmement courageux, avaient et ont à remplir une tâche terriblement difficile et les contraintes d'ordre technique, humain et politique auxquelles ils doivent faire face sont considérables.

Il faudra un jour écrire la véritable histoire de Sarajevo. Décrypter ce mythe en le confrontant à la réalité. Et peut-être tout simplement affirmer qu'il s'est agi là du plus formidable piège médiatique de l'histoire audiovisuelle. En commençant, pardon, mais les choses sont ainsi, par quelques détails techniques.

Lorsqu'un grand événement intervient dans le monde et que s'y bousculent les équipes de télévision, un organisme européen, basé à Genève, et dont le nom est Union européenne de radio-télé-diffusion propose ses services. Si les demandes sont suffisantes, l'UER installe en ce lieu des moyens de diffusion par satellite et des possibilités de montage-vidéo. Lorsque nous, petits ou grands reporters de télévision, voyons arriver l'UER, nous sommes aux anges. Nous savons

que grâce à ses équipes (et elles sont formidables) nous pourrions diffuser dans le journal de 20 heures des images tournées à 18 heures. Sans l'UER, nous sommes manchots, idiots, inefficaces, inutiles. Il faut alors faire quelques centaines de kilomètres pour trouver une station de diffusion et nos reportages sont transmis avec un ou deux jours de retard. Mais cela, c'est notre cuisine interne. Observé avec plus de hauteur, force est de constater que l'UER et sa décision d'implantation joue un rôle politique de premier ampleur.

Ainsi, les moyens techniques de l'UER ne furent mis en place à Sarajevo qu'en juillet 1992. Première conséquence, le début de la guerre en Bosnie ne fut pas traité. On n'allait pas à Sarajevo parce qu'il n'était pas facile de diffuser de là-bas. Le premier chapitre de l'histoire fut donc occulté. Lorsque s'installa l'UER, les équipes de télévision affluèrent et se sont retrouvées dans un conflit en cours. Partageant avec les habitants les bombardements et les privations, souvent pris directement comme cibles, ils se retrouvaient piégés.

Piégés, ce qui signifie qu'ils ne pouvaient s'exprimer autrement qu'en prenant position pour les victimes, ceux qui recevaient les obus serbes. Échapper à cela n'était pas facile. Certains l'ont fait, s'efforçant de se détacher affectivement du conflit pour tenter d'en donner une image objective. Mais ils avaient tout contre eux.

D'abord le danger physique. A Sarajevo, règne dans les milieux journalistiques la crainte d'un mauvais coup en réponse à un reportage qui déplairait. Ce n'est pas une parano, cela ressort d'une intuition quotidienne. Émir Kusturica, réalisateur célèbre, né à Sarajevo mais développant un discours autre que

celui d'Izetbegovic, refuse de revenir dans sa ville natale car il craint de prendre une « balle dans la tête ».

Ensuite, les difficultés de déplacement. Les différents barrages placés par les milices autour de Sarajevo interdisaient que l'on aille vers des lieux de tournage gênants pour eux. Les Croates interdisaient le passage vers Mostar lorsque leurs troupes en chassaient les musulmans. Les musulmans interdisaient l'accès à Srebrenica lorsqu'ils en chassaient les Serbes. Et les Serbes bloquaient l'accès de Gorazde lorsqu'ils en faisaient le siège.

Piégés, les reporters de télévision ne pouvaient alors donner au monde qu'une image conforme de Sarajevo : celle d'une superbe ville, courageuse à l'extrême et porteuse des grandes valeurs universelles. Que l'on ne se méprenne pas, il n'y a aucune ironie dans ce que j'écris. Le malheur entrevu à Sarajevo et mieux perçu ailleurs ne m'en donne pas le goût. J'essaie simplement de tirer un mythe vers la réalité. Et de dire que, dans ce piège médiatique, les journalistes n'étaient pas libres de faire leur métier.

Au plus fort de la polémique sur les viols, des informations nous parvenaient signalant des bordels tenus par les musulmans et dans lesquels étaient enfermées des femmes serbes. Nous avons les détails, l'hôtel Zagreb de Sarajevo, l'internat pour étudiants Bjelava, le centre sportif Zetra, le café Borsalino, l'ancienne entreprise Sordevic, etc. Nous avons les noms des responsables de ces maisons dont un célèbre joueur de basket-ball. Aucun journaliste n'a pu enquêter sur ces informations, le risque était trop grand.

Depuis les premiers mois de ce conflit, nous avons des informations sur la présence à Sarajevo de

combattants islamiques venus du Pakistan, d'Afghanistan, d'Iran ou du Liban. Les moudjahidin, nous les avons quelquefois croisés. Mais personne n'a pu les filmer. Le risque était là, semblable à celui encouru par Kusturica : une balle dans la tête.

Lorsque se développa l'accusation sur les camps serbes, nous avons les noms et les emplacements des camps tenus par les Croates et les musulmans mais l'accès en était infranchissable. Qui en a vu la moindre image ? Il n'est pas un journaliste qui soit allé à Sarajevo et qui n'ait eu de doute sur certaines provocations graves perpétrées par le pouvoir en place. Mais il n'est pas un seul journaliste qui ait pu enquêter sur le bombardement du 27 mai, sur les conditions de départ d'un certain nombre de Serbes de la ville, sur le jeu diabolique joué par Izetbegovic. Le faire en télévision était, et reste impossible, la puissance de l'image est trop forte, son message trop définitif. Les journalistes de presse écrite ont eu plus de liberté et cela n'enlève rien à leurs mérites. Tout au contraire.

Lorsque Agathe Logeart du *Monde*, après avoir décrit une famille mourant de faim, décrit les entrepôts pleins à craquer et qu'elle pose la question¹ : « Bureaucratie, orgueil ou jeu plus ambigu d'une politique du pire ? », elle nous permet d'aller plus loin dans notre compréhension des choses. Et lorsqu'en réponse, elle cite le général Morillon : « La présidence bosniaque entretient ici des combats qui n'ont — et ils le savent — aucune chance d'aboutir mais qui ont le mérite d'attirer l'attention du monde. » Et que ce même général ajoute : « Je suis sans complexes et sans états d'âme. Je sais que je ne suis pas apprécié

1. *Le Monde*, 4 février 1993.

par ceux qui veulent la guerre et prennent leur propre population en otage », alors Agathe Logeart pose le problème de fond qu'elle exprime ainsi : « Des rumeurs insistantes courent en effet sur la ville : l'aide dite " de qualité " serait réservée aux combattants bosniaques, les officiels prélèveraient leur dîme, ou pis encore, utilisant leur population comme bouclier humain, les politiques freineraient délibérément l'acheminement de l'aide pour pouvoir — sous l'œil des journalistes toujours très nombreux à Sarajevo — continuer à montrer la souffrance de la population et pousser ainsi à une intervention militaire. » Des informations de cette nature — capitales pour comprendre la réalité des choses — ne peuvent être exprimées en télévision. Le conformisme ambiant de l'encadrement, allié à une structure trop saccadée du rythme de l'information, en interdit la diffusion.

Ainsi se met en place une information à deux vitesses, l'une pour ceux qui ont le temps de lire les bons journaux et ceux qui, pour des raisons diverses, n'ont accès qu'aux grands médias audiovisuels. Mais il est bien d'autres informations qui ne trouveront même pas place dans la meilleure presse écrite. Les trafics des casques bleus ukrainiens vendant le pétrole de l'ONU et fournissant en armes les plus offrants, les petits maquereaux de Sarajevo qui font des fortunes avec le marché noir, les deux mille laissez-passer de presse imprimés en cachette et vendus à la sauvette pour permettre d'échapper à l'enfer, les mortiers musulmans installés dans la cour de l'hôpital pour provoquer en retour un bombardement médiatique...

Insuffisance culturelle et historique, manque de fiabilité des sources d'information, piège médiatique à Sarajevo, le constat, malheureusement, ne s'arrête

pas là. Deux facteurs de déformation de l'information doivent encore être signalés : le diktat de la brièveté et le danger des images venues d'ailleurs.

Le diktat de la brièveté est un véritable drame. Parce que les grandes chaînes de télévision sont placées en régime de compétition, elles n'ont d'autres critères de jugement que la variation des courbes d'audience. Celles-ci sont précises à la minute et, tous les jours, nous observons les réactions du public, minute par minute. Si par malheur, nous constatons qu'un sujet de trois minutes avec des images d'archives, exposant par exemple l'histoire de la Yougoslavie, a fait fuir 500 000 téléspectateurs parce que, bien que nécessaire, il était un peu ennuyeux, alors la tentation devient grande de ne plus jamais diffuser de tels sujets.

Ce diktat de la brièveté s'illustre ainsi : le commentaire d'un spécialiste ne doit pas dépasser 50 secondes, le récit d'un événement à l'étranger oscille entre 1 minute et 1 minute 15 secondes, un reportage est long à partir de 2 minutes et 15 secondes, et non diffusable au-delà de 4 minutes. Un journal télévisé français d'une trentaine de minutes traite, sur images, une vingtaine de sujets. Ce rythme frénétique, digne de la danse de Saint-Guy, n'a aucun fondement. Ni théorique, ni professionnel, ni déontologique. Il résulte simplement d'une observation : les responsables des journaux télévisés dans les pays occidentaux sont tenus de faire de l'audience. Que ce soit ici ou ailleurs, aucun d'entre eux ne connaît la recette magique qui permet d'attraper des téléspectateurs. Mais ici et ailleurs, tous savent comment ne pas en perdre. Et cela devient l'objectif majeur.

L'ennemi n'est pas la désinformation, la semi-

information ou l'information tronquée, l'ennemi est le téléspectateur zappeur. Une étrange règle s'est alors imposée à tous les rédacteurs en chef : il faut changer de sujet avant que le téléspectateur change de chaîne. La règle vient des États-Unis, un directeur de CBS me l'exprimait ainsi : « *You must flip subjects before viewers flip channels* », ce qui est l'expression exacte de ce qui vient d'être énoncé. Le diktat de la brièveté est parfois ridicule. Lors de la fatwah émise par Khomeiny à l'encontre de Salman Rushdie, le souvenir m'est resté d'une « commande » reçue par l'interphone : « Dis-moi, Jacques, tu ne pourrais pas nous faire cinquante secondes pour expliquer le Coran ! » Il était 11 heures du matin, la « commande » venait de l'édition de 13 heures. Sans commentaire...

Mais ce diktat est surtout dangereux. Car il exclut toute nuance, toute réflexion, toute mise en perspective. Il oblige à simplifier ce qui ne l'est pas, il contraint à schématiser ce qui ne peut l'être, il exclut de la télévision tout invité qui ne peut, en quarante secondes, exprimer sa pensée. En un mot, ce diktat interdit le raisonnement. Et, interdisant le raisonnement, il fait dévier le système médiatique vers la seule recherche de l'émotion. C'est ce qu'exprimait François Mitterrand au général Jaruzelski, en novembre 1985 : « L'information dans mon pays [...] fait preuve d'une sensibilité exacerbée. Tout est traité sur le mode de la crise. Tout est passionnel, et on sait que les passions ne sont jamais de tout repos¹. » Il importe peu de situer exactement une information, d'expliquer son contexte, d'évaluer sa portée. L'enjeu n'est pas là, il est dans la force émotionnelle que la machine télévisuelle peut décharger sur les téléspec-

1. *Verbatim, op. cit.*, p. 893.

tateur. Et il faut que cette décharge soit suffisamment puissante pour contraindre ce téléspectateur à laisser en l'air le doigt maudit qui allait s'abattre sur la télécommande !

A ce diktat de la brièveté, s'ajoute le danger des images venues d'ailleurs. Par cette formule, je fais allusion à un système qui n'est pas connu du grand public. Au fur et à mesure du développement des chaînes de télévision et, consécutivement à la mise en place d'un large réseau de satellites, s'est mis en place un système d'échanges d'images, une sorte de bourse. Nous donnions par exemple aux Américains l'image de François Mitterrand recevant Jaruzelski et eux, en échange, nous offraient l'image des quinze victimes d'un « mass-killer » en Alabama. Pour simplifier les choses, l'échange ne se fait plus au coup par coup. Mais, cinq fois par jour, les plus grandes chaînes de télévision échangent leurs images¹. Nous appelons cela les EVN, et c'est à partir de ces images que nous traitons les événements étrangers lorsque nous n'avons pas de correspondant sur place. Ce système est également alimenté par les offres d'images venant d'agences.

Ce réseau est formidablement pratique, il permet de recevoir en un temps très bref des images du monde entier. Mais il est très dangereux. Car il contrevient à deux règles fondamentales de la profession de journaliste : la signature et la vérification de l'information.

Impossible de signer ces images, elles ont mille origines aux noms sans signification. Impossible de les vérifier, elles tombent peu de temps avant les

1. TF 1 ou France 2 reçoivent ainsi chaque jour environ 200 minutes d'images.

journaux télévisés. L'édition de 13 heures se nourrit des EVN parvenus entre 12 heures et 12 h 30, celle de 20 heures fait ses choux gras des EVN de 17 heures et 19 h 45.

Si, bien souvent, ces images ne sont pas sujettes à caution, il se produit parfois de graves accidents. Les fameuses images de Timisoara nous sont parvenues par ce biais. Plus de la moitié du temps d'antenne consacré à la guerre du Golfe avait la même origine. Et il en est de même pour ce conflit en ex-Yougoslavie. Ce réseau d'échange est le point le plus faible du système médiatique moderne. Celui qui en trouve la porte d'accès, et ce n'est guère difficile, tient en ses mains le contrôle de l'information de toutes les télévisions occidentales. Une seule image diffusée par ce canal, si elle a une forte charge émotionnelle, si elle s'inscrit dans le courant de la pensée dominante, si elle ne remet pas en cause ce qui est supposé acquis, fera alors immédiatement le tour du monde.

C'est ainsi, pour ne pas s'éloigner de la Bosnie, qu'une seule image a servi à asseoir la thèse des camps de la mort. De la même manière qu'une seule photographie, celle de trois femmes dans un gymnase à Tuzla, a servi à illustrer les accusations de viols systématiques.

La puissance de ces EVN est d'autant plus considérable que ce système présente un énorme avantage financier : il est quasiment gratuit. Or, l'envoi d'équipes de reportage est, à l'opposé, de plus en plus onéreux. Trois semaines à Sarajevo reviennent à près de 200 000 francs pour une équipe normale de trois personnes. Sans compter l'amortissement d'une voiture blindée et les coûts du satellite de diffusion. Il est donc tentant, pour tout responsable d'une société de télévision, de limiter les départs en reportage et de

compenser par l'utilisation de ces images venues d'ailleurs.

La résultante de cette évolution est un étrange paradoxe. Alors que se développent à un rythme invraisemblable à travers le monde, les chaînes de télévision (plus de six cents simplement aux États-Unis) et que de cela devrait découler une formidable pluralité des sources d'information, on assiste, tout au contraire, à la mise en place d'un système d'une extraordinaire uniformité, chacun diffusant les mêmes images.

Exil du raisonnement, uniformité des images, fragilité des réseaux de diffusion, tout cela constitue un formidable terreau pour tous ceux qui, comme James Harff, sont payés pour peser sur l'opinion publique. Il n'est encore qu'un apprenti sorcier, d'autres viendront. Ils n'auront besoin ni de beaucoup d'argent, ni de beaucoup d'intelligence, il leur suffira de connaître les entrailles du monstre médiatique pour le faire rugir à leur guise.

Washington, 26 avril 1993

La capitale américaine était hier devenue le lieu de rassemblement des « gays » et des « lesbiens ». Ils étaient près d'un million, dit-on, à défiler ici pour demander qu'on reconnaisse leurs droits. Et malgré l'efficacité des services de nettoyage, la grande pelouse devant la Maison-Blanche est encore jonchée de tracts et de boîtes vides de Coca-Cola. En la traversant, je tente de relier tous ces événements, la guerre en Bosnie, ce que l'on en sait, et cette

manifestation étonnante, sinon dérangement. Que penser d'une société dont une partie revendique le droit pour des homosexuels de faire des bébés en éprouvette avec du sperme et des ovules venus d'ailleurs ? Je me sens dépassé et ressens encore le malaise éprouvé hier en les regardant défilier avec les mimiques et le rythme des slogans qui étaient les nôtres lorsque nous demandions la fin de la guerre du Vietnam. Mais là n'est pas mon propos. J'ai prolongé mon séjour à Washington pour rencontrer quelques hommes politiques et tenter de comprendre leurs analyses du conflit yougoslave.

Mon premier contact est un personnage inhabituel. Il a à peine la quarantaine, est plutôt rondouillard et le bureau qu'il occupe, 1622 Longworth Building, est décoré de bérets afghans, de vieilles kalashnikovs, de photos prises sur différents lieux de conflit. Ce n'est pas un homme politique mais un fonctionnaire chargé de faire, pour les élus, des synthèses de renseignements obtenus auprès de services du même nom. Lorsqu'il parle, il jette sans arrêt des coups d'œil vers la porte qui est restée ouverte afin de mieux s'assurer que nul ne nous espionne. Il est tout à fait officiellement directeur de la « Task Force on Terrorism and Unconventional Warfare-House Republican Research Committee ». Ses informations ont deux sources, la CIA et le Mossad israélien.

« Vous savez, me dit-il, officiellement nous manifestons beaucoup de compassion pour le peuple bosniaque et il est exact que ce peuple souffre cruellement. Même si la presse a exagéré car les histoires de viols et de camps de la mort ne correspondent pas à la réalité. Nous n'avons pas démenti car le torrent déversé par les médias était trop fort, trop

puissant pour que nous nous y opposions. Alors, nous avons accompagné le mouvement afin de mieux le contrôler. Mais notre préoccupation première, ici à Washington, c'est l'équilibre des forces dans cette région du monde. Et ce qui nous inquiète vraiment est de constater que l'Iran essaie de s'implanter en Bosnie. La Turquie, passe encore, mais l'Iran, vous vous rendez compte? Et nous sommes convaincus qu'il existe ainsi un véritable danger d'une implantation islamique à Sarajevo. Je sais bien que vous, les journalistes, ne croyez pas du tout à ce risque. Sous prétexte d'être allés à Sarajevo et de n'avoir rencontré que des musulmans modérés, vous vous moquez de ceux qui tirent le signal d'alarme. C'est votre problème et votre responsabilité. Ce ne sont pas les nôtres. Nous sommes obligés de voir plus loin et d'être plus prudents. Alors, je peux vous assurer que les Américains ne bougeront pas sur la Bosnie car ils ont peur de préparer le terrain aux islamistes.

— Vous dites cela en souvenir de l'Afghanistan?

— Bien sûr! Nous avons soutenu et armé les moujahidin qui se battaient contre un Kaboul pro-soviétique et regardez où nous en sommes aujourd'hui, l'Afghanistan est devenu un pays déchiré par des affrontements entre islamistes plus radicaux les uns que les autres. Des affrontements qui déstabilisent toute la région et qui s'étendent au Tadjikistan.

— On dit que le missile qui a abattu le DC-3 italien, le 3 septembre 1992 au-dessus de la Croatie, provenait d'Afghanistan.

— C'est exact. C'était un missile Stinger autrefois donné par nous, les Américains, aux combat-

tants afghans et retourné en Bosnie, via le Pakistan qui l'avait offert avec quelques centaines d'autres aux musulmans de Sarajevo.

— Qu'avez-vous comme preuve de l'implantation iranienne en Bosnie ?

— L'histoire n'est pas nouvelle. Elle débute dans les années quatre-vingt avec un resserrement des liens entre Sarajevo et Téhéran. C'est ainsi par exemple que, chaque année, deux cent cinquante jeunes Bosniaques étaient envoyés suivre des formations islamiques au Moyen-Orient et en Iran.

— Ce n'est pas assez pour en tirer une conclusion définitive !

— Certes, mais il n'y a pas que cela. En août 1983, il y a dix ans, dix-huit musulmans ont été condamnés pour activisme religieux et il fut prouvé qu'ils avaient des contacts avec le Jihad islamique.

— En 1983, la Yougoslavie était encore un régime communiste. On sait ce que valent les accusations sous ce type de régime !

— C'est exact mais nous avons la preuve que Ahmed Jibril et son organisation, le FPLP-GC, avaient des réseaux et des bureaux en Yougoslavie jusqu'en 1988.

— Donnez ces preuves !

— Non.

— Je ne suis pas convaincu.

— Avez-vous lu la *Déclaration islamique* d'Izetbegovic ?

— Oui.

— Et alors ?

— Alors, je ne sais pas si c'est un vrai document ou bien une fausse traduction manipulée par Belgrade.

— Tenez, voici le texte exact¹. J'en garantis l'authenticité. Je vous assure qu'il a bien écrit : " Le mouvement islamique doit et peut prendre le pouvoir dès qu'il a la force numérique et morale pour le faire, pas seulement pour détruire le pouvoir non islamique mais pour construire un nouveau pouvoir islamique. " Il dit encore : " Il ne peut pas y avoir de paix ou de coexistence entre la foi islamique et la foi non islamique. " Voulez-vous d'autres exemples ?

— Je connais le texte.

— Et savez-vous où est allé Izetbegovic au début du mois de mai 1991, juste avant l'indépendance de la Bosnie ?

— Non.

— Nous, nous le savons.

— Et où s'est-il rendu ?

— A Téhéran !

— D'autres preuves ?

— Au début du mois de mai 1992, un groupe spécial des Forces musulmanes bosniaques a été créé avec des membres qui avaient travaillé dans les organisations terroristes islamiques. La mission de ce groupe spécial était de créer une série de provocations afin de contraindre les forces occidentales et tout d'abord nous, les Américains, à intervenir. Ainsi, le 20 juin 1992, les troupes serbes ont fait prisonnier un groupe de musulmans portant uniforme serbe qui se préparait à attaquer un secteur musulman. Mais beaucoup plus importants sont les rapports de l'ONU montrant qu'une série d'événements clés, destinés à choquer l'opinion internationale, étaient en fait organisés par ce groupe spécial. Les rapports de l'ONU ont ainsi établi que le bombardement de la

1. Cf. Annexe III.

file d'attente devant la boulangerie (27 mai), le bombardement lors de la visite de Douglas Hurd (17 juillet), les explosions dans le cimetière (4 août) et le meurtre du « producer » de ABC, David Kaplan (13 août), ont pour origine ce groupe d'activistes musulmans.

— Vous affirmez. Vous ne prouvez pas !

— Ces rapports sont à New York. Aux Nations unies. Allez les chercher. En second lieu, ma preuve sera simple. Je vous assure aujourd'hui, et nous sommes en avril 1993, que les États-Unis ne viendront jamais au secours des musulmans de Sarajevo. Pour la raison que je vous ai donnée : nous ne voulons pas recommencer l'erreur de l'Afghanistan. Alors, laissez le temps passer et vous verrez si j'ai raison ou tort.

— De tout cela, je ne retiens qu'une conversation privée. Puis-je en faire état ?

— Je vous y autorise après relecture.

— Un rapport m'a été remis. Il est daté du 1^{er} septembre 1992 et porte votre signature. Il traite précisément de la pénétration iranienne en Bosnie. Puis-je faire état de ce rapport ?

— Comment vous l'êtes-vous procuré ? me dit alors Youssef Bodansky, l'air ennuyé.

— Je ne sais plus.

— Vous l'avez, je ne peux vous le reprendre.

— Puis-je en faire état ?

— A vous de décider. »

Et je décidai en le quittant de publier, en annexe de ce livre, les références de ce rapport. Afin que l'on sache que ce type de document circule au plus haut niveau à Washington et qu'il explique peut-être certaines hésitations diplomatiques.

Mon rendez-vous suivant est avec une femme élue

sénateur du Maryland. D'origine yougoslave, elle est la plus active et la mieux informée du Congrès américain. Je souhaite avec elle mieux comprendre l'analyse de Washington. Alors, à mes questions, elle répond d'abord par une vaste fresque géopolitique.

« La Bosnie musulmane, me dit-elle, est un enjeu pour les trois grandes puissances musulmanes de la région : la Turquie, l'Arabie Saoudite et l'Iran. Izetbegovic a essayé de jouer les trois à la fois et il ne l'a pas fait assez discrètement. Car nous sommes informés avec précision de ses mouvements et rencontres. En juillet 1991, alors que la Bosnie n'est pas encore indépendante, Izetbegovic effectue en Turquie une visite de trois jours et demande le parrainage de Turgut Ozal pour participer à la Conférence des pays islamique prévue en août de la même année à Istanbul. En novembre, proposition est faite par la Turquie de former l'armée bosniaque. Le 2 janvier 1992, la Turquie assure Izetbegovic qu'elle reconnaîtra l'indépendance de la Bosnie dès qu'elle sera proclamée. Cette reconnaissance sera plus rapide que prévue, elle se fera le 6 février 1992. En mars 1992, le président Izetbegovic est en Arabie Saoudite. En août 1992, Harris Siladjic, ministre des Affaires étrangères, est en Iran, puis au Pakistan. En octobre 1992, Izetbegovic est en Iran. En janvier 1993, alors que les négociations battent leur plein à Genève autour du plan Vance-Owen, Izetbegovic quitte la capitale suisse pour aller participer à la conférence islamique de Dakar. Cela fait tout de même beaucoup de déplacements, non ?

— J'en ai la liste et je sais qu'elle est exacte. Mais comment se fait-il que Washington semble soutenir Izetbegovic alors que vous l'estimez dangereux en raison de ses liens islamiques ?

— Nous devons composer avec les médias. Les télévisions prennent la Yougoslavie pour un reality-show, nous devons en tenir compte. Et puis, n'oubliez pas que, depuis la guerre du Golfe, nous avons une dette à l'égard de plusieurs pays islamiques. Nous devons donc avoir officiellement une politique qui leur soit favorable mais nous en connaissons les limites.

— C'est de l'hypocrisie !

— Non, c'est de la politique. La réalité est toujours complexe. Notre rôle est d'agir au sein de cette complexité. Je peux vous assurer que c'est en raison de cette complexité que les États-Unis n'interviendront jamais en Bosnie. »

New York, 26 avril-4 mars 1993

Quatre jours déjà ! Quatre jours entiers à traîner dans ce building de l'ONU et je commence à être excédé ! Ce ne sont pourtant pas les contacts qui me manquent et les portes devant moi s'ouvrent facilement.

Chaque matin, je traverse le petit parc devant le building. A gauche, une grande sculpture métallique représente saint Georges terrassant un dragon en forme de missile désarticulé. A droite, une autre sculpture, don du Luxembourg, offre une symbolique tout aussi directe, un colt 45 dont le canon est noué comme une grosse ficelle. Ensuite, je patiente avec les groupes de visiteurs afin de passer la fouille et l'arceau de sécurité. Le faisant deux fois par jour, je connais maintenant les gardes par leurs prénoms et

nous échangeons quelques plaisanteries. La plus simple à New York et qui peut servir en toute occasion est d'exprimer une fausse surprise : « Hé, vous êtes encore vivant ! » L'autre, alors, répond : « J'essaie, j'essaie. » Humour en forme d'hommage aux pionniers de la conquête de l'Ouest, quand chaque jour gagné tenait du miracle.

Ce n'est pas cet aspect répétitif qui m'excède. Loin de là ! Non, ce sont les réponses que je collecte à mon enquête. Je suis là pour une raison simple. Je sais qu'il existe ici une série de rapports donnant, sur le conflit en ex-Yougoslavie, un éclairage nouveau. Un rapport sur le bombardement du 27 mai 1992 sur la file d'attente devant la boulangerie. Un rapport sur le DC-3 italien abattu le 3 septembre 1992. Plusieurs rapports sur la présence de combattants islamiques. Des dossiers sur le trafic d'armes. Et bien d'autres informations encore.

C'est cela que je cherche et que je ne peux trouver. Tous les responsables que je rencontre, et ils sont d'assez haut niveau, me confirment oralement l'existence de ces rapports. Ils me disent que, effectivement, ils contiennent des éléments d'informations peu favorables aux thèses des dirigeants de Sarajevo. Mais lorsque je leur dis : « Donnez-moi ces rapports » et que j'invoque pour cela le droit du public à connaître la vérité, j'obtiens quasiment toujours la même réponse : « Ce sont des documents très sensibles, je ne peux vous les communiquer. Allez donc voir untel... »

Les Américains ont une expression particulière pour décrire ce jeu de l'échappatoire, ils disent : « *To play Alphonse et Gaston* », comme si cela était d'invention française...

Hier soir, furieux d'être renvoyé de Gaston en

Alphonse et réciproquement, j'ai involontairement laissé passer l'heure de fermeture.

L'ONU est une administration rigoureusement semblable à toutes les administrations, en ce sens qu'à 5 heures précises, elle se vide en quelques minutes de tous ses occupants. C'est ainsi que je me suis retrouvé seul dans cet immense bâtiment, errant de couloir en couloir, incapable de retrouver mon chemin et sans croiser âme qui vive.

La salle du Conseil de sécurité était ouverte. Alors je m'y suis promené, essayant les fauteuils et pensant qu'une caméra de sécurité guiderait vers moi des gardes qui sauraient bien vite me guider vers la sortie. Rien n'était venu. Et j'avais repris ma marche dans les interminables couloirs, m'arrêtant quelquefois devant des bureaux ouverts, regardant les armoires métalliques où peut-être s'entassaient les documents recherchés. J'avais alors avec moi-même un long dialogue ayant pour thème « la morale et l'information » et se terminant plus vulgairement sur la question : « A-t-on le droit de voler un document au nom du droit à l'information ? » « Tout être a ainsi des cas de conscience qu'il ne peut régler qu'avec lui-même... »

Quoi que je fasse, cela n'enlève rien à mon agacement et alors que je me prépare, le lendemain, à rejoindre deux amis pour déjeuner avec eux au restaurant de l'ONU, je continue de pester contre cette organisation qui me rappelle celle des pays de l'Est et de sa bureaucratie beaucoup plus soucieuse de défendre ses privilèges que de mettre au service du public les informations dont elle dispose...

La salle de restaurant où nous nous retrouvons dispose de larges baies vitrées donnant sur l'East River. Le panorama est magnifique, le ciel dégagé et

une très belle lumière met en valeur les gammes de couleur, allant du brun au rouge, des vieux buildings de l'autre rive. On peut y déjeuner de deux manières. Soit à la carte, soit en prenant la formule à prix fixe du buffet. Un buffet somptueusement garni où je me retrouve... avec Cyrus Vance, le coprésident de la conférence de paix. Nous nous saluons et échangeons quelques mots sur la dernière conférence de Genève. Il me dit rapidement sa lassitude — « ce sont tous des menteurs » —, me laisse entendre qu'il va bientôt démissionner et décline, l'air attristé, ma demande d'entretien, invoquant son obligation de silence tant qu'il est en fonction.

Le hasard fait qu'il s'assied avec une autre personne à la table qui se trouve juste derrière la nôtre. Et suivant d'une oreille sa conversation, je ne tarde pas à me demander s'il n'utilise pas consciemment mon indiscretion. Il raconte à son vis-à-vis la visite qu'il a faite, il y a peu de temps, au patron du *New York Times*, journal qu'il connaît bien puisqu'il fait partie du « board », sorte de conseil à mi-distance entre conseil d'administration et comité éditorial. « A peine étais-je assis, dit-il, que je me suis trouvé agressé par les membres du comité. “ Combien de temps encore serez-vous l'allié de ces criminels de Serbes ? ” m'ont-ils lancé. Ils étaient au bord de l'hystérie, ajoute Cyrus Vance, encore meurtri par cet accueil. J'ai essayé, ajoute-t-il, de leur faire comprendre la complexité de la situation mais mon discours ne pouvait être entendu. Nous nous connaissons, pour certains d'entre nous, depuis plus de vingt ans mais tout ce passé commun n'avait plus de valeur. J'étais effondré et furieux. Le *New York Times*, c'est le vaisseau amiral de la presse occidentale, le journal qui donne le ton à l'information du monde entier.

J'étais venu leur dire que les excès de la presse nous gênent considérablement, qu'à chaque fois que nous avons le sentiment de pouvoir progresser, une nouvelle information sensationnelle donnait, à un camp, le sentiment qu'il avait le monde entier derrière lui et, à l'autre camp, le sentiment que rejeté par tous, il ne lui restait plus qu'à se réfugier dans une attitude suicidaire. Je voulais les convaincre de cela mais je n'ai pas pu, ils étaient comme des fous. »

En mangeant ma paëlla, plat du jour bien choisi dans ce lieu par nature cosmopolite, j'alterne les bouchées et les notes saisies à la volée et gribouillées sur mon petit carnet. Je n'ai plus les interrogations morales d'hier soir, je prends le parti de décider que Cyrus Vance s'adresse à moi autant qu'à son interlocuteur et que, de toute façon, il pourra toujours m'attaquer en justice si cela venait à être publié, et s'il estimait que je déforme ses propos, ce qui me surprendrait bien. Car cet homme de soixante-dix-huit ans, ancien secrétaire d'État du président Carter, donne, à ce moment-là, le sentiment d'avoir découvert une réalité qui l'effraye.

« Que les télévisions choisissent de mettre en forme l'information, c'est leur responsabilité. Et je n'ai pas à juger du choix qu'elles font et des hiérarchies qu'elles établissent. Mais qu'elles deviennent une sorte de gouvernement du monde, cela je ne peux l'admettre. Car c'est bien de cela dont il s'agit. En excitant les opinions publiques, elles nous obligent, nous, les hommes politiques, à courir derrière et à faire les pieds au mur pour rétablir la vérité. C'est un combat perdu d'avance, les télévisions sont plus fortes que nous. Vous savez, nous aurions pu approcher très rapidement d'un accord si nous n'avions pas eu cette pression sur les épaules. Aujourd'hui, je n'y

crois plus. En dénonçant la guerre, les médias renforcent la guerre. Pouvez-vous croire cela? »

Je n'entends pas la réponse à la question mais, soudainement, me revient en mémoire la fracassante déclaration de Roland Dumas, à RTL, en janvier dernier lorsqu'il annonçait que la France allait prendre des mesures pour aller, de force, ouvrir les camps de prisonniers. Cette déclaration m'avait laissé abasourdi. Pour avoir suivi Roland Dumas dans de nombreux voyages, je m'étais fait de l'homme une idée précise. Une grande intelligence, une grande culture, une grande finesse. Ce discours de « va-t-en guerre » ne lui ressemblait pas. Tout le monde savait qu'une semblable expédition aurait été stupide et qu'en vérité, elle était impossible à simplement envisager.

Ce n'est que plus tard que j'eus la réponse lorsque j'obtins cette explication : « La pression exercée par Kouchner et les médias était telle qu'il fallait faire une énorme provocation afin de tenter de les rapprocher de la réalité. »

Ainsi, Roland Dumas s'était-il trouvé confronté à ce que Cyrus Vance dénonçait : la conjugaison des discours humanitaires et médiatiques empêchant diplomates et politiques de faire leur travail. Une conjugaison malsaine puisqu'elle prolongeait les conflits, faisant de nouveaux morts, alimentant plus encore les démarches humanitaires primaires et les belles émissions pleines d'émotion.

Rome, 10 juin 1993

« Mon Dieu, qu'avons-nous fait ? » La lettre commence ainsi, elle est adressée à Boutros Boutros-Ghali et porte la date du 6 mars 1993.

Elle est signée du pape Jean-Paul II.

Ce n'est pas une lettre confidentielle, l'essentiel a été communiqué à la presse et les agences en ont fait état. Au premier abord, elle présente une certaine banalité : le pape presse le secrétaire général de l'ONU de prendre des nouvelles initiatives afin que cessent les massacres dans l'ex-Yougoslavie. Si ce n'était la crainte de paraître irrespectueux, on qualifierait ce message de vœu pieux. Mais de cette lettre, c'est la première phrase qui retient l'attention : « Mon Dieu, qu'avons-nous fait ? » Cet appel et cette interrogation ne sont pas habituels sous la plume de Jean-Paul II. L'homme n'est guère habité par le doute et ses prises de position sont toujours claires et définitives. Il assume pleinement son rôle de chef de l'Église et ne tergiverse pas sur le chemin à prendre, l'humilité n'a jamais été sa marque distinctive. Mais, cette fois, il y a du désarroi dans l'expression. Certes,

l'emploi du « nous » laisse place à diverses interprétations. Ce peut être un « nous, les hommes », parlant au nom de l'humanité, ce peut être un « nous, hommes de pouvoir », invoquant la responsabilité de ceux qui ont en charge les peuples. Mais ce peut être aussi un « nous » royal évoquant simplement et seulement un sentiment de culpabilité personnel du pape en tant que chef d'État. Et cette dernière interprétation mérite examen car elle peut être solidement argumentée. Si l'on accepte l'idée que le drame yougoslave est né en grande partie d'une reconnaissance trop hâtive de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, alors le Vatican se retrouve au premier rang des coupables puisque cette puissance effectua cette reconnaissance le 13 janvier 1992, seule avec l'Allemagne et contre l'avis des autres pays européens.

Le rôle du Vatican en tant que puissance politique est mal connu en France. La fille aînée de l'Église s'interdit d'analyser et de critiquer l'aspect temporel de la machine romaine. Les livres traitant de ce thème se comptent sur les doigts d'une main et ceux qui tentent de percer les secrets de la politique papale sont vite rejetés dans le camp des anticléricaux hystériques.

C'est là une position typiquement française. A Moscou, Londres et Washington, on n'a pas ce genre de scrupules. La littérature y est abondante et la critique s'exerce sans retenue. Il en est de même à Belgrade où l'on a de Rome une vision froide, alimentée et entretenue par la mémoire de l'alliance contre nature entre l'Église catholique et le dictateur croate, Ante Pavelic, lors de la Seconde Guerre mondiale. Et c'est pourquoi, quatre jours après la reconnaissance des deux États dissidents de la You-

goslavie, le chef de l'Église orthodoxe, le patriarche Pavlé, adresse au pape une missive sans concessions :

« Votre Sainteté,

En tant que chef de l'État du Vatican, vous avez été le premier en Europe — et dans le monde — à reconnaître la souveraineté et l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie. Auparavant, vous avez déployé un grand effort diplomatique afin d'entraîner dans la même voie les autres pays européens. En agissant ainsi, vous n'avez pas seulement utilisé les mécanismes de l'État du Vatican mais les structures et les institutions de l'Église catholique romaine. [...] Nous ne mentionnons pas cela dans un but de querelle théologique mais simplement pour souligner, à propos de ce geste, votre propre responsabilité devant Dieu et devant l'Histoire. [...] Ainsi, avec une profonde tristesse, nous devons considérer que Votre Sainteté, en supportant sans réserve le droit à la restauration de l'État croate, a pris sur Elle — et transféré sur les centaines de millions de fidèles à travers le monde — la responsabilité de tous les moyens et de toutes les méthodes qui furent utilisés, et le sont encore aujourd'hui, par les détenteurs du pouvoir dans l'armée et la police croates. Vous serez ainsi tenu pour responsable de chaque larme de chaque enfant serbe et croate qui, dans cette tragique guerre, reste sans maison, sans enfance et bien souvent sans parents. Et Vous serez aussi tenu pour responsable de chaque Serbe ou Croate, qu'il soit orthodoxe ou catholique romain, croyant ou athée, qui est maintenant un réfugié ou un invalide physique ou psychique, assassin ou victime, ou les deux à la fois.

Vous, le premier pape slave dans l'Histoire et souverain de l'État du Vatican, Vous avez montré que Vous étiez capable de bénir et consacrer les moyens qui furent utilisés par les supporters de la jeune démocratie croate, ceux qui, il y a peu encore supportaient le communiste croate Josip Broz Tito et les héritiers historiques du criminel nazi Pavelic, avec la complicité d'une grande partie du clergé catholique. Nous pensons, cependant, qu'un arbre se reconnaît à ses fruits et que les objectifs doivent être jugés à l'aune des moyens employés [...]. En ces jours troublés, nous avons la conviction que ni la politique de l'État du Vatican, ni la diplomatie de la Curie romaine, ni les fruits amers d'une éthique qui s'illustre par Votre activisme en faveur de l'État croate, n'ont pu détruire l'esprit de l'Église originelle, celle qui, dans le premier millénaire de l'histoire chrétienne, était placée sous le signe de l'Amour entre les Églises et les hommes.

Pour toutes ces raisons, nous considérons que le dogme de l'infaillibilité papale est mis en cause. »

Sa Sainteté Pavlé
Patriarche de l'Église orthodoxe de Serbie

Quelle violence ! Et c'est pour cela qu'il faut rendre publiques les lettres que s'envoient les chefs de nos Églises. Afin d'ouvrir des yeux embrouillés par des stéréotypes peu souvent remis en cause. Bien sûr, ce n'est pas le patriarche Pavlé lui-même qui a rédigé cette lettre. Le pouvoir politique lui a tenu la main et chacun sait combien, en régime communiste, l'Église orthodoxe offre peu de résistance. Mais il n'en reste pas moins que le patriarche a signé la missive et qu'il

reprend à son compte les accusations directes portées contre Jean-Paul II, des accusations claires, nettes et précises. Et cela fut peut-être de nature à ébranler le chef du Vatican, le forçant à s'interroger sur la portée de son acte, dans les termes de celui qui, croyant faire le bien, fit le mal. Sans nul doute, il avait cru faire le bien. Le Vatican, puissance temporelle et spirituelle, n'agit pas au jour le jour. Il a une géopolitique qui s'inscrit dans le long terme, le très long terme et dont les fondements sont inscrits loin, très loin dans l'Histoire.

« Nous avons deux mille ans d'Histoire derrière nous et nous travaillons pour le III^e millénaire », m'ont dit et redit, avec une frappante concordance de termes, les prélats rencontrés ici. Et ils concluaient inévitablement leurs propos par un : « Alors, dans ces conditions, cessons de nous jeter des cendres sur la tête. »

Cette géopolitique fut heureuse dans les années soixante-dix. Clairement définie par Rome, fortement relayée par les réseaux de l'Opus Dei, elle domina l'évolution du Portugal et de l'Espagne, les faisant passer en douceur de la dictature à la démocratie. Cela semble peu de chose aujourd'hui mais la porte était étroite et il aurait suffi de quelques mots pour éveiller l'esprit d'apprentis dictateurs et leur donner l'idée de se glisser dans les habits encore chauds de Franco ou de Salazar. L'Église veilla et il n'y eut pas alors d'erreurs de cap. Cette géopolitique de Rome est maintenant bien connue. Les différentes encycliques et les commentaires qui les ont accompagnées permettent de la résumer simplement. A l'origine de tous les maux de nos sociétés modernes, le siècle des Lumières et l'affirmation du pouvoir de la raison. L'archevêque de Paris, Jean-Marie Lustiger, est le

plus en pointe dans ce combat. Sa vision critique de la modernité, de la sécularisation et du redoutable esprit laïque né des Lumières est à la base des relations de confiance qu'il entretient avec Jean-Paul II.

« Ce siècle, témoignage d'une prétention de la raison à une souveraineté sans mesure », serait, dans son esprit, à l'origine de tous les totalitarismes du xx^e siècle. Même le pire des maux, la solution finale employée par Hitler contre six millions de juifs, ne proviendrait pas d'autre chose. « Je crois, écrit l'archevêque de Paris, que l'antisémitisme de Hitler relève de l'antisémitisme des Lumières et non d'un antisémitisme chrétien¹. »

L'encyclique *Centesimus annus* de mai 1991, assise sur cette condamnation des Lumières, va plus loin. « Pour combattre la laïcité, l'absence de dessein des démocraties occidentales et les effets pervers qu'elles ont sur les individus, livrés sans garde-fou à leurs penchants naturels pour le péché » (*Sollicitudo rei socialis*), force est de commencer par « désoccidentaliser » l'Église. Pour le pape, la tactique ne fait aucun doute : il s'agit de miser sur les capacités messianiques des Églises de l'Est, seules capables de mener à bien la réévangélisation de l'Europe. C'est à cela que les cent vingt évêques venus de l'Est et l'Ouest avaient été invités à réfléchir à Rome, du 28 novembre au 14 décembre 1991².

Une réflexion venant après une pratique bien entamée. Les révélations du *Time*³ selon lesquelles une « sainte alliance » aurait été conclue entre

1. Citation de Jean-Marie Lustiger, *Le Choix de Dieu*, relevée dans *Urbi et Orbi* de Constance Colonna, éditions Cesari, p. 163.

2. *Ibid.*, p. 160.

3. *Time*, 24 février 1992.

Ronald Reagan et Jean-Paul II, en juin 1982, pour déstabiliser le bloc communiste à partir de la Pologne, grâce à l'appui conjoint de Rome et de Washington au syndicat Solidarnosc, avaient suscité une vive polémique outre-Atlantique. Le débat avait alors valeur théorique. On sait aujourd'hui comment cette alliance fut mise en pratique. Avec tout d'abord, en janvier 1981, une visite officielle de Lech Walesa à Rome et une audience particulière avec le pape. Avec ensuite, lors de chaque voyage du pape en Pologne, une rencontre secrète entre les deux hommes. Avec enfin, le même message lancé aux foules et explicité aux hommes politiques lors d'audiences privées, ce message longuement mûri et réfléchi, délivré au monde le premier dimanche d'octobre 1978 sur le parvis de la basilique Saint-Pierre : « N'ayez pas peur ! Ouvrez toutes grandes les portes du Christ ! A sa puissance salvatrice, ouvrez les frontières des États, des systèmes politiques et économiques. » C'est le premier discours public du pape depuis son élection ; il est sans ambiguïté. Il est la pleine expression de la nouvelle géopolitique du Vatican. Que l'on peut ainsi résumer : pour les raisons citées précédemment, tout le mal vient du siècle des Lumières, de la croyance alors affirmée en la raison et du matérialisme qui en découle. L'Italie, l'Espagne et la France, gagnées par cet esprit, sont perdues pour l'Église, ces pays ne peuvent plus être terres de conquête et d'évangélisation. Il faut alors tourner son regard vers d'autres terres. Au sud, la poussée islamique rend vain tout espoir. Il ne reste à conquérir que l'est et le nord de l'Europe, reprendre le combat contre le communisme et l'Église orthodoxe, égarée depuis près de dix siècles. Dans ces pays, Rome pourra guider de nouvelles sociétés. Des

sociétés basées sur les valeurs chrétiennes mais ouvertes au modernisme. Voilà la ligne tracée pour placer le III^e millénaire sur de bons rails.

Dans la poursuite de cet objectif, Rome ne lésine pas sur les moyens et n'est pas trop regardante sur les alliances. Ainsi dans les années soixante, un réseau secret « Pax » est organisé entre Paris et Rome, entre le SDECE et la cellule des « affaires spéciales » du Saint-Siège. Ce sera « l'opération la plus réussie des services secrets de l'après-guerre ; celle qui a entraîné les conséquences les plus durables et profondes¹ », confiera Constantin Melnik, coordinateur du SDECE à cette époque. Par ce réseau et d'autres filières, transitent vers l'Est des sommes considérables. Pour la seule année 1986, 12 millions de dollars traversent le rideau de fer par les soins du mouvement hollandais « Aide à l'Église en détresse »².

Ce besoin d'argent à des niveaux jamais connus par l'Église catholique l'a conduit vite à faire des erreurs. Et c'est l'affaire du krach de la banque Ambrosiano à la suite d'une perte de 1,3 milliard de dollars. Où allait tout cet argent ? Un agent secret lié à la loge P2, Francesco Pazienza, répond à cette question lors d'une étonnante conférence de presse donnée de sa cellule de prison à New York en 1981 : « Les sommes dérobées ont servi à financer le syndicat polonais Solidarité, l'IRA, ainsi que différents groupes latino-américains hostiles à la théologie de la libération³. »

De l'argent mais aussi toute la puissance du réseau diplomatique du Vatican et l'on ne tardera pas à

1. *Le Canard enchaîné*, dossier « Les cathocrates », octobre 1990, p. 60.

2. O. Jay et A. Penanster, *L'Express*, 18 mars 1988.

3. *Urbi et Orbi*, op. cit., p. 126.

montrer comment après une formidable réussite, Rome trébuche sur la Yougoslavie, commettant une dramatique erreur.

Le Saint-Siège dispose d'une représentation diplomatique qui est l'une des plus importantes et les plus efficaces du monde. Il est présent dans 125 pays et ses ambassadeurs sont automatiquement doyens du corps diplomatique dans les pays à dominante catholique. L'activité de ces nonciatures apostoliques est à sens unique. « Tous les nonces travaillent de la même manière : ils reçoivent, visitent, lisent et écoutent, bien plus qu'ils ne commentent ou racontent ; et ce afin de comprendre et de rapporter tout ce qu'il se passe là où ils se trouvent. Ainsi contribuent-ils à faire du siège romain de l'Église catholique un centre de renseignements unique au monde. Ils lui transmettent quotidiennement par fax, télex, téléphone ou valise diplomatique, de très nombreuses informations qui sont alors immédiatement examinées, traduites et archivées par les scribes polyglottes de la secrétairerie d'État¹. » Les diplomates du Saint-Siège ont l'Église pour seule famille et ils la servent avec un zèle incomparable d'autant qu'ils ont reçu une excellente formation à l'Académie pontificale puis à l'Athénée latéranèse ou à l'Université grégorienne.

A la fin de l'année 1990, ce corps diplomatique est, à juste titre, fier du travail accompli. En moins de vingt ans, il a réussi à sortir le Portugal et l'Espagne de la tentation dictatoriale et il a fait tomber le rideau de fer, libérant pays Baltes, RDA, Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Bulgarie et Roumanie de l'emprise soviétique. Et il n'échappe à aucun observateur attentif que l'ordre historique de ces libérations

1. *Ibid.*, p. 228.

correspond à la carte géographique de l'implantation catholique¹. C'est ainsi que la Roumanie et la Bulgarie (à dominante orthodoxe) furent les derniers des pays socialistes européens à s'émanciper.

De tout ce mouvement, la Yougoslavie était restée à l'écart et l'Occident s'en préoccupait bien peu. Ce pays était certes communiste mais il s'était taillé une réputation d'indépendance par rapport à Moscou et l'on n'y connaissait pas les entraves à la liberté que l'on relevait ailleurs. A la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, il était en pleine croissance économique et semblait assuré d'aller vers une certaine prospérité. Un diplomate français de haut rang rencontré alors à Belgrade et avec qui j'évoquais les possibilités d'affrontements entre les diverses nationalités m'affirmait tranquillement que « le jour où la Yougoslavie éclaterait, ce serait de rire ».

Nul ne se souciait donc de la Yougoslavie si ce n'est l'Allemagne (on en reparlera) et le Vatican. Les relations entre le Vatican et la Yougoslavie forment une vieille et cruelle histoire. Entre les deux États, les liens diplomatiques sont rompus depuis 1952, depuis le jour où Pie XII avait nommé cardinal l'archevêque Alois Stepinac. Cela fut ressenti comme un terrible affront par tous les Serbes et par tous les Yougoslaves qui se souvenaient du triste rôle de Stepinac pendant la guerre.

Le 10 avril 1941, quatre jours après que les armées allemandes ont envahi la Yougoslavie, la Croatie proclame son indépendance. Ante Pavelic, chef du mouvement oustachi, mouvement fasciste, devient chef de ce nouvel État. Et le 16 avril 1941, l'arche-

1. Cf. Ramsès 1992, *Le Monde et son évolution*, p. 329.

vêque Stepinac, vicaire de l'Église catholique, rend visite au nouveau dictateur et lui apporte son soutien.

L'État croate ne tarde pas à passer alliance avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste ; il adopte des lois racistes, ouvre des camps de concentration et d'extermination. L'Église catholique menée par Stepinac accompagne ce mouvement et parfois même l'encourage. Il existe de nombreux documents et témoignages sur les cruautés et atrocités commises à cette époque. De quoi remplir des livres et des livres... Je n'en citerai qu'un seul, recueilli au musée de Belgrade, une vieille lettre jaunie, portant la date du 8 février 1942 et la signature d'un certain Dr Grizogono¹. Elle est adressée à l'archevêque Stepinac. En voici quelques extraits :

« On voit des Serbes innocents empalés, on leur allume des feux sur la poitrine, on les brûle vivants, dans leurs maisons et leurs églises, on les ébouillante pour pouvoir les écorcher et les rouler ensuite dans le sel. On leur crève les yeux quand ils sont encore en vie, on leur coupe les oreilles, le nez, la langue. On arrache la barbe des prêtres avec la peau, on leur coupe le sexe pour le leur enfoncer dans la bouche, on les attache derrière des camions et on les traîne sur le sol, on leur brise les bras et les jambes, on leur plante des clous dans la tête, et on les cloue au sol à travers les orbites de leurs yeux arrachés, on les jette vivants dans des puits et des ravins, on leur fracasse le crâne à coups de barres de fer. On a vu des nouveau-nés jetés dans des marmites d'eau bouillante, ou dans la fournaise,

1. Lettre également citée dans *Le Couteau*, Vuk Draskovic, éditions Jean-Claude Lattès.

des fours de chaux vive, on les écartèle, on leur casse la tête contre les murs, la colonne vertébrale contre des roches, ou des troncs d'arbres, et je ne vous décris pas là tous les actes monstrueux qui sont perpétrés contre eux, et qu'un esprit normal ne saurait concevoir [...].

Dans le district de Petrinje, on a obligé un fils à violer sa propre mère. Le massacre de trois mille Serbes dans l'église orthodoxe de Glina, et l'exécution de centaines d'autres sur l'autel de l'église de Kladusa, tous tués à coups de marteau sur le crâne, sont des événements sans précédent dans l'histoire [...].

L'horreur des camps dans lesquels les Serbes ont été éliminés par milliers, torturés, condamnés à mourir de faim et de froid est indescriptible. Les Allemands disent qu'au camp de Lika où se trouvaient emprisonnés plusieurs milliers de Serbes, ils ont trouvé l'endroit désert en arrivant, le sol était humide de sang, de même que les vêtements déchirés dont il était jonché [...].

Pourquoi vous ai-je adressé cette lettre à vous en particulier, alors que vous n'êtes pas une personnalité politique, et que vous ne pouvez pas porter la responsabilité de ces événements? Voici la raison. Notre Église catholique s'est faite la complice de ces atrocités d'une incroyable sauvagerie : d'une part un nombre important de prêtres, de clercs et de moines et une grande partie de la jeunesse catholique ont également participé à ces massacres. On a même vu, comble de l'horreur, des prêtres catholiques se faire bourreaux et gardiens au service des oustachis. Et c'est en tant que prêtres qu'ils ont commandité et approuvé ces effroyables massacres d'une population chrétienne.

Il est même arrivé qu'un prêtre catholique égorge de ses propres mains un pape orthodoxe. Ces prêtres n'ont pu agir ainsi sans l'approbation de leurs évêques. Si cela avait été le cas, ces derniers auraient été révoqués et traduits en justice. Il en ressort qu'ils avaient reçu l'autorisation de leurs évêques. L'Église catholique a d'autre part profité de ces circonstances tragiques pour convertir tous les rescapés serbes, et tandis que la terre s'imprégnait encore du sang des innocents et des martyrs, que l'on entendait les sanglots des rescapés, les prêtres, les moines, les religieuses allaient partout, un poignard oustachi dans une main, et le missel dans l'autre [...]. »

Ces massacres ne furent pas le fait d'individus isolés, de bandes mal contrôlées; il s'est agi d'un génocide organisé dont la réalité historique n'est pas mise en doute.

« Les principaux et les plus grands camps en Croatie se trouvaient à Jasenovac et à Stara Gradiska. Le camp de Jasenovac prend naissance au cours de l'été 1941, lorsque les oustachis commencent à y amener des groupes de Serbes et de juifs (camp n° I). L'arrivée d'autres prisonniers mène à l'expansion du camp (camp n° II). A partir de novembre 1941, le camp continue de s'agrandir (camp n° III et camp n° IV). C'est dans le camp de Jasenovac, qui a été installé au confluent de la rivière Una et de la rivière Sava, que le plus grand nombre d'êtres humains ont été tués en Croatie — plusieurs centaines de milliers. Selon les données de la Commission nationale croate pour l'établissement des crimes des occupants et de leurs collabo-

rateurs, il est calculé que ce nombre est d'environ 500 000 à 600 000. Les recherches dans les cimetières qui sont effectuées dans la zone de Jasenovac ont établi que, sur les territoires examinés jusqu'ici, soit une surface de 57 000 mètres carrés, plus de 360 000 prisonniers exécutés ont été enterrés. Les données correspondantes sont contenues dans la brochure *Jasenovac et les camps de Jasenovac* (*Jasenovac*, 1974) rédigée par R. Trivunic. L'auteur conclut : " Sur la base des indicateurs de surface et des témoignages des prisonniers qui ont survécu, le chiffre de 700 000 prisonniers exécutés est très réaliste " [...].

Selon les données fournies par Edmond Paris, près de 200 000 hommes ont perdu la vie à Jasenovac en 1941-1942. Pendant la seule année 1942, il y avait à Jasenovac environ 24 000 enfants dont 12 000 ont été tués : Des foules entières d'enfants juifs ont été brûlées vivantes dans les fours de l'ancienne briqueterie transformés en crématoires. Vjekoslav Luburic, le responsable pour les camps de concentration, a déclaré à Jasenovac, le 9 octobre 1942, lors d'une réception des plus hauts fonctionnaires de l'État indépendant croate : " Ainsi, au cours de cette année, à Jasenovac, nous avons égorgé plus d'hommes que tout l'Empire ottoman ne l'a fait pendant toute la durée de la présence des Turcs en Europe¹ ". »

Et la complicité de l'Église catholique dans ce génocide est acquise.

1. « La question Serbe », *Hérodote*, 4^e trimestre 1992, p. 77.

« Le haut clergé de l'Église catholique croate avait établi la coopération la plus étroite avec les autorités oustachies. A sa tête se trouvait l'archevêque de Zagreb, Mgr Alois Stepinac, qui a salué la création du nouvel État et donné sa bénédiction à Ante Pavelic. La majorité des évêques catholiques (Mgr Saric de Sarajevo, Mgr Bonefacic de Split, Mgr Pusic de Hvar, Mgr Srebrenic de Krk, Mgr Buric de Senj, Mgr Aksamovic de Djakovo, Mgr Garic de Banja Luka, Mgr Mileta de Sibenik) ont activement travaillé à la propagation du régime oustachi et un certain nombre de prêtres et de moines portaient l'uniforme oustachi, tout particulièrement les franciscains de Bosnie qui ne dissimulaient nullement leur participation aux crimes ¹. »

Il y a cela dans la mémoire collective des Serbes. Mais il n'y a pas que cela. Et il y a pire que cela.

Il y a la conviction argumentée par des preuves impressionnantes que le Vatican, après la guerre, a dirigé un réseau d'anciens fascistes croates pour aider à s'évader des milliers de criminels nazis. La controverse à propos de la politique de Pie XII pendant la Seconde Guerre mondiale est bien connue mais la politique de Rome, une fois la paix revenue, a fait l'objet de bien peu de recherches. Pourtant, tout lecteur attentif et sensibilisé à ce problème ne cesse d'être troublé par certaines déclarations. Ainsi, tout récemment ², Roland Gaucher, ancien collaborateur notoire, écrivait à propos de Marcel Déat : « [...] octobre 1945 [...] j'opérais en liaison avec des résistants antistaliniens, assez comparables à ceux du

1. *Ibid.*, p.79.

2. *Le Monde*, 22 mai 1993, p. 10.

Plan Bleu. Ils envisageaient d'organiser des maquis anticommunistes que Déat aurait pu rejoindre [...]. A défaut, il s'agissait d'organiser l'évacuation de Déat vers l'Italie, pour y trouver la protection du Vatican, ce qui fut fait. Je fus un tout petit maillon dans la chaîne. » Cette chaîne porta le nom : « rat line ». C'est ainsi que l'on appelait la corde qui toujours devait pendre dans la soute des galères afin qu'en cas de naufrage, puissent s'échapper ceux qui travaillaient à fond de cale.

L'histoire de ce réseau est totalement méconnue en France. Et pourtant, un remarquable ouvrage, publié aux États-Unis sous le titre de *Unholy Trinity*¹, en décrit avec minutie tous les rouages. Ce qui suit est essentiellement nourri de ce travail.

C'est à la fin de l'année 1947 que les services secrets américains acquièrent la conviction que le Vatican est largement impliqué dans des opérations clandestines anticommunistes. A ce sujet, un rapport est remis à Edgar Hoover², chef des services de renseignements du FBI. Ce rapport décrit la plus secrète et la plus honteuse opération de l'histoire du Vatican : le recrutement d'anciens nazis pour combattre le communisme et contrôler l'Europe centrale et orientale. La première partie de ce rapport est évidemment effrayante par ce qu'elle révèle d'immoralité ou d'amoralité. La seconde partie est consternante : elle révèle que ce réseau est infiltré par les agents de Moscou. Ce document, que l'on peut aujourd'hui consulter à Washington DC, est le premier élément d'une longue enquête. Elle nous

1. *Unholy Trinity*, Mark Arrons et John Loftus, St Martin's Press.

2. « Memos of 18 december 1947 and 5 january 1948 », USNA, RG59 866A — 20200/12 — 1847.

apprend d'abord que Franz Stangl, ancien commandant du camp de Treblinka, Gustav Wagner, ancien commandant du camp de Sobibor, Adolf Eichmann, premier responsable du génocide, Walter Rauff, chef SS pour l'Italie du Nord, Ferenc Vajta, chef des fascistes hongrois, et Ante Pavelic, dictateur croate, réussirent tous à s'échapper grâce au réseau du Vatican. Ce réseau d'abord dirigé par un évêque autrichien, Alois Hudal, fut très vite placé sous l'autorité d'un prêtre croate, Krunoslav Draganovic, secrétaire de la confraternité de San Girolamo à Rome.

Draganovic avait mis au service de Rome, une organisation secrète appelée « Intermarrimum », fondée dans les années trente. Grâce à ce réseau très organisé et très professionnel, il fit passer 3 000 anciens nazis des camps de prisonniers en Autriche et en Allemagne vers l'Amérique et l'Australie. La quasi-totalité de ces criminels ont transité par Rome. La quasi-totalité de ceux qui les ont aidés étaient des prêtres catholiques croates ! Cela se sait à Belgrade et cela n'est pas pardonné.

D'autant que l'histoire ne s'arrête pas là. Car il ne s'agit pas seulement d'un sentiment de vengeance à l'égard du Vatican qui permit à Ante Pavelic d'échapper à son châtement, cet Ante Pavelic dont on raconte encore qu'il avait dans son bureau un vaste bol contenant quarante livres d'yeux serbes¹, non ce n'est pas que cela. Plus grave encore car plus inscrit dans l'Histoire, il y a la conviction argumentée que Rome veut dresser la Croatie contre la Serbie car l'enjeu est la reconquête par l'Église catholique des âmes orthodoxes. Le schisme de 1054 n'est pas

1. Malaparte, *Kaputt*.

oublié. La blessure saigne encore pour qui raisonne en millénaire et dans le conflit yougoslave, alors que les gouvernements de l'Europe des Douze en étaient encore à tenter l'apaisement, Jean-Paul II va tout de suite choisir son camp. Aux cinq évêques croates venus le rejoindre lors de son escale hongroise de Pecs, le 17 août 1991, il déclare : « Je vous assure que je suis proche de vos aspirations ; je vais venir vous voir en Croatie¹ ! »

Depuis 1980, l'Église catholique romaine s'était largement impliquée dans les aspirations nationalistes et indépendantistes slovènes et croates. Le dimanche, les prêtres dans leurs sermons soufflaient sur le feu. La presse catholique véhiculait le message. Jean-Paul II recevait Tadjman et l'encourageait. Jusqu'à ce jour où, effrayé des conséquences de sa politique, il écrit au secrétaire général de l'ONU : « Mon Dieu, qu'avons-nous fait ? »

1. *Urbi et Orbi*, *op. cit.*, p. 151.

Moscou, juin 1993

Je n'étais pas venu à Moscou depuis trois ans et le dernier reportage que j'y avais réalisé m'avait laissé un goût amer. Par manque de fuel pour alimenter les chambres froides de la morgue, un appel avait été lancé par les autorités pour que les familles viennent rechercher les corps de leurs défunts. Et en raison de l'absence de cercueils, les hommes s'emparaient de planches sur un chantier voisin. Avec des pauvres outils, ils confectionnaient une sorte de boîte mal étanche et toute de guingois. L'odeur ce jour-là était insupportable... Le symbole de déchéance tout autant.

Moscou n'a guère changé depuis. Si ce n'est une plus grande présence de voitures de luxe et une montée accélérée de la criminalité. Mon voyage est de courte durée, quarante-huit heures seulement pour rencontrer quelques personnalités et prendre possession de documents.

L'axe des entretiens est simple : tenter d'évaluer les répercussions à Moscou de la guerre en Yougoslavie. Premier élément d'information, on me confirme ici ce

que l'on m'avait dit à Belgrade : la banque Karic, du nom des trois frères qui la dirigent, verse des sommes importantes à l'Église orthodoxe russe pour aviver le nationalisme, exalter les liens entre Russes et Serbes et peser sur le pouvoir afin qu'il fasse contrepoids aux volontés interventionnistes des Américains. C'est en ayant cela à l'esprit, me dit-on, qu'il faut interpréter la prise de position du patriarche de Moscou lors de la première crise entre Eltsine et son Parlement.

Le jeudi 25 mars, Alexis II, patriarche de Moscou et de toutes les Russies, s'était en effet opposé au projet de plébiscite, lancé par Eltsine. Il avait dit : « En proposant ce plébiscite, le président demande aux électeurs de se prononcer pour ou contre lui. Je crois que la seule voie est l'élection d'un président et d'un nouveau Parlement. »

Deux jours plus tôt, un appel signé par le patriarche Alexis II et huit autres membres du synode orthodoxe s'adressait à l'armée et incitait « nos militaires à continuer de faire preuve de sagesse, à ne pas succomber à la pression des extrémistes politiques, à protéger la vie et la dignité des citoyens du pays ».

Pour que cela soit compréhensible, il faut se souvenir que l'on soupçonnait alors Eltsine de vouloir faire appel à l'armée pour se maintenir au pouvoir. Des rumeurs insistantes faisaient état d'une mobilisation de la division Djerzinski, cette célèbre unité qui, sous l'ancienne URSS, dépendait directement du Comité pour la Sécurité d'État, c'est-à-dire le KGB. Le 20 mars, ordre avait été donné à cette unité d'annuler son départ prévu pour Vladikavatz (Ossétie du Nord) et de rester à Moscou. L'ordre venait du général Viktor Erine, ministre russe de l'Intérieur.

En toile de fond de cette agitation, on remarquait

une poussée inquiétante des extrémistes nationalistes. Depuis près d'un an, c'est-à-dire depuis le vote à l'ONU de l'embargo contre la Serbie, vote auquel la Russie participa, la presse nationaliste se déchaînait. En juin 1992, l'hebdomadaire ultra-nationaliste *Dien* avait, sur ce sujet, publié le télégramme secret rédigé par Youli Voronstov, ambassadeur russe à l'ONU. Dans ce texte, écrit avant l'adoption des sanctions, Voronstov exprime sa volonté de suivre la proposition américaine. Il laisse entendre qu'une sorte de « deal » a été conclu : « Il est très important de ne pas entrer en conflit avec les pays occidentaux et les États-Unis sur ce point, alors que l'opinion publique est fortement hostile à Milosevic. Notre pays ne doit pas être associé à ce personnage, surtout pas à la veille du sommet avec les États-Unis. D'autant qu'un éventuel vote de notre part en faveur des sanctions ne sera pas interprété comme obligeant Moscou à couper tous ses liens avec Belgrade. » En présentant ce texte, l'hebdomadaire *Dien* avait titré : « Russes et Serbes, voici la vérité. » Et il présentait ce télégramme secret comme la preuve que le président Boris Eltsine avait trahi ses frères slaves en Yougoslavie.

Le quotidien conservateur *Sovietskaïa Rossia* allait, ce jour-là, dans le même sens : « Il est humiliant de voir comment le gouvernement provisoire Eltsine-Gaïdar trahit notre intérêt national dans la région des Balkans, pour la première fois dans l'histoire de la Russie. » La *Pravda* condamnait également : « C'est un coup bas. Les États-Unis sont toujours la première puissance mondiale ou plus précisément le maître qui peut imposer le scénario de son choix dans le monde. Aucun pays européen n'a jamais été soumis à des sanctions politiques et économiques

aussi dures de la part de la communauté internationale. » La *Krasnaïa Zvezda*, le quotidien des militaires, déplorait pour sa part « l'absence de pensée indépendante dans la diplomatie russe », et estimait que la Russie pourrait connaître un jour un sort similaire à celui de la Yougoslavie. Il interrogeait : « Qu'arrivera-t-il demain ? » et s'inquiétait : « Si la Russie devait un jour décider sérieusement de défendre les russophones dans différents endroits de la CEI, ils nous puniront. » Ce « ils », bien sûr, signifiait les pays Occidentaux et en tout premier lieu, les États-Unis.

Le voyage avait été bref mais reprenant l'avion pour Paris, je rapportais avec moi une pièce supplémentaire du puzzle yougoslave.

Genève, 23 juin 1993

Les négociations ont repris, non plus dans le cadre officiel du Palais des Nations, mais dans une ville discrète et cossue sur les bords du lac Léman. La villa s'appelle Le Saugy, elle est abritée des regards par une haie épaisse et les quelques trous dans la végétation sont bouchés par des couvertures maladroitement accrochées aux branches.

Aujourd'hui le plan Vance-Owen est définitivement rejeté. De leurs cartons, Serbes et Croates sortent un nouveau plan proposant le découpage de la Bosnie en trois États à base ethnique. Ce plan n'est pas une simple esquisse, il est précis, détaillé et des cartes sont déjà prêtes. Pour les diplomates et les journalistes spécialisés, ce n'est pas une surprise, tout

le monde savait que, depuis plus d'un an, les véritables négociations se déroulaient en coulisses, entre Serbes et Croates uniquement.

Le 6 mars 1992, à Gradz en Autriche, les présidents Tudjman et Milosevic s'étaient longuement entretenus et avaient passé un double accord :

— un pacte de non-agression qui fut relativement bien respecté,

— et un projet de partage de la Bosnie.

Ces négociations secrètes se sont régulièrement poursuivies entre Serbes et Croates. La dernière rencontre est toute fraîche, elle remonte à trois jours, au 20 juin. Elle a eu lieu à Njivice, près de Herceg-Novî, sur le littoral monténégrin. Mate Boban, chef des Croates, est venu en voiture de Croatie ; Radovan Karadzic, chef des Serbes, est venu en avion de Tivat. La réunion a commencé à 9 heures du matin et s'est terminée à 18 h 30. Des membres de délégations ont plusieurs fois été vus transportant des cartes. Il s'agissait alors de mettre une dernière main sur le projet de partage qui est présenté aujourd'hui à Genève. Toute négociation a sa partie officielle et sa partie cachée. Mais habituellement, une certaine articulation se fait entre les deux par l'intermédiaire de « go-between ». Tel ne fut pas, cette fois-là, le cas. Il semblait acquis pour les Serbes et les Croates, dès le début du conflit en Bosnie, qu'il n'y aurait pas d'autre issue que le partage. Ils en étaient d'autant plus convaincus qu'ils étaient capables, à coups de canon, de forcer la décision. Les gesticulations de l'ONU, les grandes rencontres à Genève, New York ou Athènes, les missions de bons offices des uns et des autres, n'étaient donc que faux-semblants destinés à occuper le devant de la galerie.

Paris, juin 1993

Lecture attentive de l'éditorial de Jean Daniel dans *Le Nouvel Observateur*¹, après le sommet de Copenhague au cours duquel l'Europe des Douze a accepté l'idée du partage de la Bosnie et refusé la levée de l'embargo sur les armes. « Chacun accuse le voisin. Tous accablent les nouveaux boucs émissaires : l'Allemagne et le Vatican. » Rappel de la déclaration du secrétaire d'État américain, Warren Christopher, le 17 juin : « Les Allemands portent une responsabilité particulière pour avoir persuadé la Communauté européenne d'agir comme eux. Les problèmes que nous avons aujourd'hui là-bas ont commencé avec la reconnaissance de la Croatie. » Allusion à Roland Dumas qui dénonce la reconnaissance des Républiques slovène et croate, sous la pression de l'Allemagne et du Vatican, en décembre 1991 et janvier 1992. Le Vatican pour sa part, n'a jamais répondu. En fait, Roland Dumas se souvient très bien d'avoir reçu de ses homologues allemand et autrichien l'information suivante : au nom du pape, le nonce apostolique en Allemagne, Mgr Lajos Kada, est intervenu auprès des chanceliers de l'Allemagne et de l'Autriche pour qu'ils reconnaissent la Slovénie et la Croatie, leur promettant de les suivre dans une affaire où le Vatican regrettait de ne pouvoir les précéder. Vient ensuite un long développement qui est manifestement le résumé d'un entretien avec le président de la République. L'annonce en est claire : « Tous les

1. *Le Nouvel Observateur*, 24-30 juin 1993.

visiteurs de François Mitterrand le trouvent à la fois incollable et susceptible sur le dossier de cette affaire [...]. Il estime que le pire était sûr à partir du moment où l'on reconnaissait les indépendances sans négocier les frontières et sans protéger les minorités [...]. François Mitterrand pense que les musulmans de Bosnie, encouragés par certains intellectuels français, par Clinton en campagne électorale et par la droite avant les élections, que ces musulmans ont tout fait pour internationaliser ce conflit. »

Quel changement de ton pour ce journal qui était à la pointe du combat et levait à la moindre brise l'étendard de Sarajevo ! Et quel changement dans la déclaration des hommes publics, américains et français. Roland Dumas qui voulait partir en guerre libérer les camps de prisonniers en janvier et qui, en juin, dénonce (enfin) l'Allemagne et le Vatican. Ce revirement n'est pas souligné uniquement par *Le Nouvel Observateur*. Dans son numéro daté du 21 juin 1993, *Libération* écrit : « La Communauté européenne " n'a pas su prendre suffisamment tôt la mesure du problème ", juge aujourd'hui Roland Dumas. " En raison de divergences internes, assure-t-il, la CEE s'est lancée de façon prématurée et précipitée dans la reconnaissance de républiques de l'ex-Yougoslavie, sans mesurer qu'on allait forcément, dans ces conditions, à l'explosion de la Yougoslavie en miniature qu'était la Bosnie-Herzégovine. Par leurs pressions en faveur de l'indépendance de la Croatie et de la Bosnie, les responsabilités de l'Allemagne et du Vatican dans l'accélération de la crise sont évidemment écrasantes. " » Quelques jours auparavant, *Le Monde* avait publié une tribune libre intitulée « Reconstituer une Bosnie ? » et signée par Maurice Duverger.

L'analyse faite par l'ancien professeur de droit public est implacable. Il n'est pas question de la reproduire ici, les amateurs iront directement au texte, mais quelques extraits méritent d'être cités : « Politiquement, c'était une faute capitale d'accélérer la désagrégation de ce bloc des Slaves du Sud qui avaient cherché à s'unir depuis plus d'un siècle. Juridiquement, le droit international fut largement ignoré, malgré la caution des présidents des cours constitutionnelles de France, d'Italie et d'Allemagne. [...] Un compromis aurait pu régler pacifiquement le problème si la CEE n'avait pas indûment étendu aux frontières internes d'un pays fédéral le principe de l'intangibilité des frontières internationales. Cette première méconnaissance du droit a déclenché les hostilités. Beaucoup plus grave, la seconde les a étendues et aggravées. [...] La délégation du Parlement européen conclut en rapportant avec précision l'avertissement du leader Radovan Karadzic, en ces termes : " Affirmant que les Serbes de Bosnie n'accepteront jamais l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, il a mis en garde contre toute reconnaissance de la République qui mettrait le feu à la Bosnie et à l'ensemble des Balkans.¹ » [...] Les États de la Communauté savaient donc que la reconnaissance de ce pays étendrait et aggraverait la guerre civile. [...] Qu'on n'évoque pas Munich à propos du refus des Européens d'entrer dans ce qui reste une guerre civile. Ils auraient pu empêcher son déclenchement. »

L'affirmation clairement énoncée selon laquelle l'Europe des Douze aurait pu empêcher la guerre en

1. Parlement européen, *La Crise dans l'ex-Yougoslavie*, Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg, 1993, p. 196 et 198.

Bosnie est troublante. D'autant qu'elle est partagée par nombre d'experts et notamment Henry Wynaendts, ambassadeur des Pays-Bas en France et représentant en Yougoslavie de la présidence (néerlandaise) de la Communauté européenne en 1991. Il écrit : « Les ministres des Douze qui se rencontrent le week-end du 5 au 6 octobre dans le château néogothique de Haarzuilen, pour leurs consultations périodiques informelles, se déclarent consternés. S'il est vrai que les violations des accords de cessez-le-feu sont le fait de toutes les parties, il est indéniable, déclarent-ils, que l'armée utilise la force d'une manière disproportionnée et sans discrimination. La discussion est âpre à Haarzuilen. Genscher, le ministre des Affaires étrangères allemand, exige le retrait immédiat de l'armée yougoslave de Croatie et laisse entendre que l'Allemagne fera, si besoin en est, cavalier seul¹ [...]. A Rome, le 8 novembre 1991, Genscher n'a pu faire prévaloir le point de vue allemand selon lequel la Slovénie et la Croatie doivent être reconnues sans tarder. La déclaration que les Douze publient, à l'issue de leur rencontre, s'en tient à la position qui est la leur depuis le début d'octobre : la perspective de la reconnaissance, de l'indépendance des républiques qui le souhaitent ne peut être envisagée que dans le cadre d'un règlement global [...]. Les Croates sont très déçus par les décisions de Rome. Quant à Genscher, il est, dès son retour en Allemagne, soumis à l'implacable lobby procroate que dirige de main de maître le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. On lui reproche violemment d'avoir cédé sur la question de la reconnaissance de la Croatie². »

1. *L'Engrenage*, Henry Wynaendts, éditions Denoël, p. 121.

2. *Ibid.*, p. 133.

« Le 9 décembre 1991, Carrington avait réuni à La Haye, pour une réunion informelle, les six présidents des républiques. [...] Il était évident que les choses bougeraient. Le forcing allemand pour amener les Douze à reconnaître la Slovénie et la Croatie ne se relâchait pas et le chancelier Kohl avait même déclaré que l'Allemagne le ferait avant Noël. [...] Mais il y avait plus. Carrington rappela aux Douze que Milosevic avait été très net sur la Bosnie-Herzégovine : si son indépendance était reconnue avant qu'un accord entre les trois communautés ait été préalablement conclu, une guerre civile y devenait inévitable¹... » « Dans une lettre du 10 décembre, Perez de Cuellar s'adressa lui aussi aux Douze et les mit en garde contre ce qu'il appela une reconnaissance "prématurée de certaines républiques yougoslaves" [...]. Un tel développement pourrait mettre le feu aux poudres, notamment en Bosnie-Herzégovine². » De tout cela, les Allemands n'avaient que faire et leur entêtement provoqua l'irritation des Américains. William Zimmerman, ancien ambassadeur des États-Unis en Yougoslavie, écrit : « Nous avons découvert par la suite que Genscher, le ministre allemand des Affaires étrangères, était en contact quotidien avec son homologue croate. Il encourageait les Croates à quitter la fédération et à déclarer leur indépendance, alors que nous étions tous en train de chercher une approche commune³. »

En dépit de tous ces avertissements, l'Allemagne, avec le soutien du Vatican, a donc reconnu la Slovénie et la Croatie, et ce qui était annoncé s'est

1. *Ibid.*, p. 150.

2. *Ibid.*, p. 151.

3. « The Diplomatic Round », *The New-Yorker*, 24 août 1992.

produit. Pourquoi un tel acharnement de l'Allemagne? Une réponse argumentée est proposée par Marc Fisher dans le *Washington Post*¹ et est complétée par Sean Gervasi, professeur d'université, dans *Covert Action*² : « Dans l'après-guerre froide, les moyens d'expansion sont économiques, politiques et culturels plutôt que militaires. En Europe de l'Est, les grandes firmes allemandes et les banques sont rapidement devenues très actives, cherchant des faibles coûts de production, notamment salaires et impôts peu élevés. En 1991, le tiers du commerce entre Europe de l'Est et Europe de l'Ouest se faisait par l'Allemagne. Et l'Allemagne devint le premier investisseur dans l'Europe de l'Est, notamment en Tchécoslovaquie, Hongrie et Pologne. Les entreprises allemandes ont monté 1 500 joint-ventures en Pologne et 1 000 en Hongrie. Mais ce ne sont pas seulement des raisons économiques qui poussent l'Allemagne vers l'Est. Pour de nombreux Allemands, l'expansion a aussi un sens historique : le souvenir de l'empire austro-hongrois. Et peut-être plus inquiétante à propos de cette recolonisation partielle de l'Europe de l'Est est la campagne culturelle qui accompagne cette expansion économique. La promotion de la langue allemande, des livres allemands et de la culture allemande en général, est indéniable. »

Le général Pierre M. Gallois, l'un des pères de la force de frappe, tire de cette évolution une conclusion brutale : « La force du mark aidant, l'Allemagne manœuvre pour récupérer les territoires qu'elle gagna par les armes avant de les perdre par la défaite. [...] Bonn récompense les alliés slovènes et croates du

1. *Washington Post*, 16 février 1992.

2. *Covert Action*, n° 43, p. 45.

III^e Reich, met à l'index la Serbie, son ennemie, étend son influence vers le sud, impose sa volonté à une CEI dépendante des crédits allemands et, en dépit des réserves de ses partenaires occidentaux — tout aussi résignés — affirme son intention de recomposer l'Europe centrale à sa façon¹. »

La liste de ceux qui mettent en cause la responsabilité de l'Allemagne est donc longue et la qualité des signataires ne permet pas de penser qu'il s'agit là d'arguments à polémique ou de vision dépassée de l'Europe. Lorsque Mikhaïl Gorbatchev, Warren Christopher, François Mitterrand, Roland Dumas, Henry Wynaendts, Perez de Cuellar et le général Gallois affirment ce point de vue, il devient incontournable et peut être considéré comme définitif. En juin, menant enquête à Rome, je m'étais convaincu du rôle déterminant du Vatican. L'Allemagne, sans surprise, rejoignait le camp des accusés. Apparaît alors une question que je n'ai jamais vue posée : y a-t-il dans le jeu des forces européennes une alliance Allemagne-Vatican ?

Paris, juin 1993

Cette hypothèse d'une alliance entre l'Allemagne et le Vatican, ou d'une étroite relation confortée par une convergence d'intérêts, me perturbe. Ainsi énoncée, elle semble trop s'apparenter à des élucubrations de mauvais romans de politique-fiction. Mais s'il apparaissait que des indices sérieux permettaient de

1. *Le Quotidien*, 28 janvier 1993.

la supposer possible, alors bien des événements de ces dernières années trouveraient un nouvel éclairage.

De la rapide enquête que je fais sur ce sujet, je retiens deux éléments.

Le premier est un rappel, celui des conditions de l'élection de Jean-Paul II. L'événement remonte à octobre 1978, nous n'en avons plus une mémoire toute fraîche. Mais la lecture des journaux de l'époque est intéressante. Tous expriment une grande surprise à voir un Polonais désigné par le conclave. Et plusieurs signalent en effet la piste allemande. Ainsi, *La Croix*, quotidien bien placé en l'occurrence, écrit : « Selon la plupart des journaux italiens, les cardinaux allemands proposèrent le nom de Wojtyla. » Et l'on soulignait que, quelques mois avant son élection, celui qui allait devenir Jean-Paul II avait conduit une délégation polonaise venue rendre visite à l'épiscopat allemand. Et c'est en allemand, langue qu'il possède parfaitement, qu'il avait dit la messe dans la cathédrale de Cologne.

Le second élément de réflexion m'était totalement inconnu. Afin d'assurer l'indépendance des Églises en Allemagne, il est depuis longtemps demandé à chaque Allemand d'indiquer sa religion sur sa feuille de déclaration de revenu. L'obligation est surprenante mais elle permet à l'État de reverser, selon les Länder, de 8 % à 10 % des impôts aux Églises indiquées sur ces déclarations. Ce mécanisme fait de l'Église catholique allemande l'une des plus riches du monde, son budget en 1988 était de 20 milliards de francs.

Tout ne s'explique pas par l'argent, bien évidemment. Mais la puissance financière crée des droits et forme des obligés, tout aussi évidemment. L'hypothèse n'est donc pas prouvée mais elle ne peut être écartée.

Paris, 4 juillet 1993

L'engagement des intellectuels français dans le conflit yougoslave a, dès leurs premiers mots, provoqué un étrange malaise. Ils ont beau multiplier tribunes, déclarations et prises de positions, ils ne distinguent, lorsqu'ils se retournent, que la poignée de fidèles compagnons habitués à vivre dans leur sillage afin de récolter quelques pauvres miettes d'une gloire illusoire. Les appels à manifestation ne réunissent pas plus de monde qu'un congrès du parti radical-socialiste et les meetings à la Mutualité se tiennent devant des salles vides.

Il manque à cet engagement une dimension indispensable : l'authenticité. L'étonnant, l'in vraisemblable, est que parfois, emporté par une fugitive exigence de sincérité, nos intellectuels se confessent et avouent benoîtement. Bernard-Henri Lévy, le 22 septembre 1992 : « [...] La vraie question : celle de cette télévision que j'ai tant aimée et qui me le rend soudain si mal. Changement d'époque ? De style ? Pollution généralisée ? Locale ? Ce qui est sûr, c'est que j'ai vécu avec la télé, et que je ne la supporte plus. Je l'ai défendue contre les pisse-froid. C'est moi, maintenant, qu'elle rend malade. Je suis né d'elle et avec elle — et elle me renvoie, de moi, une image que j'exècre. Dire cela. L'écrire. En tirer, surtout, les conséquences. Mais je suis comme ces drogués qui supplient avant d'arrêter : " Un dernier ! je vous en prie, un tout petit shoot ! celui qui me fera vraiment planer !

et puis après, c'est promis : on ferme pour de bon¹ ! » »

Ici, il ne s'agit après tout que d'une forme nouvelle de cynisme, le cynisme souriant. Mais il est d'autres excès qui prêtent moins à rire. On se désole, en effet, de voir Alain Finkielkraut prendre la plume et tenter, avec maladresse, de prouver que Franjo Tadjman, président de Croatie, n'est pas antisémite. Celui-ci a écrit un livre, jamais publié en France, et dont le titre attribué est *Déroute de la vérité historique*. Cet ouvrage avait pour raison d'être la démonstration que les Croates avaient exterminé beaucoup moins de Serbes et de juifs qu'on ne le disait généralement. Démonstration révisionniste par nature même, jugée suffisamment dangereuse pour que Élie Wiesel la condamne sans appel. Alain Finkielkraut en prend la défense : « A-t-on lu ce livre ? Non. Les services de la propagande serbe ont traduit et envoyé aux principaux gouvernements et médias du monde quinze pages d'un ouvrage qui en comporte cinq cents (en France, c'est le gouvernement lui-même qui s'est chargé de sensibiliser les médias). Dans ces quinze pages, Tadjman remet-il en cause la réalité de l'extermination des juifs ? Non, il se livre à un examen critique des différentes sources relatives au nombre des victimes [...], il écrit que, jusqu'en 1944, l'administration interne du camp oustachi de Jasenovac était aux mains de détenus juifs au comportement souvent terrible ; et enfin, il fait grief aux juifs d'Israël de pratiquer à leur tour une politique de génocide envers les Palestiniens². »

Afin de trancher, il n'est d'autre moyen que d'aller au texte même. Voici la traduction de la page 320 du livre de Tadjman.

1. *La Règle du jeu*, septembre 1992, p. 10.

2. *Comment peut-on être Croate ?*, éditions Gallimard, p. 48.

« Selon Ciliga, c'est le caractère particulier de la religion des juifs qui explique leur conduite. Ils " gardaient jalousement le monopole de l'administration interne du camp " et " prenaient l'initiative lorsqu'il s'agissait de préparer et de provoquer des meurtres non seulement individuels mais de masse, parmi les non-juifs, communistes, partisans et Serbes " [...]. Cette dureté et cette irrationalité propres à l'Ancien Testament, ce double standard de Moïse, ces deux lois régissant une seule et même chose, selon qu'elle s'applique à un juif et à un non-juif, et pour finir le commandement suprême de Moïse [...]. " Dieu te commande d'exterminer les autres et de prendre leur place, puisque vous êtes le peuple élu ", — tous ces principes sont vivants d'une certaine façon dans ce groupe et " le gouvernement ". D'où leur impitoyable dureté et leur orgueil plein de confiance en soi : " Tu tues les autres pour te sauver, toi-même et ton groupe. " Comme ils sont, en moyenne, plus intelligents et plus éduqués que les autres, " les juifs règlent la question des meurtres mutuels d'une manière bien plus intelligente et prévoyante, à leur avantage ". De leur point de vue, tuer était " justifié non seulement par des raisons égoïstes, mais aussi par des raisons morales ". Le principe du monothéisme adopté par Moïse et le fait qu'il s'agissait du peuple élu faisaient que le peuple juif était tout à la fois la " plus fermée " de toutes les nations et " la plus universelle ". L'universalisme et l'internationalisme ne sont que l'un des monuments élevés au nationalisme juif. Et à Jasenovac, " ce n'est pas les non-juifs qui commencèrent par séparer les juifs d'eux-mêmes [...] mais ce sont les juifs qui, les

premiers, se séparèrent, en se proclamant le peuple choisi ». Comme ils sont séparés, « ils pensent comme un peuple séparé, ils pensent qu'ils ont le droit de faire ce qu'aucun autre peuple n'a le droit de faire [...] en s'imaginant qu'ils sont tellement plus intelligents que n'importe quel autre peuple, ils croient qu'ils pourront éternellement duper et jouer le monde entier ». Et c'est pour cette raison que « Jasenovac [...] *mutatis mutandis* représente l'histoire mondiale des juifs pour près de deux mille ans ». Les juifs provoquent envie et haine, mais tout particulièrement parce qu'ils sont « la nation la plus malheureuse dans le monde », toujours les victimes « de leurs propres ambitions aussi bien que de celles des autres nations », et quiconque essaie de montrer qu'ils sont eux-mêmes les causes de la tragédie juive est immédiatement classé parmi les antisémites, et s'attire la haine des juifs.¹ »

Malaise, malaise, mais s'il n'y avait que cela ! Le pire, sans doute, sur un strict plan intellectuel est l'absence de rigueur de pensée et il est stupéfiant, lorsque l'on prend le temps de lire leurs écrits, de constater que ces deux intellectuels qui sont à la pointe du combat et qui, bien souvent, marchent bras dessus, bras dessous, défendent en réalité des analyses diamétralement opposées. Bernard-Henri Lévy se fait l'apôtre du cosmopolitisme, Alain Finkielkraut prend fait et cause pour le droit à l'existence des petites nations au nom d'un nouveau nationalisme, dépouillé des taches du passé. Lisons-les !

1. *Déroute de la vérité historique*, Franjo Tudjman.

Bernard-Henri Lévy : « D'un côté une guerre opposant, que cela plaise ou non, deux nationalismes rivaux : que l'un des deux sorte opprimé, martyrisé, par le second ne donne pas, pour autant, envie d'en embrasser la cause ou les raisons. De l'autre, un nationalisme à nouveau, le plus mauvais des deux, le barbare — mais qui trouve, en face de lui, ce miracle d'un peuple mêlé, " d'origine diverse ", comme dit la Bible, où musulmans, croates, mais aussi serbes se battent, au coude à coude, contre les sauvages qui les assiègent : cette résistance impure, a-nationale, cosmopolite, cette résistance acharnée d'un peuple qui s'oppose, aussi, à l'idée même de nationalisme, comment ne pas s'y reconnaître¹ ? »

Alain Finkielkraut : « Il est vrai que les détracteurs des mouvements nationaux qui agitent l'Europe post-totalitaire ont le sentiment de combattre non la liberté, valeur qu'ils révèrent, mais la particularité devenue folle d'elle-même [...]. Cette accusation est révélatrice du particularisme des grandes nations, de leur égocentrisme décidément indéfectible² [...]. »

Et à ceux qui, en notre époque de marché unique, de concentration économique, de world music et de cosmopolitisme culinaire, considèrent comme anachronique ou barbare l'aspiration des petites nations européennes à exister sur la scène du monde en sujets de plein droit, il n'est pas de réponse plus belle ni plus juste que ces quelques lignes de *Vues sur l'Europe*, le livre écrit par André Suarès dans les sombres temps des années trente pour dénoncer le danger nazi : « Je dirai la grandeur des petites nations. Elles seules sont à l'échelle de l'homme. Les gros empires ne sont qu'à

1. *La Règle du jeu*, septembre 1992, p. 5.

2. *Comment peut-on être Croate?*, *op. cit.*, p. 40.

l'échelle de l'espèce [...]. Le sort du genre humain est lié à ces petites sociétés divines¹ [...]. Il me paraît malhonnête de traiter de fascistes tous les mouvements de revendication identitaire et de crier au national-populisme chaque fois qu'on entend prononcer le mot nation² [...]. De nos jours, Paris ne rayonne plus, la pensée qui s'y déploie ne fait plus aucune place à la nation³ [...]. Vive donc le petit nationalisme et à bas cette tendance au cosmopolitisme qui ronge tout : « Des médecins à l'environnement, en passant par les jeux, les pharmaciens, les reporters, la démocratie même, tout ce qui est bien de nos jours est ou doit être sans frontière⁴ ! » »

Si l'on sait lire correctement, on ne peut que constater l'opposition radicale de ces deux pensées et l'on s'étonne alors de voir nos deux jeunes philosophes marcher d'un pas commun dans des directions opposées. Il faut pour cela une souplesse que, dans sa sagesse, la nature ne permet pas. Et ce tissu de contradictions n'est qu'une autre forme du cynisme de ces lucioles trop attirées par les spots des télévisions.

Jugements trop vite formulés, refus du réel, tous deux sont à blâmer. A Bernard-Henri Lévy qui s'émerveille de « ce miracle d'un peuple mêlé où musulmans, croates, mais aussi serbes se battent, au coude à coude, contre les sauvages qui les assiègent », comment ne pas rappeler tout d'abord que ce peuple est prisonnier de par la volonté d'Izetbegovic. Qui sait, en effet, que depuis le début de la guerre, les milices musulmanes interdisent aux civils de quitter

1. Cité dans *ibid.*, p. 22.

2. *Ibid.*, p. 43.

3. *Ibid.*, p. 20.

4. *Ibid.*, p. 80.

la ville ? Et que chaque nuit, au péril de leurs vies, ils sont des dizaines à tenter de s'échapper en traversant la piste de l'aéroport ? Glorifier ce combat au coude à coude, c'est méconnaître cette réalité, c'est ignorer que les enfants de Sarajevo sont autant d'otages retenus pour assouvir le goût du pouvoir d'une poignée d'hommes. C'est, au nom d'une vision idyllique des choses, refuser le dur constat du quotidien. Ainsi rappelé par une dépêche de Reuter datée du 3 juillet :

LE « COMMANDANT CACO », SOUDARD OU JUSTE ?
par Kurt Schork

« Sarajevo, 3 juin, Reuter — La dernière plaie de Sarajevo, c'est un officier bosniaque dévoyé qui se fait une spécialité, et un malin plaisir, d'enlever les civils dans les rues pour leur faire creuser des tranchées sur le front.

Le « commandant Caco » a ainsi enrôlé de force des médecins, avocats, secrétaires d'État — jusqu'au responsable de la mobilisation dans la capitale.

Il ne fait pas de favoritisme. Son beau-frère et son propre frère ont eux aussi dû « aller au charbon ».

Quand la rumeur publique dit que Caco est en ville, les cafés se vident aussitôt. Les oisifs qui sirotaient tranquillement une bière un moment plus tôt se fondent sous les porches.

« S'il vous prend, il n'y a rien à faire », explique Samir, vingt-huit ans, qui s'est débrouillé depuis quatorze mois pour ne pas avoir à faire la guerre. « Vous partez pour le front et vous creusez trois mètres de tranchée. »

Caco évite les journalistes étrangers. Quant aux journalistes locaux, ce sont eux qui le fuient. Ils craignent d'avoir plus de chance d'obtenir une pelle qu'une interview.

Avec ses 2800 hommes, Caco a participé à certaines des plus dures batailles de la guerre. Blessé à plusieurs reprises, il a perdu plusieurs doigts de la main gauche et, du même coup, toute chance de reprendre sa carrière artistique.

Certains murmurent aussi qu'il peut aussi faire son deuil de sa carrière dans l'armée. La semaine dernière, sa décision de lancer une offensive contre le mont Trebevic sans aucun ordre supérieur a tourné au désastre.

Son unité a réussi un court moment à couper les lignes d'approvisionnement des Serbes, provoquant un déluge de feu sur la capitale.

Plus de 1300 obus ont plu sur Sarajevo en une seule journée, laissant 20 morts et plus de 150 blessés, des civils pour la plupart.

Au plus fort des combats, Caco a lancé un appel désespéré pour obtenir des renforts et des munitions. Il s'est heurté au refus de l'état-major. »

Évidemment, cet aspect des choses est difficile à saisir lorsque l'on passe à Sarajevo en coup de vent, le temps simplement de prendre la pose !

Quant à l'apologie de la douceur du petit nationalisme développée par Alain Finkelkraut, comment peut-il ignorer que ce petit nationalisme-là tue des enfants dans le monde entier ? En Arménie et en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Abkhazie, au Pays basque et en Estonie, au Kurdistan et au Tadjikistan. De la fréquentation de ces intellectuels, on revient désolé par tant de pauvreté de la pensée, par tant

d'irresponsabilité, par tant de légèreté. Il fut un temps où l'on s'amusait de leurs numéros de grandes consciences malheureuses, ce temps-là est fini car, ici, ils jouent avec des vies humaines. Et lorsque parfois, ils abandonnent leur goût de la facilité, approchant enfin ce qui est derrière l'apparence, l'amertume alors n'en devient que plus forte. Pourquoi, pense-t-on, n'ont-ils pas commencé par là ?

Ainsi, cette interrogation de Bernard-Henri Lévy : « [...] On peut imaginer un Vatican légitimement fier de sa victoire sur le communisme mais qui, la victoire acquise, retrouverait son vieil adversaire, bien plus ancien que l'autre, le seul peut-être, allez savoir ! qui ait jamais vraiment compté et qui s'appelle l'Église orthodoxe. Eh oui ! chers amis de la Bosnie... Nous pensons, nous, à Gorazde, Tuzla, Sarajevo. Nous en avons après Milosevic et ses supplétifs de Pale. Alors qu'il y a là-bas [au Vatican] des hommes qui lorsqu'ils disent " Serbie " pensent " orthodoxie " et qui, même s'ils pensent Sarajevo, ont la tête à Nicée ou à Antioche, et ne songent, en réalité, qu'au schisme de Photios ou au conflit de Cérulaire et de Léon IX. Le Vatican a ses idées fixes. La chance, pour une institution, d'avoir ses étoiles fixes¹. » Qu'en termes ampoulés, ces choses-là sont dites... mais enfin, elles le sont...

Il y a, pour comprendre le monde, et tenter d'agir sur lui, un champ intellectuel et géopolitique à explorer : celui des conflits dont les racines ne sont autres que religieuses. C'est un travail nouveau à faire, il est difficile, obscurci par de nombreux tabous et dangereux par ce qu'il peut révéler.

1. *Le Point*, 12 juin 1993, p. 106.

Mais il y a urgence et ce n'est pas là céder à un mot à la mode. Il y a urgence car ces conflits deviennent envahissants.

Cette première semaine de juillet simplement :

— 13 000 Albanais ont été expulsés de Grèce vers l'Albanie en représailles de l'expulsion d'Albanie d'un archimandrite grec.

— 35 personnes ont été tuées et 60 blessées, à Sivas, en Turquie, à la suite d'une manifestation islamiste contre la présence d'un écrivain qui avait l'intention de traduire *Les Versets sataniques* de Salman Rushdie.

— En visite à Athènes, Boris Eltsine, président de Russie, a exalté « les liens étroits spirituels, culturels des deux pays, unis par la religion chrétienne orthodoxe ».

— Reçu au Vatican, le président slovaque Michal Kovac a affirmé au pape que, dans son aspiration à l'indépendance, la Slovaquie s'était toujours sentie « encouragée » par l'Église catholique.

— Itzak Rabin, en visite à Paris, réaffirme que Jérusalem est la capitale naturelle d'Israël.

Bref, il y a, c'est une évidence, omniprésence du facteur religieux dans les conflits actuels. Il faut d'abord partir de cela et, s'ils avaient procédé ainsi, nos deux jeunes intellectuels auraient évité de se retrouver l'un, aux côtés d'un Tudjman révisionniste et l'autre, aux côtés d'un Izetbegovic incontestablement islamiste.

Paris, 6 août 1993, cinq échecs, trois craintes

A Genève, les négociations de paix marquent une pause. Elles reprendront lundi.

A Sarajevo, les Serbes de Bosnie proposent de remettre aux casques bleus les monts Igman et Bjelanisca. Mais ce n'est encore qu'une proposition.

En Italie, près de Venise, les forces aériennes de l'OTAN s'entraînent pour une éventuelle intervention. Mais chacun sait que celle-ci n'aura pas lieu.

A Belgrade, le patriarche Bartholomée de Constantinople, chef suprême de l'Église orthodoxe, donne sa bénédiction à une foule nombreuse depuis le balcon de la patriarchie de la capitale. Il s'entretiendra ce soir avec Slobodan Milosevic.

A Rome, le pape prépare son soixantième voyage. Il sera jeudi prochain dans le Colorado.

A Riyad, un Yéménite, du nom de Hussein Al-Kethiri, est décapité en public. C'est la soixante-deuxième exécution capitale depuis le début de l'année.

A Téhéran, la radio signale que l'Iran est prêt à envoyer immédiatement une division de 10 000

hommes en Bosnie. C'est la troisième fois que cette proposition est faite.

Sur le fleuve Amou-Daria, qui sépare l'Afghanistan du Tadjikistan, quarante combattants islamistes viennent d'être tués par des gardes-frontière russes. De tels affrontements sont maintenant quotidiens.

A Moscou, le vice-président russe Alexandre Routskoï se déclare convaincu que l'URSS renaîtra et que les peuples qui en faisaient partie retrouveront le nom de « peuple soviétique ». Il évoque le souvenir du « grand et puissant peuple soviétique ».

Sur l'écran de l'ordinateur, les informations venant de l'étranger apparaissent silencieusement, au rythme d'une dépêche toutes les deux minutes. Seul, un léger bip signale les « urgent ».

Le sentiment de désordre et d'instabilité émanant de ce flot d'informations est inévitable. Et grande devient la tentation d'affirmer que jamais le monde ne s'est trouvé dans une situation aussi fragile. Les discours sur le nouvel ordre mondial s'en trouvent justifiés dans le même temps qu'ils apparaissent inquiétants. Car plus on avance dans la volonté de compréhension de la crise yougoslave, plus on réalise que les fondements de nos valeurs et la structure de nos raisonnements sont décalés, parfois en porte à faux et souvent dangereux.

L'histoire de ce conflit est, pour l'Occident, l'histoire d'une série d'échecs.

Échec politique : l'Allemagne et le Vatican, pour leurs intérêts propres, ont fait exploser la Yougoslavie. La France, la Grande-Bretagne et les États-Unis n'ont pas su les contrôler.

Échec diplomatique : on savait que l'indépendance de la Bosnie entraînerait une guerre civile et aucun effort n'a été fait pour empêcher son déclenchement.

Échec intellectuel : les courants de pensée ont fait des alliances contre nature et ont cédé à la plus grande facilité.

Échec juridique : les concepts du droit occidental ne pouvaient s'appliquer à la situation de la Bosnie. L'entêtement des juristes a été catastrophique.

Échec journalistique : la réduction du conflit à un affrontement entre Serbes « cannibales » et musulmans « anges de la paix » a empêché une information objective.

La conjugaison de ces cinq échecs se traduit aujourd'hui par 150 000 morts et 2 millions de réfugiés. Sinistre gâchis dont il faut tenter de tirer une leçon car l'on sait bien que d'autres conflits de cette nature se profilent à l'horizon.

La pensée occidentale, depuis la chute du mur de Berlin, est devenue grosse de prétentions. Oubliant qu'elle émane de pays libres, riches et apaisés, et négligeant le prix payé pour atteindre cela, elle se veut universelle. Les critiques qu'elle suscite méritent d'être soulignées : « Nous mesurons aujourd'hui le dérisoire de cette prétention. Tout en fustigeant les idéologies, nous nous sommes enfoncés dans la nôtre, nous contentant d'une représentation du monde de plus en plus pauvre, selon laquelle nos principes (les droits de l'homme, l'émancipation individuelle) sont d'application automatique, pourvu qu'on les affirme avec insistance¹. » Le discours, le raisonnement cèdent alors la place à l'incantation : « Notre interventionnisme verbal ne manifeste pas l'intention de prendre en charge le réel mais plutôt le rêve de le

1. Paul Thibaud, ancien directeur de la revue *Esprit*, *Le Monde*, 16 juillet 1993.

conjurer, de le faire s'évanouir¹. » C'est pourtant bien avec le réel qu'il faudra se coltiner si l'on veut garder quelque chance d'avoir prise sur l'évolution du monde.

La démarche des Serbes et des Croates, basée essentiellement sur une volonté nationaliste et sur un fondement ethnique, est évidemment détestable. Elle renvoie au Moyen Âge, elle tire un trait sur des siècles de civilisation, elle est un crime contre la pensée. Mais une fois que l'on a dit cela, on n'a rien dit. Car l'obstination à nier la réalité ne fait guère progresser les choses. Les Serbes veulent vivre entre Serbes et les Croates entre Croates. C'est ainsi et l'on n'y peut rien.

Avec des degrés divers dans les affrontements et l'application de cette volonté, Serbes et Croates sont comme les Arméniens et les Azéris, les Tchèques et les Slovaques, les Flamands et les Wallons, les Abkhazes et les Géorgiens, les Israéliens et les Palestiniens, les Russes et les Estoniens, les Indiens et les Pakistanais, les Irlandais catholiques et les Irlandais protestants, bref ils expriment une revendication largement partagée sur le globe. Une revendication qu'il faut chercher à comprendre.

« Il est tout à fait légitime de rêver d'une Bosnie dont les habitants se sentiraient bosniaques avant de se sentir croates, serbes ou musulmans. Ce qui ne l'est pas, c'est de raisonner comme si la Bosnie de M. Izetbegovic avait jamais été en état d'accomplir ce rêve. Et ce qui est franchement irresponsable, c'est de prétendre fonder sur ce rêve une politique en sommant la communauté internationale, en général, et la France, en particulier, de réaliser ce rêve au

1. *Ibid.*

besoin par la force [...]. Au reste, les Français, moins que d'autres, sont en droit d'en juger. Une nation, à leurs yeux, se définit par le "vouloir vivre ensemble", il suffit que celui-ci soit absent pour que la Bosnie ne soit pas une vraie nation. Qu'on lui en ait reconnu les attributs relève d'une aberration dont on n'a pas fini de payer le prix [...]. Aucun peuple n'est tenu de s'assigner pour seule mission de donner corps aux utopies des intellectuels parisiens¹. »

« Dans les Balkans, l'autonomie politique est essentiellement, pour les peuples qui depuis des siècles craignent de disparaître, un moyen d'assurer leur survie [...]. On a beau jouer à Paris avec les nostalgies d'empire, les peuples qui en sortent sont avides d'un espace propre, d'une vie politique à l'échelon de leur communauté [...]. Appartenir à une nation indépendante, c'est être assuré qu'il ne peut pas vous arriver n'importe quoi, puisque la légalité dont vous relevez régule une solidarité dont vous êtes participant [...]. Le nouvel ordre idéologique européen voit dans la nation ethnique (la tribu!) une forme primitive et préfère la nation politique [...]. Or, pour les "Slaves du Sud", l'appartenance convaincante est ethnolinguistique [...]. Ce sont des communautés de ce genre qu'il faut aujourd'hui reconnaître et sécuriser en les territorialisant. On peut favoriser la modernisation de ces identités, non pas en inventer d'autres du jour au lendemain, ni implanter d'un coup chez elles le type de conscience nationale qui résulte à l'Ouest de mille ans de vie politique commune, dont un siècle ou deux de démocratie². »

Les voix de Gabriel Robin, ambassadeur de

1. Gabriel Robin, ambassadeur de France, *Le Figaro*, 16 juillet 1993.

2. Paul Thibaud, *op. cit.*

France, et de Paul Thibaud, ancien directeur de la revue *Esprit*, se croisent et se complètent dans la même logique d'un appel, ou d'un rappel, au réalisme. Elles sont détonantes dans le conformisme ambiant et posent les vraies questions : « N'est-il pas frappant que les Serbes bénéficient dans les faits de la plus grande tolérance alors qu'ils sont l'objet de la plus forte réprobation ? Cet écart ne mesure pas seulement notre manque de courage mais aussi l'absence de réflexion qui caractérise une politique au premier degré, faite de coups de médiatisations, de vantardises, de proclamations inconséquentes où l'Occident s'est enfoncé¹. »

Cette politique au premier degré, cette courte vision des choses, cet idéalisme dérisoire, ont déjà fait de nombreux dégâts.

Que l'on se souvienne de la guerre en Afghanistan ! Les appels lancés au nom des droits de l'homme étaient alors superbes. Et les jeunes Occidentaux qui, au risque de leurs vies, allaient aider et soigner les moudjahidin étaient merveilleux de témérité. Mais, aujourd'hui, l'ordre islamique règne à Kaboul et les femmes y vivent comme des être inférieurs. Tout cela était beau mais tout cela était faux.

Que l'on se souvienne de la décision du président Giscard d'Estaing d'accorder l'asile politique à l'ayatollah Khomeyni ! Le geste politique était d'une très belle tenue morale. Mais il donnait en même temps une stature internationale à une personnalité qui joua le rôle que l'on sait. Valait-il mieux là morale ou réalisme politique ?

Que l'on se souvienne de l'état d'urgence proclamé en Pologne en décembre 1981 ! Le général Jaruzelski

1. *Ibid.*

et ses lunettes noires devenaient le mal absolu et Claude Cheysson, ministre alors des Affaires étrangères, répondait à ceux qui le pressaient d'agir : « Bien sûr, nous ne ferons rien ! » Il fut vilipendé pour cette phrase alors qu'elle était peut-être la plus intelligente de celles entendues en une décennie. Bien sûr, qu'il fallait laisser les Polonais régler entre eux leur avenir. Et aujourd'hui, le général Jaruzelski vit et se promène tranquillement à Varsovie. Ses compatriotes savent qu'il a empêché une intervention soviétique.

Que l'on se souvienne de Tien An Men ! Les Chinois placés au ban de l'humanité pour la répression de la révolte estudiantine. Une répression atroce avec des corps d'enfants écrasés par les chars. Mais une répression qui a permis d'éviter l'implosion du pays. Aujourd'hui, la Chine se développe au rythme de 15 % l'an et sera sans doute l'une des premières puissances du XXI^e siècle. La démocratisation accompagnera inévitablement le développement économique et l'avenir des jeunes Chinois est bien plus souriant que celui des jeunes Russes. Dire cela est sans doute provocant et difficile à entendre. Mais est-ce faux ?

A-t-on oublié le ton des voix qui, il y a trois ans, conjuraient le général Aoun, au Liban, de continuer le combat ? N'aurait-il pas été plus sage de tenter de le convaincre de trouver sa place dans les accords de Taëf plutôt que de l'encourager dans son refus et de laisser les siens payer en vies humaines le prix d'une obstination aveugle ? Il est des soutiens qui, par excès d'idéalisme, deviennent criminels.

Les Kurdes forment un peuple attachant et il est bien qu'à Paris des prises de positions fermes soient énoncées. Mais n'auraient-on pas été mieux inspirés

de leur conseiller un accord en 1991, avec Bagdad, au moment où ils étaient assez forts et assez bien protégés pour obtenir beaucoup¹ ?

Épuisée par un discours humanitaire dont les excès sont presque totalitaires, la pensée occidentale appréhende le monde à travers un prisme déformé. Incapable de fournir un mode de compréhension, elle évacue ce qui lui résiste par la diabolisation et le recours aux anciennes chimères. Impuissante à saisir la réalité et à exercer une prise sur elle, elle se réfugie dans un appel à l'action armée. La pensée occidentale, manipulée par des professionnels à Washington, confortée par des télévisions qui flattent les ego, tourne à vide comme un somnambule ventriloque. Mais, dira-t-on, « sans espérance, quel est le sens de la vie collective ? Sans rêveurs candides, sans coureurs d'idéal, sans esprits chimériques refusant d'admettre la fatalité décrétée par les experts, comment s'évader du pessimisme et échapper à la civilisation du chaos² » ?

La réponse n'est autre que celle-ci : en maintenant ouvert le dialogue, en allant au plus près des faits, en s'efforçant de ne pas prendre des vessies pour des lanternes, en se souvenant que mal nommer les choses c'est ajouter au malheur du monde, en refusant la facilité des simplifications abusives, en se répétant, jour après jour, qu'il faut chercher à comprendre. En sachant que, dans le mal, tous les hommes sont mauvais.

Mais cela n'est pas suffisant. Il est des réformes de structures qui peuvent aider à aller mieux. Il y a quelques années, lors de la réunion à Paris de la

1. Ces deux derniers exemples sont inspirés de l'article de Ghassan Salamé, *Libération*, 13-14 février 1993.

2. Ignacio Ramonet, *Le Monde diplomatique*, août 1993.

CSCÉ, conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, le président François Mitterrand lança l'idée d'un Centre de prévention des conflits. L'idée servit à alimenter des discours et à fournir de la copie aux journalistes; elle en resta là. Pourquoi ne pas la réanimer?

Les médias dérapent, dit-on. Mais l'on sait par expérience que ceux qui exercent quelques responsabilités ont le nez collé sur l'événement et ne peuvent s'en dégager. Ils exercent leurs fonctions quelques années et les quittent épuisés, vidés, et aigris. Les grandes sociétés américaines ont des « boards » constitués d'anciens directeurs. Pourquoi n'y aurait-il pas dans les médias de telles institutions? Est-ce intelligent de mettre dehors tous les plus de cinquante ans, alors que leurs contacts, leur expérience, pourraient définir un cadre d'action?

Les intellectuels « déconnent », entend-on. Et c'est vrai. Mais pas tous. Si la scène médiatique est monopolisée par quelques individus, dont les excès et la légèreté ne sont plus à dénoncer, il existe, dans l'ombre de l'Université, de très belles intelligences qui ne demandent qu'à s'exprimer. Actuellement, la coupure est quasi totale entre Université et médias. Et pourtant, il ne serait guère difficile de créer des passerelles, d'établir des liens permanents. De toute façon, peu importe que cela soit facile ou non. Il s'agit d'une urgence.

D'une urgence, car de l'accumulation des facilités, des partis pris, des raccourcis et des outrances, trois crises se présentent à nous.

A Zagreb, un ferment fasciste s'alimentant à l'extrême droite allemande et puisant dans son passé suffisamment d'éléments pour que l'on en soit effrayé.

A Sarajevo, un ferment islamiste dont la base

culturelle et religieuse est certaine et dont on sait qu'à Téhéran, et ailleurs, ne manquent pas ceux qui sont prêts à souffler sur la braise.

A Belgrade, un ferment national-populiste de la pire espèce nourri par le mépris du monde et les injures venues d'ailleurs.

Le conflit en ex-Yougoslavie aura des répercussions à Berlin, Moscou, Istanbul et Téhéran d'autant plus importantes que l'on fera durer le conflit. Car cette enquête sur plus d'une année ne m'aura peut-être appris que cela : ce conflit irrigue de mauvaises artères, il fait perdre la tête aux intellectuels, il désapprend aux journalistes leur métier, il fortifie ceux qui font profession de manipulateurs des médias, il structure les réseaux du trafic d'armes, il exacerbe les conflits religieux, il rend idiots les hommes politiques, il développe dans l'opinion publique un sentiment d'impuissance et de frustration générateur de dépression.

Il faut apprendre à comprendre la montée de ces nationalismes, devenir capables d'analyser l'importance du religieux, avoir le courage de ne pas vouloir imposer nos valeurs universelles, en un mot, redevenir terre à terre. Et abandonner les idées donquichottesques. Et tout d'abord, cette folie de droit d'ingérence.

Lorsqu'il s'appelait croisade, le droit d'ingérence a fait des milliers de morts et les cicatrices saignent encore.

Lorsqu'il s'appelait colonialisme, le droit d'ingérence a cassé des peuples et des pays. Des continents, l'Afrique par exemple, ne s'en sont pas encore remis.

Lorsqu'il s'appelle cause humanitaire, le droit d'ingérence prend un diabolique plaisir à soigner les

blessés qu'il a fabriqués. Cela est vrai aujourd'hui en Somalie, au Kurdistan et en Yougoslavie.

Il n'est d'autre solution pour mettre un terme au sinistre gâchis des vies en Bosnie que de poser froidement les termes du conflit. La guerre est finie, les musulmans ont perdu. Ceux qui portaient le rêve d'une mini-Yougoslavie en Bosnie, aussi. C'est dramatique mais c'est ainsi.

Croates, Serbes et musulmans, l'aura-t-on assez compris, ne veulent plus vivre ensemble. Il faut donc les séparer. Et trouver d'autres moyens de séparation que la guerre. C'est dramatique mais c'est ainsi.

Cela est un choix difficile, désagréable et nauséabond, mais l'autre hypothèse est bien pire. Continuer dans le contexte actuel à maintenir Izetbegovic en survie artificielle, l'encourager à continuer un combat perdu, c'est tout simplement faire en sorte qu'il y ait tous les jours des enfants qui meurent.

Cela, Ghassa Salamé, directeur de recherches au CNRS, l'a parfaitement expliqué¹ : « La trêve n'est pas honteuse quand elle interrompt un processus de déchirement frénétique d'un tissu social. Laisées à elles-mêmes, des nationalités sont en train de violer pour humilier, de tuer pour nier, d'expulser pour ne plus voir. Leur auto-affirmation n'est qu'exclusion, négation, ostracisme. Mais, derrière la violence de leur geste, il faut voir la charge émotionnelle du voisin qui trahit, de l'ami qui déçoit, du partenaire qui triche. Ces déchaînements de violence sont moins le signe d'une haine de l'autre qu'un aveu honteux et embarrassé d'une longue intimité avec lui. La férocité des combats actuels est le signe d'une complicité passée et d'une résignation déjà assumée à une

1. *Libération*, 13/14 février 1993.

coexistence future. On est d'autant plus sanguinaire que l'on sait éphémère cette parenthèse de défoulement collectif qu'est une guerre civile. Aidons-les à fermer au plus tôt cette parenthèse plutôt que d'épouser complètement des causes auxquelles eux-mêmes ne croient qu'à moitié. »

Cela est parfaitement exprimé et peut servir de conclusion à cette longue enquête qui, sur douze mois, m'aura conduit à Sarajevo, Belgrade, Budapest, Rome, New York, Washington et Moscou. Tout au long de cette période, il ne se sera pas passé un jour sans que je ne sois visité par le doute. Il venait souvent le matin et revenait plus durement le soir. Un doute générateur d'angoisse, celle de se tromper, de se laisser abuser, bref d'être à son tour manipulé. De très nombreuses fois, bien sûr, la tentation d'abandonner fut à un doigt de l'emporter.

Si je n'y ai pas cédé, c'est pour une raison simple. Non pas la certitude d'avoir raison, cela je ne l'ai pas. Mais j'ai la conviction que ceux qui, comme moi, ont la possibilité de voyager, de rencontrer les acteurs d'un conflit, et à qui, par leur profession, il est donné de l'argent et du temps pour réfléchir, ceux-ci ont une dette à l'égard de la société. Rendre publiques les informations recueillies ici et là, présenter les documents glanés de quelque manière que ce soit, est une forme de paiement de cette dette. Je ne me sens pas le droit de garder par-devers moi ce que je crois savoir. Je suis las de cette information à deux vitesses, l'une pour la poignée d'adultes en charge du pouvoir, et l'autre pour le brave peuple supposé incapable de comprendre la complexité d'une tragédie humaine et à qui, pour cette raison, on n'offre qu'une version édulcorée, du simple niveau d'une bande dessinée.

ANNEXES COMMENTÉES

I

LES AVIS DE LA COMMISSION D'ARBITRAGE

La Communauté européenne, saisie des demandes de reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie, puis de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine, décida d'abord de faire étudier l'aspect juridique de ces demandes. Une commission d'arbitrage sur la Yougoslavie, composée de cinq présidents des cours ou des tribunaux constitutionnels européens, fut à cet effet constituée. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel français, en assura la présidence. Cette commission avait une mission officielle et une fonction officieuse.

La mission officielle était de répondre aux questions que lui posait le président de la Conférence pour la paix en Yougoslavie, à l'époque lord Carrington. Il s'agissait de définir les règles du droit à l'autodétermination, le tracé des frontières, la légalité d'une déclaration d'indépendance, les principes de protection des droits des minorités. Les réponses proposées sur ces points n'étaient que des avis, elles n'engageaient en rien les décisions de la Communauté européenne.

La fonction officieuse, par définition, n'a jamais été clairement énoncée. Mais des confidences recueillies ici et là, il ressort que cette structure devait servir à freiner les ardeurs germaniques à reconnaître ces nouveaux États. En d'autres mots, il s'agissait d'une astuce politique de la France pour gagner du temps. Paris avait une assez bonne vision des risques encourus par une, ou des, reconnaissances précipitées alors que Bonn s'impatiait. Arguer de la nécessité d'une étude juridique approfondie était un moyen poli et diplomatique de remettre à plus tard les décisions capitales.

Bien que n'ayant que des avis à présenter, la commission d'arbitrage portait une lourde responsabilité. Elle avait à se prononcer sur des problèmes nouveaux tout en sachant que ses réponses pourraient faire

jurisprudence, cela dans un contexte de grande instabilité internationale.

Dans son avis n° 3, par exemple, elle doit dire si des frontières internes, des limites administratives peuvent être considérées comme frontières au regard du droit international public, dans un processus d'accession d'un pays à l'indépendance.

Dans son avis n° 2, elle doit tracer les limites du droit à l'autodétermination. Et dans les avis ultérieurs, se prononcer sur la recevabilité des demandes de reconnaissance. Il est aujourd'hui généralement admis que les avis de cette commission ont abouti à un effet inverse à celui recherché : « éviter que l'indépendance et la stabilité des nouveaux États ne soient mises en danger par des luttes fratricides ». Il est permis de considérer que l'échec de ce travail provient d'une surestimation intellectuelle du raisonnement juridique occidental et d'une sous-information sur l'histoire et la culture des peuples en question.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
CONFÉRENCE SUR L'EX-YOUGOSLAVIE
AVIS DE LA COMMISSION D'ARBITRAGE

AVIS N° 2

11 JANVIER 1992

Le Président de la commission d'arbitrage a reçu, le 20 novembre 1991, une lettre par laquelle Lord Carrington, Président de la Conférence pour la Paix en Yougoslavie, saisissait la commission, pour avis, de la question suivante, posée par la République de Serbie :

« Les populations serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, en tant que formant l'une des nations constitutives de la Yougoslavie, bénéficient-elles du droit à l'autodétermination ? »

La commission a pris connaissance des mémoires, des observations et des documents communiqués respectivement par les Républiques de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, de Macédoine, de Monténégro, de la Slovénie, de la Serbie, la Présidence de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie (RSFY), et par l' « Assemblée du peuple serbe de Bosnie-Herzégovine ».

1. La commission considère que, dans l'état actuel de son développement, le droit international ne précise pas toutes les conséquences du droit à l'autodétermination.

Il est toutefois bien établi que, quelles que soient les circonstances, le droit à l'autodétermination ne peut entraîner une modification des frontières au moment des indépendances (*uti possidetis juris*), sauf en cas d'accord contraire de la part des États concernés.

2. Si, au sein d'un État, il existe un ou plusieurs groupes constituant une ou des communautés ethniques, religieuses

ou linguistiques, ces groupes ont, en vertu du droit international, le droit de voir leur identité reconnue.

Ainsi que la commission l'a souligné dans son avis N° 1, du 29 novembre 1991, rendu public le 7 décembre, en vertu des normes, maintenant impératives du droit international général, il appartient aux États d'assurer le respect des droits des minorités. Cette exigence s'impose à toutes les Républiques à l'égard des minorités établies sur leur territoire.

Dès lors, les populations serbes de Bosnie-Herzégovine et de Croatie doivent bénéficier de tous les droits reconnus aux minorités par les conventions internationales en vigueur, ainsi que des garanties nationales et internationales conformes aux principes du droit international et aux dispositions du chapitre II du projet de convention du 4 novembre 1991, accepté par ces Républiques.

3. En outre, l'article 1^{er} de chacun des deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme de 1966 établit que le droit d'autodétermination est un principe protecteur des droits de l'homme. En vertu de ce droit, chaque être humain peut revendiquer son appartenance à la communauté ethnique, religieuse ou linguistique de son choix.

Selon la commission, l'une des conséquences de ce principe pourrait être que, sur la base d'accords entre les Républiques, les membres des populations serbes de Bosnie-Herzégovine et de Croatie puissent, s'ils le désirent, se voir reconnaître la nationalité de leur choix avec tous les droits, et toutes les obligations en découlant à l'égard de tous les États concernés.

4. En conséquence, la commission d'arbitrage est d'avis :

— que les populations serbes de Bosnie-Herzégovine et de Croatie ont le droit de bénéficier de tous les droits reconnus aux minorités et aux groupes ethniques par le droit international et par des dispositions du projet de Convention de la Conférence pour la paix en Yougoslavie du 4 novembre 1991 que les Républiques de Bosnie-Herzégovine et de Croatie se sont engagées à mettre en œuvre ;

— que ces Républiques doivent faire bénéficier les membres de ces minorités et de ces groupes ethniques de

l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales reconnus par le droit international, y compris, le cas échéant, le droit de choisir leur nationalité.

Fait à Paris, le 11 janvier 1992.

AVIS N° 3

11 JANVIER 1992

Le Président de la Commission d'Arbitrage a reçu, le 20 novembre 1991, une lettre par laquelle Lord Carrington, président de la Conférence pour la Paix en Yougoslavie, saisissait la Commission, pour avis, de la question suivante posée par la République de Serbie :

« Les lignes de délimitation internes entre la Croatie et la Serbie, d'une part, et la Serbie et la Bosnie-Herzégovine, d'autre part, peuvent-elles être considérées comme des frontières au regard du droit international public ? »

La commission a pris connaissance des mémoires, des observations et des documents communiqués respectivement par les Républiques de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, de Macédoine, du Monténégro, de la Slovénie, de la Serbie, la Présidence de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie (RSFY) et par « l'Assemblée du peuple serbe de Bosnie-Herzégovine ».

1. La commission, dans son avis N° 1 du 29 novembre 1991, rendu public le 7 décembre, a constaté que « la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est engagée dans un processus de dissolution ». En conséquence, et prenant note du fait que les Républiques de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, parmi d'autres, ont demandé la reconnaissance internationale en tant qu'États indépendants, la commission est consciente que la question qui lui a été posée doit trouver sa réponse dans le contexte d'une situation fluide et mouvante, et considère qu'elle doit se fonder sur les principes et règles du droit international public.

2. En conséquence, la commission est d'avis que, dès lors que le processus de la RSFY aboutit à la création d'un ou plusieurs États indépendants, les problèmes de frontières, et, en particulier, ceux concernant les Républiques auxquelles se réfère la question posée, devront être résolus conformément aux critères suivants :

Premièrement — Les frontières extérieures devront être respectées dans tous les cas, conformément au principe rappelé dans la Charte des Nations unies, la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations unies (Résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée Générale des Nations unies) et par l'Acte Final d'Helsinki, et dont s'inspire l'article 11 de la Convention de Vienne du 23 août 1978 sur la succession d'États en matière de traités.

Deuxièmement — Les démarcations entre la Croatie et la Serbie, ou entre celle-ci et la Bosnie-Herzégovine, ou, éventuellement, entre d'autres États indépendants limitrophes entre eux, ne pourront être modifiées que par accord libre et mutuel.

Troisièmement — A défaut d'un accord contraire, les limites antérieures acquièrent le caractère de frontières protégées par le droit international. Telle est la conclusion à laquelle conduit le principe de respect du statu quo territorial et particulièrement celui de l'*uti possidetis juris* qui, bien qu'initialement reconnu dans le règlement des problèmes de décolonisation en Amérique et en Afrique, constitue aujourd'hui un principe présentant un caractère général comme l'a déclaré la Cour Internationale de Justice (affaire du Différend frontalier, Burkina Faso/République du Mali, arrêt du 22 décembre 1986, Recueil 1986, paragraphe 20, page 565) : « Ce principe ne revêt pas pour autant le caractère d'une règle particulière, inhérente à un système déterminé de droit international. Il constitue un principe général, logiquement lié au phénomène de l'accession à l'indépendance, où qu'il se manifeste. Son but évident est d'éviter que l'indépendance et la stabilité des nouveaux États ne soient mises en danger par des luttes fratricides... ».

Ce principe trouve d'autant plus aisément à s'appliquer entre les Républiques que, en vertu des alinéas 2 et 4 de l'article 5 de la Constitution de la RSFY, il avait été décidé que la consistance des territoires et les limites des Républiques ne pourraient être modifiées sans leur accord.

Quatrièmement — Aucune modification des frontières et des limites existantes établie par la force ne peut produire d'effets juridiques, conformément à un principe bien établi du droit international proclamé notamment par la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations unies (Résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée Générale), et par l'Acte Final d'Helsinki et rappelé par la Conférence de La Haye le 7 septembre 1991 et dans le projet de Convention de la Conférence pour la paix en Yougoslavie en date du 4 novembre 1991.

Fait à Paris, le 11 janvier 1992.

AVIS N° 4

SUR LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE
SOCIALISTE DE BOSNIE-HERZÉGOVINE PAR LA COMMUNAUTÉ
EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES

11 JANVIER 1992

Par une lettre en date du 20 décembre 1991, adressée au Président du Conseil des Ministres des Communautés Européennes, le *Ministre des Affaires étrangères de la République Socialiste de Bosnie-Herzégovine a demandé la reconnaissance de cette République par les États membres de la Communauté Européenne.*

La commission d'arbitrage a procédé à l'examen de cette demande en application des dispositions de la Déclaration sur la Yougoslavie et des Lignes directrices sur la reconnaissance de nouveaux États en Europe orientale et en Union Soviétique adoptées par le Conseil des Ministres de la Communauté européenne, le 16 décembre 1991, et des règles

de procédure qu'elle a adoptées à cette fin le 22 décembre 1991.

Aux fins du présent examen, la Commission a pris connaissance des documents suivants qui lui ont été adressés par la République socialiste de Bosnie-Herzégovine (R.S.B.H.) :

— Réponses au questionnaire de la Commission adressé aux Républiques concernées le 24 décembre 1991 ;

— Extraits des dispositions pertinentes de la Constitution de la R.S.B.H. de 1974, des amendements qui lui ont été apportés en 1990, de la Constitution de la République fédérative socialiste de Yougoslavie et du projet de Constitution en cours d'élaboration ;

— « Mémoire » et « Plate-forme » de l'Assemblée de la R.S.B.H., en date du 14 octobre 1991 ;

— Lettre du Président de la Présidence de la R.S.B.H., adressée à Lord Carrington, Président de la Conférence pour la Paix en Yougoslavie, le 27 décembre 1991, au sujet de la constitution d'une « Assemblée du peuple serbe en Bosnie-Herzégovine » ;

— Décision du Premier ministre de la R.S.B.H., du 8 janvier 1992, publiée au Journal Officiel par laquelle le Gouvernement s'engage à respecter les textes internationaux mentionnés dans les lignes directrices ;

— Réponses, en date du 8 janvier 1992, aux compléments d'information demandés par la Commission le 3 janvier 1992.

La Commission a en outre disposé de deux lettres adressées respectivement le 22 décembre 1991 et le 9 janvier 1992 par le Président de l' « Assemblée du peuple serbe en Bosnie-Herzégovine », et dont copie a été envoyée le même jour au Président de la Commission.

Au vu des éléments d'information dont elle dispose, le Rapporteur entendu, la Commission d'Arbitrage émet l'avis suivant :

1. Par un acte adopté séparément le 20 décembre 1991 par la Présidence et le Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine et publié au Journal Officiel de cette République le 23 décem-

bre, ces autorités ont accepté globalement tous les engagements envisagés par la Déclaration et les lignes directrices du 16 décembre 1991 ;

— Dans le même acte, ces autorités ont souligné que la Bosnie-Herzégovine accepte le projet de Convention de la Conférence de La Haye du 4 novembre 1991 et, en particulier, les dispositions de son chapitre II concernant les droits de l'homme et les droits des groupes nationaux et ethniques ;

— Par une décision en date du 8 janvier 1992, le Gouvernement de la R.S.B.H. accepte et s'engage à appliquer la Charte des Nations-Unies, l'Acte Final d'Helsinki, la Charte de Paris, la Déclaration Universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et tous autres actes internationaux qui garantissent les droits de l'homme et les libertés, et à respecter les engagements antérieurs de la R.S.F.Y. en matière de désarmement et de maîtrise des armements ;

— La Constitution en vigueur de la R.S.B.H. garantit des droits égaux aux « nations de Bosnie-Herzégovine — Musulmans, Serbes et Croates — et aux membres des autres nations et groupes ethniques vivant sur son territoire » ;

— La Constitution en vigueur de la R.S.B.H. garantit le respect des droits de l'homme et les autorités de Bosnie-Herzégovine ont communiqué à la Commission une liste des lois en vigueur mettant en œuvre ces principes ; elles ont en outre donné à la Commission l'assurance que la nouvelle Constitution, actuellement en préparation, garantirait pleinement les droits et libertés de la personne humaine ;

— De même, les autorités de la Bosnie-Herzégovine ont donné à la Commission l'assurance que la République n'avait aucune revendication territoriale à l'égard des pays voisins et était prête à se porter garante de leur intégrité territoriale ;

— Elles ont également réitéré leur soutien aux efforts de paix du Secrétaire général et du Conseil de Sécurité des Nations-Unies en Yougoslavie, et leur volonté de continuer à participer à la Conférence pour la Paix en Yougoslavie dans un esprit de coopération constructive.

2. La Commission a également relevé que, le 24 octobre 1991, l'Assemblée de la R.S.B.H. a adopté une « plate-forme » sur l'aménagement futur de la Communauté yougoslave ; d'après ce document, la R.S.B.H. est prête à adhérer à une nouvelle communauté yougoslave à deux conditions :

— que la nouvelle communauté comprenne au moins la Serbie et la Croatie ;

— qu'une convention soit signée dans le même temps pour reconnaître la souveraineté de la R.S.B.H. dans ses frontières actuelles. La Présidence de la R.S.B.H. a fait connaître à la Commission que cette perspective ne modifiait en rien sa demande de reconnaissance de sa souveraineté et de son indépendance.

3. La Commission constate :

a) que les déclarations et engagements qui précèdent émanent de la Présidence et du Gouvernement de la République socialiste de Bosnie-Herzégovine ; que cependant les membres serbes de la Présidence ne se sont pas associés aux déclarations et engagements qui précèdent ;

b) que d'après la Constitution de Bosnie-Herzégovine, modifiée par l'amendement LXVII, les citoyens exercent leurs pouvoirs par l'intermédiaire d'une Assemblée représentative ou le référendum.

Pour la Présidence et le gouvernement de la R.S.B.H., le fondement juridique de la demande de reconnaissance se trouve dans l'amendement LX ajouté à la Constitution de Bosnie-Herzégovine, le 31 juillet 1990. Cet amendement dispose que la République de Bosnie-Herzégovine est un « État démocratique souverain des citoyens égaux, des peuples de Bosnie-Herzégovine — Musulmans, Serbes et Croates — et des ressortissants d'autres peuples et d'autres nationalités vivant sur son territoire ». Cette déclaration, déjà contenue pour l'essentiel dans l'article 1 de la Constitution de 1974, n'apporte pas de novation sensible à l'état de droit antérieur.

Par ailleurs, hors du cadre institutionnel de la R.S.B.H., le 10 novembre 1991, le « peuple serbe de Bosnie-Herzégovine » s'est prononcé par voie de plébiscite en vue d'un

« État yougoslave commun ». Le 21 décembre 1991, une « Assemblée du peuple serbe de Bosnie-Herzégovine » a voté une résolution tendant à la formation d'une « République serbe de Bosnie-Herzégovine » dans le cadre d'un état fédéral de Yougoslavie si les communautés musulmane et croate de Bosnie-Herzégovine décidaient de « changer leur attitude envers la Yougoslavie ». Le 9 janvier 1992, cette Assemblée a proclamé l'indépendance d'une « République serbe de Bosnie-Herzégovine ».

4. En ces circonstances, la Commission d'Arbitrage est d'avis que l'expression de la volonté des populations de Bosnie-Herzégovine de constituer la R.S.B.H. en État souverain et indépendant ne peut être considérée comme pleinement établie.

Cette appréciation pourrait être modifiée si des garanties étaient apportées à cet égard par la République ayant formulé la demande de reconnaissance, éventuellement par voie de référendum, auquel seraient appelés à participer tous les citoyens de la R.S.B.H., sans distinction aucune et sous contrôle international.

Fait à Paris, le 11 janvier 1992.

AVIS N° 5

SUR LA RECONNAISSANCE DE LA RÉPUBLIQUE DE CROATIE PAR LA
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES

11 JANVIER 1992

Par une lettre en date du 19 décembre 1991, adressée au Président du Conseil des Ministres des Communautés européennes, *le Président de la République de Croatie a demandé la reconnaissance de cette République par les États membres de la Communauté européenne.*

La Commission d'Arbitrage a procédé à l'examen de cette demande en application des dispositions de la Déclaration sur la Yougoslavie et des Lignes directrices sur la reconnaissance de nouveaux États en Europe orientale et en Union

soviétique adoptées par le Conseil des Ministres de la Communauté européenne, le 16 décembre 1991, et des règles de procédure qu'elle a adoptées à cette fin le 22 décembre 1991.

Aux fins du présent examen, la Commission a pris connaissance des documents suivants qui lui ont été adressés par la République de Croatie :

— Réponses au questionnaire de la Commission adressé aux Républiques concernées le 24 décembre 1991 ;

— Document envoyé à l'appui de la demande de reconnaissance du 19 décembre 1991 et intitulé « Answers to the Declaration on Yugoslavia and to the Declaration on the Guidelines on the Recognition of New States in Eastern Europe and in the Soviet Union » ;

— Constitution de la République de Croatie du 22 décembre 1990 ;

— Rapport sur les résultats du référendum tenu le 19 mai 1991 ;

— Décision constitutionnelle sur la souveraineté et l'indépendance de la Croatie, du 25 juin 1991, confirmée par l'article 140, paragraphe 1 de sa Constitution ;

— Déclaration sur l'établissement de la souveraineté et de l'indépendance de la République de Croatie, du 25 juin 1991 ;

— Loi constitutionnelle sur les droits de l'homme et les libertés et sur les droits des communautés nationales et ethniques ainsi que des minorités en République de Croatie du 4 décembre 1991 ;

— Décision du Parlement, en date du 28 décembre 1991, soutenant la demande de reconnaissance de la République de Croatie présentée par le Président de la République de Croatie ;

— Lettre envoyée par télécopie le 11 janvier 1992 par le Président de la République de Croatie, en réponse à une demande d'information complémentaire formulée par la Commission le 10 janvier 1992.

Au vu des éléments d'information dont elle dispose, le Rapporteur entendu, la Commission d'Arbitrage émet l'avis suivant :

1. Dans ses réponses au questionnaire de la Commission, le Président de la République de Croatie répond positivement aux questions formulées quant à :

a) l'acceptation par cette République des Lignes directrices pour la reconnaissance des nouveaux États en Europe de l'Est et en Union Soviétique ;

b) son soutien aux efforts en faveur de la paix engagés par le Secrétaire général et le Conseil de Sécurité des Nations-Unies ainsi que par la Conférence pour la paix en Yougoslavie.

2. La Commission a demandé le 10 janvier 1992 à la République de Croatie de confirmer son acceptation de toutes les dispositions du projet de Convention de la Conférence pour la paix en date du 4 novembre 1991 et, en particulier, les dispositions du chapitre II, article 2-c (« *Special status* »).

La Commission constate que, dans sa réponse en date du 11 janvier 1992, le Président de la République de Croatie confirme que toutes les dispositions contenues dans le projet de Convention de la Conférence pour la paix en Yougoslavie ont été acceptées dans leur principe par la République de Croatie le 5 novembre 1991 et que celles-ci ont été reprises par la loi constitutionnelle du 4 décembre 1991.

3. En conséquence, la Commission d'Arbitrage est d'avis que :

— la loi constitutionnelle du 4 décembre 1991 ne recouvre pas intégralement toutes les dispositions du projet de Convention du 4 novembre 1991, notamment celles incluses dans le chapitre II, article 2-c, sous le titre « *Special status* » ;

— il incombe par suite aux autorités de la République de Croatie de compléter la loi constitutionnelle du 4 décembre 1991 à l'effet de satisfaire aux dispositions susvisées du projet de traité ;

— sous cette réserve, la République de Croatie remplit les conditions nécessaires à sa reconnaissance par les États membres de la Communauté européenne aux termes de la Déclaration sur la Yougoslavie et des Lignes directrices sur

la reconnaissance de nouveaux États en Europe orientale et en Union soviétique adoptées par le Conseil des Ministres de la Communauté européenne, le 16 décembre 1991.

Fait à Paris, le 11 janvier 1992.

II

LES TEXTES CACHÉS

Lors des violentes polémiques intellectuelles qui accompagnent la guerre cruelle en ex-Yougoslavie, il est fréquent que les uns et les autres fassent référence à trois textes.

Les anticroates stigmatisent le président Tadjman pour son livre Déroute de la vérité historique, qualifié d'ouvrage antisémite et révisionniste.

Les antimusulmans dénoncent le président Izetbegovic pour sa Déclaration islamique écrite en 1970 et réimprimée en 1990.

Les antiserbes citent le Mémorandum de l'Académie des Sciences de Belgrade comme étant la doctrine de la Grande Serbie et de la purification ethnique.

L'étonnant dans le nombre des références faites de ces textes est qu'il n'y a sans doute pas plus d'une dizaine de Français à les avoir lus. Pour la simple raison qu'ils ne sont pas traduits et diffusés en France.

Reproduire ces textes en annexe est impossible. D'abord parce qu'ils sont plus ou moins volumineux : la Déroute compte plus de cinq cents pages, le Mémorandum quatre-vingts pages en caractères serrés et la Déclaration, une bonne trentaine. Cela pose également un problème juridique : reproduire un texte révisionniste tombe sous le coup de la loi.

J'ai donc pris le parti de présenter seulement les deux premières pages du Mémorandum et de la Déclaration. Les textes complets seront remis à la Fondation nationale des sciences politiques ainsi que l'ensemble des documents qui ont alimenté cette enquête. Leur accès sera donc possible dans un cadre institutionnel et universitaire. La volonté de reproduire seulement les deux premières pages est d'abord technique (problème de place) et s'appuie ensuite sur ma conviction que l'on juge assez vite du ton d'un texte et de son intérêt par la lecture des premières lignes.

ALIJA IZETBEGOVIĆ
Président de la Présidence de Bosnie et Herzégovine

Titre original : *ISLAMSKA DEKLARACIJA*
Sarajevo 1990

Traduction intégrale :

DÉCLARATION ISLAMIQUE

Un programme d'islamisation
des Musulmans et des peuples musulmans

NOTRE BUT : L'islamisation des Musulmans
NOTRE DEVISE : Croire et se battre

La déclaration que nous rendons publique aujourd'hui ne constitue nullement une lecture qui doit prouver aux étrangers ou à ceux qui doutent, la supériorité de l'Islam sur tel ou tel système, sur tel ou tel groupe d'idées.

Elle s'adresse aux Musulmans qui savent où est leur appartenance et qui dans leur cœur ressentent clairement de quel côté ils se tiennent. Cette déclaration représente pour eux un appel à tirer les conséquences nécessaires de cet amour et de cette appartenance.

Le monde musulman se trouve dans un état d'ébullition et de changements. Une chose est sûre : quelle que soit l'apparence de ce monde, quand les changements le feront sortir du premier cercle, il ne sera plus celui de la première moitié de ce siècle. L'époque de la passivité et de la paix est révolue à jamais.

Tous, et surtout les puissants étrangers de l'Est et de l'Ouest, cherchent à profiter de cette période de changements et de mouvements. A la place de leurs armées, ils infiltrèrent leurs idées et leurs capitaux, et par cette nouvelle forme d'influence, essaient de nouveau d'atteindre le même

but : assurer leur présence et maintenir les peuples musulmans dans un état d'impuissance spirituelle et matérielle et de dépendance politique.

La Chine, la Russie et l'Occident se disputent pour savoir qui dominera telle partie du monde musulman. Leur dispute est insensée. Le monde musulman appartient non à eux, mais aux peuples musulmans.

Car un monde de 700 millions d'hommes, qui possède d'énormes ressources naturelles, occupe une toute première place géographiquement, est de surcroît l'héritier d'une colossale tradition culturelle et politique, et qui est le porteur de la pensée vivante islamique, ne peut rester longtemps dans une position de mercenaire. Aucune puissance ne pourra empêcher la nouvelle génération musulmane de mettre fin à cette situation anormale.

C'est ainsi persuadés que nous annonçons à nos amis et à nos ennemis que les Musulmans ont décidé de prendre en main et de réaliser selon leur conception, le destin du monde islamique.

De ce point de vue la déclaration ne contient pas d'idées que l'on pourrait considérer comme entièrement nouvelles. Elle est la synthèse des idées que l'on entend de plus en plus fréquemment un peu partout et qui ont une même valeur dans toutes les parties du monde musulman. Mais sa nouveauté tient dans son exigence que les programmes et les idées soient placés dans une action organisée en vue de leur réalisation.

La lutte pour ces nouveaux buts n'a pas commencé aujourd'hui. Bien au contraire, son histoire connaît déjà ses martyrs sur des pages entières de victimes et de souffrances. De nombreux individus et de courageux petits groupes affrontant les puissantes forces du paganisme se sont aussi sacrifiés. L'ampleur et la difficulté du problème exige maintenant une action organisée pour et par des millions de personnes.

Nous consacrons notre message au souvenir de nos amis tombés pour l'Islam.

Sarajevo 1970 Dzumadel-ula, 1390

Voulons-nous que les peuples musulmans cessent de tourner en rond et sortent du cercle de la dépendance, de l'arriération et de la pauvreté ;

voulons-nous que de nouveau d'un pas sûr, ils s'engagent sur la voie de la dignité, de la culture, et qu'ils deviennent les maîtres de leur destin ;

voulons-nous que de nouveau jaillissent pleinement les sources du courage, du génie et des vertus ?

En ce cas, montrons le chemin qui mène à ce but : la réalisation de l'Islam dans tous les domaines de la vie privée des particuliers, dans la famille et dans la société, par la renaissance de la pensée religieuse islamique, et la création d'une communauté islamique unique, du Maroc à l'Indonésie.

Ce but peut sembler impensable et lointain, mais il est réel, car il est le seul à être du domaine du possible. Par contre, tout programme non islamique peut sembler proche et à la portée du but, mais il est pour le monde islamique une pure utopie, parce qu'il repose sur le domaine de l'impossible.

L'histoire démontre un fait clair : l'Islam est la seule pensée qui a pu émouvoir l'imagination des peuples musulmans et susciter en eux la dose de discipline nécessaire, inspiration et énergie. Aucun autre idéal, étranger à l'Islam, n'a jamais pu exercer un effet important ni dans le domaine de la culture, ni dans celui de l'État. En réalité, tout ce qui, dans l'histoire des peuples musulmans, constitue un souvenir de grandeur et de valeur, a été créé sous l'égide de l'Islam. Quelques milliers de véritables guerriers islamiques ont, à eux seuls, forcé l'Angleterre dans les années cinquante à se retirer de Suez, alors que les armées unies des régimes nationalistes arabes perdent pour la troisième fois la bataille contre Israël. La Turquie en tant que pays islamique, a régné sur le monde. La Turquie en tant que copie européenne, représente un pays de troisième ordre comme il y en a une centaine de par le monde.

Un peuple, comme un individu, qui a accepté l'Islam, est incapable de vivre et de mourir pour n'importe quel autre idéal. Il est inconcevable qu'un musulman puisse se sacrifier

pour n'importe quel empereur ou président, quel que soit son nom, ou bien à la gloire de quelque nation, parti ou quoi que ce soit de semblable, car son intuition islamique le fait distinguer les sortes d'athéisme et d'idolâtrie. Le Musulman ne peut que mourir au nom d'Allah et pour la gloire de l'Islam, ou bien désertier le champ de bataille.

En conséquence, les périodes de passivité et de stagnation correspondent à une absence d'alternative islamique ou bien à une incapacité des milieux musulmans à emprunter cette voie ascendante. Elles sont l'expression négative du monopole spirituel que l'Islam a sur le monde islamique.

Acceptant cet état de faits comme l'expression de la volonté divine, nous affirmons clairement que le monde islamique ne peut se renouveler « sans » et « contre » l'Islam. L'Islam et ses conséquences sur la place de l'homme dans le monde, sur la mort et sur les rapports entre l'homme et Dieu, entre l'homme et l'homme, restent l'irremplaçable et durable fondement éthique, philosophique, idéologique et politique de toute action véritable en vue du renouveau et de l'amélioration de l'état des peuples musulmans.

L'alternative est claire : ou bien un mouvement en vue du renouveau islamique, ou bien la passivité et la stagnation. Pour les peuples musulmans, il n'existe pas de troisième possibilité.

L'ARRIÉRATION DES PEUPLES MUSULMANS *Conservateurs et Modernistes*

L'idée du renouveau islamique, avec sa conception des capacités de l'Islam non seulement à éduquer l'homme mais à ordonner le monde, aura toujours des adversaires parmi deux catégories de gens : les conservateurs qui réclament les anciens modèles, et les modernistes qui aspirent aux modèles étrangers. Les premiers précipitent l'Islam dans le passé, les seconds lui préparent un avenir qui n'est pas le sien.

En dépit de leurs grandes différences, ces deux catégories d'hommes ont quelque chose en commun : l'une et l'autre

voient seulement la religion dans l'Islam, ils comprennent ce mot dans son acception européenne : une certaine insuffisance pour la finesse et la logique de la langue, mais plus encore, une incompréhension de l'Islam et de son rôle dans l'histoire et dans le monde, qui les amène à traduire le *din* islamique par « religion », ce qui est, pour une raison particulière, tout à fait erroné. [...]

MÉMORANDUM
DE L'ACADÉMIE SERBE
DES SCIENCES ET DES ARTS

Belgrade, septembre 1986

Ce document n'a jamais été publié en Yougoslavie, il n'a été diffusé que sous le manteau, et il n'a jamais été reconnu officiellement par l'Académie serbe des sciences et des arts.

La stagnation dans le développement de la société, les difficultés économiques, les tensions sociales accrues et les conflits ouverts entre les nations suscitent une profonde inquiétude dans notre pays. La crise a gagné non seulement le système politique et économique mais aussi le régime. Les phénomènes suivants sont ordinaires : l'inactivité et l'irresponsabilité au travail, la corruption et le népotisme, l'absence de garanties juridiques, l'arbitraire bureaucratique, le non-respect de la loi, la méfiance croissante et l'égoïsme de moins en moins scrupuleux des individus et des groupes. L'effritement des valeurs morales et du prestige des institutions dirigeantes de la société, le manque de confiance dans les compétences de ceux qui prennent les décisions s'accompagnent de l'apathie et de l'exaspération du peuple, de l'aliénation de l'homme de la rue par rapport aux dirigeants et aux symboles du régime. Un examen objectif de la réalité yougoslave laisse penser que la crise actuelle pourrait ébranler la société ce qui aurait des conséquences imprévisibles, on ne peut exclure une issue catastrophique : la désintégration de la communauté étatique yougoslave. Personne n'a le droit de fermer les yeux sur ce qui se produit et sur ce qui pourrait arriver. Notamment l'institution scientifique et culturelle la plus ancienne du peuple serbe

n'en a pas le droit. L'académie serbe des sciences et des arts considère qu'il est de son devoir, en cet instant fatidique, de faire connaître ses vues sur la situation dans laquelle se trouve notre société, convaincue qu'ainsi elle contribue à trouver une solution aux problèmes actuels. La nature de ce document cependant ne permet pas de s'écarter des questions-clés de la réalité yougoslave.

LA CRISE DE L'ÉCONOMIE ET DE LA SOCIÉTÉ YOUGOSLAVES

1. *La crise économique*

La crise économique dure depuis 5 ans déjà, et la sortie de la crise n'est pas en vue. Avec un taux de croissance du produit social de 0,6 % par an sur la période 1981-85, la Yougoslavie s'est trouvée parmi les pays les moins dynamiques du monde sur le plan économique. Les autres indices de développement ne sont pas plus consolants. Le chômage de près d'un million de personnes ferme à la jeune génération la perspective de résoudre ses problèmes existentiels dans un avenir proche. Des raisons sociales ont déterminé les mesures en faveur de la croissance de l'emploi. Cependant, cet accroissement, dans les conditions de la stagnation de la production, a eu pour conséquence une baisse de la productivité du travail. L'accumulation brute et le revenu individuel réel ont diminué d'un tiers. L'excédent de la balance des paiements, finalement atteint grâce à la politique du cours réel et à des restrictions sur toutes les formes de consommation, est le seul résultat positif des efforts faits pour surmonter la crise. Mais il faut juger le maintien des liquidités en devises à la lumière de l'importance de l'endettement, de la perte de l'indépendance économique du pays dans la conduite de la politique économique et même de la politique de développement ainsi qu'à la lumière de l'état de plus en plus déplorable de l'économie, économie qui n'arrive pas à devenir rentable et efficace. Dans cette situation se développe l'inflation qui détruit tous les critères économiques, tout en montrant l'incapacité de la société à canaliser les flux économiques. Il est particulièrement inquiétant que la politique officielle évite de reconnaître les causes véritables

de la crise économique, sans quoi il est impossible de prendre des mesures correctes en vue du rétablissement de l'économie. Cette dérobade est d'autant moins compréhensible que les analyses économiques ont déterminé les causes de la crise.

Plus le temps passe, plus il est clair qu'il est impossible de sortir de la crise sans opérer des changements fondamentaux dans le système économique et politique. Contrairement aux tentatives faites pour ramener les causes de la crise à une réaction inadéquate de la politique économique dans la période 1976-80, les analyses ont montré qu'il faut chercher les origines de la crise dans les années 60, quand le développement économique a commencé à faiblir pour s'arrêter en 1980. La réforme économique d'alors avait pourtant de bonnes intentions : débureaucratiser l'économie, donner plus d'espace au marché, éliminer la disparité des prix, intégrer l'économie yougoslave dans l'économie mondiale. Malheureusement, seule la disparité des prix a été réduite, mais pas éliminée, tandis que les autres intentions n'ont pas été réalisées même partiellement. Au contraire, non seulement ont persisté les improvisations malheureuses dans la stratégie du développement et les solutions boiteuses dans le système économique mais elles se sont même multipliées.

Le développement économique s'est trouvé dès les années 60 à un carrefour, quand en 1964 a été supprimé le plan quinquennal 1961-65, qui, dans son empressement à remédier aux goulots d'étranglement, a posé comme tâche principale la croissance de la production des matières premières et d'énergie. On n'a pas réussi jusqu'à aujourd'hui à supprimer ces goulots d'étranglement. Pour compléter le tout, la stratégie de développement a été à l'origine de deux grands échecs. Premièrement, elle n'a pas tenu compte de l'exigence de base du développement optimal de l'économie qui est d'utiliser les facteurs économiques selon leur disponibilité. Tout en se décidant en faveur d'un usage plus grand du capital social, qui est dans notre pays le facteur le plus rare, la stratégie de développement a épargné le travail vivant qui est le facteur de production le plus abondant. La Yougoslavie n'est pas entrée dans la division internationale

du travail avec le facteur qui lui donne des avantages comparatifs. Pour cette raison, le développement économique fut inévitablement non-optimal et on ouvrit la voie à une extension explosive du chômage. La deuxième erreur de stratégie fut d'espérer que la hausse des revenus individuels réels, sans prendre d'autres mesures complémentaires, devienne un puissant moteur de la hausse de la productivité du travail, à l'instar des pays développés. Cependant, appliquer ce schéma dans les conditions yougoslaves se révéla rapidement être une erreur entraînant de nombreuses conséquences sur le plan économique.

On a commis notamment beaucoup de fautes, dans le choix des décisions fondamentales concernant le système économique. Tout d'abord, la planification fut détruite. Il n'y eut pas de plan quinquennal pour la deuxième moitié des années 60, et les plans quinquennaux suivants, sans le soutien nécessaire en moyens et en actes, sont restés des déclarations qui n'engageaient personne. La suppression de la planification a supprimé les fonctions de coordination de la fédération, tandis que l'obstruction faite aux forces du marché a, elle, étouffé l'initiative économique. Autrement dit, l'économie ne fut ni orientée, ni abandonnée aux lois de l'autogestion. La tentative de remplacer le plan et le marché par la concertation s'est avérée totalement inopérante. Un système dans lequel tous doivent s'entendre avec tous sur tout n'avait aucune chance de bien fonctionner. Pour cette raison, il fallut faire appel aux « forces subjectives » et entreprendre une campagne de propagande politique pour réguler les flux économiques.

La décentralisation, à l'origine conçue comme une libération de l'économie vis-à-vis des forces bureaucratiques, a dégénéré en une désintégration de l'économie par territoires et par branches. Se sont créés huit espaces économiques avec des économies nationales et une assise idéologique. Le marché yougoslave unitaire fut ainsi brisé. Les républiques et les provinces autonomes ont de plus en plus protégé et fermé leurs économies. Sur cette républicanisation de l'économie s'est greffé le morcellement des entreprises existantes en organisations de base du travail associé. Les entreprises

émiettées réclamaient l'intégration pour profiter des avantages que donne une économie de grande dimension mais elles ont vécu, avec l'émancipation des organisations de base du travail associé, un morcellement encore plus grand. Ainsi deux formes de désintégration ont entraîné l'économie sur des voies anti-historiques de développement. Rien de pire ne peut arriver à une économie.

Les échecs dans la stratégie de développement, dans la mesure où on peut parler en général de stratégie pensée, comme beaucoup de défauts du système économique se sont exprimés dans la chute non seulement du taux de croissance de la production et de l'emploi, mais aussi dans la qualité de la production, alors que le succès de nombreuses autres idées de la réforme économique dépendait de la croissance. Le taux de croissance de la productivité individuelle du travail dans la période 1966-79, alors qu'on tentait d'introduire un développement intensif, a été inférieur à celui de la période de développement extensif des années 1953 à 1965. La motivation des ouvriers à augmenter la productivité du travail n'a pas été renforcée en dépit de la hausse brutale du revenu individuel réel. Cette tendance inattendue pour les décideurs de la politique économique, si elle montre la fragilité de la conception selon laquelle la croissance de la consommation individuelle est insuffisante pour mettre en mouvement le développement dans son entier, montre les faiblesses inévitables de « l'économie de concertation », adoptée officiellement, privée d'instruments de contrainte économique sur le travail.

La productivité du capital social a connu un sort encore plus mauvais. L'efficacité des investissements après 1965 a commencé à chuter rapidement. Du fait des erreurs commises dans le système économique, les entreprises et les communautés socio-politiques ont pris des décisions, notamment en matière d'investissement, sur la base de signaux erronés. L'autarcie des économies des républiques et des provinces n'a pas pris en considération ce que serait la structure optimale de l'économie yougoslave, ni n'a tenu compte du danger de créer des capacités de production superflues. Les crédits d'investissement, que l'inflation a en majeure partie [...].

III

LES AVERTISSEMENTS À L'ALLEMAGNE

L'impatience allemande à retrouver sa zone d'influence traditionnelle en Slovénie et en Croatie était telle que ses partenaires européens et occidentaux durent multiplier les mises en garde.

Celles-ci furent exprimées officiellement mais non publiquement car la crainte majeure était de mettre au grand jour un désaccord fondamental entre Bonn et les autres capitales européennes.

Afin de souligner la précision de ces mises en garde, voici deux extraits de correspondance entre le Secrétaire général des Nations unies et, d'une part, le président du Conseil des ministres des Douze et, d'autre part, Hans-Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères de la RFA.

L'Allemagne était donc informée des risques qu'elle ferait courir en reconnaissant précipitamment la Slovénie et la Croatie. Elle n'a pas voulu tenir compte de ces avertissements et porte ainsi une lourde responsabilité dans ce conflit.

Secrétaire général
Nations unies

10 décembre 1991

Son Excellence
M. H. Van den BROEK
Ministre des Affaires étrangères
du royaume des Pays-Bas

Cher Ministre,

Je souhaite vous faire partager mes préoccupations à propos de la situation en Yougoslavie.

(.....)

Dans le rapport qu'il m'a remis aujourd'hui, M. VANCE exprime une très forte appréhension concernant la possibilité d'une reconnaissance prématurée de l'indépendance de certaines Républiques yougoslaves et des effets qu'un tel mouvement pourrait avoir sur les autres Républiques. Les leaders de Bosnie-Herzégovine et de Macédoine étaient parmi les nombreuses personnalités politiques et militaires qui, la semaine dernière, ont exprimé à M. VANCE leurs très fortes inquiétudes à ce sujet. Plus d'un, parmi ces interlocuteurs de très haut niveau, ont décrit les conséquences possibles d'un tel développement comme étant une « véritable bombe à retardement ».

(.....)

Je crains profondément qu'une reconnaissance trop rapide, ou sélective, puisse étendre le conflit actuel et alimenter une situation explosive, notamment en Bosnie-Herzégovine et en Macédoine. Je crois, pour cette raison, que toute action non coordonnée doit être évitée.

(.....)

Je vous prie d'accepter, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Javier Perez de Cuellar



Secrétaire général
Nations unies

14 décembre 1991

Son Excellence
M. Hans-Dietrich GENSCHER
Vice-chancelier et ministre
des Affaires étrangères de la RFA

Cher Monsieur le Ministre,

J'ai reçu votre lettre du 13 décembre dans laquelle vous faites référence à ma lettre du 10 décembre adressée à Monsieur le Ministre Van den BROEK, actuel président du Conseil des ministres de la Communauté européenne.

(.....)

Permettez-moi de vous rappeler qu'en aucune manière, ma lettre ne soutient qu'une reconnaissance de l'indépendance de l'une des Républiques de l'ex-Yougoslavie devrait être rejetée ou repoussée indéfiniment. (.....) La préoccupation qui est toujours la mienne est liée aux conséquences d'une reconnaissance sélective et non coordonnée. Dans ce contexte, je ne peux ignorer l'absence dans votre lettre de toutes références à la position adoptée en commun par vous et vos collègues de l'Europe des Douze, le 8 novembre 1991 à Rome. Vous vous souviendrez que la Déclaration produite par les Douze à cette occasion précisait que : « la perspective d'une reconnaissance de l'indépendance des Républiques le souhaitant peut uniquement être envisagée dans le cadre d'un règlement général. »

En outre, vous êtes sans aucun doute informé du contenu des lettres envoyées par Lord Carrington, président de la conférence, le 2 décembre au ministre Van den BROEK, dans laquelle Lord Carrington estimait qu'une reconnaissance prématurée et sélective « conduirait très certainement à l'éclatement de la Conférence de Paix ».

Je crois également que vous êtes informé de la grave préoccupation exprimée par les présidents de Bosnie-Herzégovine et de Macédoine aussi bien que par de nombreuses

autres personnalités, sur une reconnaissance prématurée, qui pourrait entraîner un élargissement du conflit actuel.

(.....)

Vous comprendrez, j'en suis sûr, qu'il est de mon devoir de vous exprimer ces préoccupations.

(.....)

Je vous prie d'accepter, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Javier Perez de Cuellar

IV

LE TRAFIC DES ARMES

La présentation de ce type de document suscite inévitablement la question : « Mais comment vous les êtes-vous procurés ? » Et à cette question, on ne peut jamais répondre. Le récit de la rencontre à Budapest n'est évidemment qu'une toute petite partie de la réalité.

Quelle est alors la crédibilité de ce type de document ? Elle est, selon moi, entre assez forte et très forte. Pour deux raisons :

— La première tient à la nature des sources. Et je ne peux les dévoiler.

— La seconde découle du fait que plusieurs journaux ont signalé telle ou telle partie de ce trafic sans être démentis.

Enfin, je sais, sans pouvoir en dire plus, que certains bureaux du building des Nations unies à New York contiennent bien d'autres documents de cette nature.

NO OF PAGES: 1

S. U. [redacted]
FAX +42-2-232 [redacted]
Tel. +42-2-232 [redacted]
+42-2-991 [redacted]

Davor G. [redacted] / Boris C. [redacted]

FAX +38-41 [redacted]

Mr. Englez je spreman da dođe u Pragu u četvrtak. Tada se možete i vi s njim sastići. Molim vas potvrdite mi da li ste spremni - de facto - ispuniti njegove uslove. Ja mu moram odgovoriti sutra (ponedjeljak) do 18.00. Ukoliko mi ne odgovorim on neće doći u Prag. On lakoter ne želi nikoga (osim mene) primiti u Engleskoj ili drugdje.

Najljepše pozdrave S. U. [redacted]

1/ Davor G./Boris C.

Monsieur l'Anglais est prêt à venir à Prague jeudi. A cette occasion, vous pourrez aussi le rencontrer. Veuillez me confirmer si vous êtes prêt — de facto — à remplir ses conditions. Je dois lui donner une réponse demain (lundi) au plus tard à 18 heures. Si je ne lui réponds pas, il ne viendra pas à Prague. Il ne désire recevoir personne (en dehors de moi) en Angleterre ou ailleurs.

Salutations les plus cordiales S. U.



SPOLOČNOSŤ S RUČENÍM OBMEDZENÝM

Hviezdoslavova 4
CS-036 01 MARTIN

Mr. U. [redacted]

0842 3 [redacted]
3 [redacted]
3 [redacted]
3 [redacted]

Fax 0842 3 [redacted]
Telax [redacted] unpm [redacted]

[redacted]

7.11.91

Dear Mr. U. [redacted],

With reference to our meeting we are quoting you material as follows.

- RPG-7 500 pcs 1640 USD/pc
- Ammunition 2000 pcs 160 USD/pc
- RPG-75 2500 pcs 520 USD/pc

Year of production: 1989/90 with 3 year guarantee

Prices are to be understood fco Budapest-Hungary.

- Strela 2 any quantity 18.000 USD/pc
- Strela 3-last version any quantity 25.000 USD/pc
- Ammunition for 3 and 2 6500 USD/10 pcs
- Igla /Anti-aircraft missile with launcher/
 - launcher 9500 USD/pc
 - missile 42000 USD/pc

Year of production: 1990/91 with 2 year guarantee

Price is to be understood fco Sofia.

Mr. A is ready with your confirmation to me to come to Prague to meet you on 15.11.91 and go with you together to Sofia. Pls confirm End-user certificate. Our supplier is ready to come to Prague tomorrow.

Hope to hear from you soon.

[redacted] / Director / UNIMPEX

MACHINA A.S.

Bank to bank contact :

Bank: [redacted]
Weiden, Germany
Bank Code: 780- [redacted]
Acc. no. 068190 [redacted]

ref: Inquiry Lager-1 specification

QNY. REQUIRED CONFIRMED.

Following items are ready for delivery on 11/12th Nov 1991:

1. RPG-7 ✓	\$ 495 ✓	pcs 500 ✓
2. Ammunition for RPG-7 ✓	165 ✓	5000 ✓
PRODUCTION YEAR 89/90. GUARANTEE 3 YEARS,		
3. RPG-75 ✓ <i>Jachodovtina</i>	285 ✓	1000 ✓
PRODUCTION YEAR 90. GUARANTEE 3 YEARS.		
4. Strela-3 /the last version/ <i>(Lorn + Elekta)</i>	27500	10 ✓
PRODUCTION YEAR 90/91. GUARANTEE 2 YEARS.		
5. Igla /the last version 90/91/		
-launcher	10500	3 ✓
-missile	46000	12 ✓
PRODUCTION YEAR 90/91. GUARANTEE 2 YEARS.		

total	2.216.000	
transport	42.000	-
logistic	110.000	-

Total l/c amount on the basis FCO Slovenian-Croatian border:

2.368.000

Mirko Z~~████~~, Zagreb
Davor G~~████~~, Zagreb

Stjepan U~~████~~
Krizovnicka █
110 00 Praha 1

DOGOVOR O PREUZIMANJU SREDSTAVA

Stjepan U~~████~~ će preuzeti od Ministarstva obrane Hrvatske US\$ 30.000 u svrhu nabave End User Certificata te pokretanja procedure nabave potrebnih roba a na osnovu iskazane potrebe republike Hrvatske.

U slučaju da do predviđenih isporuka ne dođe zbog odn. krivicom dobavljača, Stjepan U~~████~~ je odgovoran i obavezan u roku od 60 dana refundirati preuzeta sredstva.

Ova obaveza nije vezana u sljedećim slučajevima:

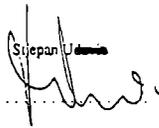
1. Ukoliko do narudžbe ne dođe u roku od 30 dana.
2. Ukoliko narudžbe po ispostavljanju profakture od dobavljača nije ispunio svoje uslove i obaveze po plaćanju (LC ili odgovarajuće).
3. Ukoliko narudžbe iz drugih razloga nije ispunio svoje obaveze pri realizaciji transakcija.

U Pragu, 24. novembar 1991

Mirko Z~~████~~



Stjepan U~~████~~



Davor G~~████~~



3/ Mirko Z., Zagreb
Davor G., Zagreb

ACCORD SUR LE RETRAIT DES FONDS

Stjepan U. obtiendra du ministère de la Défense de Croatie US \$ 30 000 dans le but d'acheter un End User Certificate et de démarrer la procédure d'achat de fournitures, sur la base des besoins déclarés de la République de Croatie.

Au cas où les livraisons prévues ne s'accomplissent pas par la faute du fournisseur, Stjepan U. est responsable et obligé, dans un délai de 60 jours, de rembourser les fonds obtenus.

Cette obligation n'est pas valable dans les cas suivants :

1. Si la commande n'est pas passée dans un délai de 30 jours,
2. Si l'acheteur, au moment de l'obtention de la facture du fournisseur, n'a pas rempli ses conditions et obligations concernant le paiement (LC ou équivalent),
3. Si l'acheteur n'a pas rempli ses conditions concernant la réalisation de la transaction, pour d'autres raisons.

A Prague, le 24 novembre 1991.

From
Stjepan Udovčić
Uppsala - Sweden
TEL +46-18133000
FAX +46-18133000
Prague - Czechoslovakia
+42-2-2339000
FAX +42-2-2339000

To:
Z. Čermák
V. Zeman
FAX +38-41-437000

Poštovani gospodin Čermák,
moj "kurz-služ" u komunikacijama s vama nastao je zbog prenapornog angažiranja na drugim područjima. Ja sam gotovo tjedan dana proveo radeti sa ~~Sveučeljem~~ u Skandinaviji i u Baltičkim zemljama. S njim sam putovao po tim zemljama pa sam bio i fizički "auš".

Na povratku su me dočekale dobre vijesti o mogućnostima koje spadaju u vašu domenu. Sad je prilika da predemo u realizaciju. Prijašnji kanali o kojima sam vas obavijestio ranije su jedno vrijeme malo zaškriplili ali su sad popravljeni. Dobio sam i druge mogućnosti sličnog digniteta što se tiče sigurnosti i sl.

Da bi krenulo, treba certifikat - kao i uvijek. Dobit ću ga iz istog izvora, jer je to najsigurnije. Na njemu imam garancije, važi za više zemalja, itd. Međutim cijena se je popela od inicijalnih 25 na 32.000 US\$. Prošli put kad smo se vidjeli bilo je 30.000. Tako je kad nismo bili dovoljno odlučni. Međutim isti izvor nudi i druge mogućnosti. Ja ću se s njim sresti ovih dana.

Ja predlažem da dostavite dodatno još 3000 US\$. To je za eventualne troškove koji iznenadno mogu doći u tom hantranju. Da se razumijemo: ja tražim da se jedna suma od 35000 US\$ stavi meni na raspolaganje u dotične svrhe. To je budget. Sve što se troši iz tog budžeta treba verifikirati vama. To bih ja činio na tri alternativna načina: (a) fakturom, (b) svjedokom, (c) vašim prethodnim odobrenjem. Molim Vas da potvrdite gornje. Važno da budu *contu chiari*. Za mene i moj integritet je to od izuzetne važnosti.

Dostavite 35000 US\$ na Dresdner Bank Weiden moj conto *780.000.00 *06.849.000.00 * S. Udovčić.

Očekujem da će to biti izvedeno do srijede 18. prosinca. Istog dana ću sresti relevantne osobe. Molim vas javite mi detalje. Tokom dana i noći može te me dobiti u Švedskoj na tel. 00946-18-20000 ili -122000. FAX 00946-18-200000.

Najljepše Vas pozdravlja, Stjepan Udovčić

Uppsala, 16-12-1991

* * * END FAX * * *

2/ Z. Č.
V. Z.

Cher Monsieur Č.,

Mon retard dans les communications avec vous résulte d'engagements trop envahissants sur d'autres terrains. J'ai passé une semaine entière à travailler avec Sč. en Scandinavie et dans les pays Baltés. J'ai voyagé avec lui à travers ces pays, ce qui explique que j'ai été physiquement « out ».

A mon retour, de bonnes nouvelles m'attendaient sur les possibilités qui relèvent de votre domaine. (...) Pour pouvoir démarrer, il faut un certificat — comme toujours. Je l'obtiendrai de la même source, car c'est la plus sûre. J'ai des garanties là-dessus, ça vaut pour plusieurs pays, etc. Cependant, le prix a augmenté : des \$ 25 000 initiaux, à \$ 32 000. La dernière fois que l'on s'est vu, le prix était de 30 000. C'est ainsi lorsqu'on n'est pas assez décidé. Ceci dit, la même source offre d'autres contacts encore. Je vais les rencontrer ces jours-ci.

Je propose que vous donniez 3 000 US\$ supplémentaires. Cette somme est pour les dépenses éventuelles qui peuvent surgir d'une manière inattendue au cours de cette recherche.

Comprenons-nous bien : je demande qu'une somme de 35 000 US\$ soit mise à ma disposition pour les buts en question. C'est le budget. Tout ce qui serait dépensé à l'intérieur de ce budget vous sera prouvé. Je ferai ça d'une des trois façons suivantes : (a) par facture, (b) par témoins, (c) par votre accord préalable. Veuillez me confirmer ceci. Il est important que les comptes soient clairs. Pour moi et mon intégrité, ceci est d'une importance capitale.

Faites envoyer 35 000 US\$ à la D. Bank — Weiden, à mon compte n^o *780. . . *06.849. . . * S. U.

Je compte que ceci sera exécuté d'ici mercredi 18 décembre. Ce même jour, je rencontrerai les personnes concernées. Veuillez m'informer des détails. De jour comme de nuit, vous pouvez me joindre en Suède au numéro de téléphone 00946-18-
ou 122 . . . FAX 00946-18-

Mes salutations les meilleures
Stjepan U.

Uppsala, 16-12-1991.

NO. 12 No. -----

	QTY	PRICE
1. STREFA G.M. KOMPLET - 3 FLEKTE	1/00	45200,00 DM
2. RABOTA - MONTAZA	1	43000,00 DM
TOTALI:		= 88200,00 DM

PAYMENT: 22.10.1991.

ANTONIA EMIĆ ANTE
ZNG-RH RIJEKA ↔ (KUPAC)

: DVO JE NA MOJU ODGOVORNOST
SRDAČNJI POZDRAV, *Sporkić*

INV. NO: 11216-01

MACHINA A.S.
Prague/Uppsala

ZNG-RH RIJEKA
Att. Šimić Ante

INVOICE

No	Item	Amount	Price
1	Strela 2M Complet - 3 rakets	1,00	45 800,00 DEM
2	Majutka - rakets	4	43 000,00 DEM
		TOTAL:	68 800,00 DEM

Payment: October 22nd. 91

V

LA FACE CACHÉE DE WASHINGTON

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie est, sans doute, incompréhensible pour 95 % des Français. Alors imaginez ce qu'il en est des Américains ! Dire qu'ils se demandent en quelle zone d'Afrique ou d'Asie se trouvent le Kosovo ou la Bosnie n'est pas une boutade, mais une triste réalité. Soixante pour cent des diplômés de l'enseignement supérieur au Texas ne sont pas capables de citer les États qui leurs sont limitrophes.

Ce désordre se retrouve en politique et je me souviens de mon effarement lorsque j'écoutais à New York en août 1992 les déclarations du candidat Clinton ! Mais cela ne doit pas occulter le fait que certains Américains sont les mieux informés du monde.

Ainsi, à Washington, il existe des groupes de travail salariés par les membres du Congrès. Ils ont pignon sur rue, reçoivent dans des bureaux officiels et bénéficient d'une large marge d'action. Leur travail est d'aller à la « pêche aux informations ». Ce sont d'anciens universitaires, d'anciens journalistes ou d'anciens agents des services secrets. Lorsqu'ils ont réuni suffisamment d'informations, ils rédigent un rapport en précisant que celui-ci n'engage que son signataire.

Voici un exemple de première page de ces rapports.

Il est lié à la Yougoslavie et traite de la menace de la poussée islamique en Europe. Il est facile d'identifier trois sources à ce rapport :

— *D'abord l'ONU. Placée dans l'incapacité politique de diffuser certaines informations désagréables pour ses membres, elle transmet par ce biais détourné les informations qu'elles jugent fondamentales.*

— *Ensuite, la CIA. La Centrale, par nature, doit réserver ses informations à l'exécutif, c'est-à-dire à la Maison-Blanche. Mais*

nombre de ses agents, par conviction démocratique, estiment que ce n'est pas suffisant. Ses canaux, très organisés et très structurés, font alors parvenir leurs informations aux élus.

— Enfin, les services israéliens. La survie économique d'Israël se trouvant à Washington, il est tout à fait compréhensible que certains liens se nouent et que certains services se rendent... entre services...

Il reste qu'il ne faut pas être impressionné par ces fameux services de renseignements. Les luttes de chapelle qui s'y déroulent font que lorsque l'on dit CIA ou KGB, on ne dit rien. Écrire « la CIA pense que... » n'a aucun sens. Tout dépend à quel groupe on fait allusion. Et c'est un drame pour les démocraties modernes car de bons services de renseignements éviteraient bien des erreurs. Quand je pense à ce diplomate français de haut rang qui avait quotidiennement accès aux synthèses de la DGSE et qui malgré cela, en 1990, affirmait : « Le jour où la Yougoslavie éclatera, ce sera de rire », je frémis rétrospectivement.

Bref, le rapport dont il est question montre néanmoins que, depuis le 1^{er} septembre 1992, circulait à Washington, et à très haut niveau, un rapport argumenté mettant en garde contre la présence islamique dans le conflit en Bosnie.

BILL McCOLLUM FLORIDA
CHAIRMAN
DANA ROHRBAUGH CALIFORNIA
CO-CHAIRMAN

MEMBERS
WILLIAM BROUWER MICHIGAN
CAR STOPPER (D) CALIFORNIA
JOHN TODD (R) CALIFORNIA
ROBERT COCHRAN CALIFORNIA
GEORGE W. DEBUS PENNSYLVANIA
BERNARD D'AMICO NEW YORK
JULIUS GAYNOR IOWA
BOB LIVINGSTON LOUISIANA
DAVID OBAMA MARTIN NEW YORK
FRANK RUGGS CALIFORNIA
JAMES HENNINGSEN ARIZONA
* OLTPHA J. SNOWE MAINE
C W BILL YOUNG FLORIDA



TASK FORCE ON TERRORISM &
UNCONVENTIONAL WARFARE
HOUSE REPUBLICAN RESEARCH COMMITTEE
U.S. HOUSE OF REPRESENTATIVES
WASHINGTON, DC 20515

VAUGHN'S FOREST
CHIEF OF STAFF
YOSIEF ADAMOVIC
DIRECTOR

DONALD J. MCGRASSIE
LEGISLATIVE COUNSEL
JAMES E. GIFFNEY
EDITOR

SCOTT BRENNER
PUBLIC AFFAIRS
* * * * *
422 LONGWATER BLVD.
NEW BEDFORD

IRAN'S EUROPEAN SPRINGBOARD?

September 1, 1992

The escalation of the fighting in Bosnia-Herzegovina has a significance for Europe that extends far beyond the human tragedy of the conflict. The struggle for Sarajevo and the fate of the area's diverse population is rapidly transforming into a proxy battlefield for the future and fortunes of the growing Muslim community of Western Europe. This fact directly affects the extent and nature of the assistance provided by several outside powers led by Iran to the local Muslim authorities.

Thus, Tehran and its allies are using the violence in Bosnia-Herzegovina as a springboard for the launching of a jihad in Europe. Consequently, the character of the armed struggle waged by the Muslims of Bosnia-Herzegovina -- against the Serbs and Croats, as well as against their own brothers -- has been determined as much by the "needs" of the Muslim world as by the peculiarities of the local situation.

* * *

The history of Yugoslavia's Muslim community has been one of victimization by the Slavic majority. However, Bosnia-Herzegovina's Muslims have long been considered by the Islamist leadership in the Middle East to be ripe as a vehicle for the expansion of Islamic militancy into Europe. Additionally, the pro-Arab policies of the Tito government during the 1960s further enhanced the situation of the Muslims as radical Arab movements were permitted to conduct active propaganda in Yugoslavia, and during the 1970s were even allowed to recruit volunteers to join Palestinian terrorist organizations such as the PLO. Yugoslavia also provided extensive military assistance to the Arab world and numerous experts and technicians, many of them Muslims, spent long periods in the Middle East.

That said, although Muslims constitute only some 40% of the population of Bosnia-Herzegovina, they have defined the character of the republic because of the peculiarities of the power structure that was imposed during Marshal Tito's rule. Further,

225
facsimile

VI

LES MANIPULATEURS PROFESSIONNELS

C'est un phénomène nouveau. Il est à l'état d'embryon en Europe mais, aux États-Unis, il fonctionne à toute allure. Il s'agit d'agences de relations publiques intervenant dans le domaine politique et ayant pour clients des groupes professionnels ou des pays.

L'une de ces agences, Hill and Knowlton, s'est tristement illustrée lors de la guerre du Golfe en montant une opération de désinformation qu'elle n'a pas su protéger. L'agence en charge de la Croatie, de la Bosnie et du Kosovo a réalisé un extraordinaire travail de renversement de l'opinion publique. Mais elle n'a pas su rester discrète. De son succès, elle veut maintenant tirer les fruits. Et ce qu'elle imprime est bien maladroit. Ou alors d'un très grand cynisme...

Voici la première page du dossier que m'a remis en main propre James Harff, directeur de cette agence. J'ai laissé le texte en anglais Afin que chacun puisse juger sans ambiguïté.

SUMMARY OF MEDIA COVERAGE OF
RUDER FINN GLOBAL PUBLIC AFFAIRS
CROATIA, BOSNIA-HERZEGOVINA, KOSOVA

Introduction

For the last 18 months Ruder Finn Global Public Affairs has represented the Republic of Croatia (August 1991-June 1992), Republic of Bosnia-Herzegovina (May 1992-December 1992), and Republic of Kosova (October 1992-present). During that time, the firm has developed a reputation as the international public relations agency with the greatest experience and involvement with the crisis in the Balkans. Our work has helped put Ruder Finn on the map in Washington, DC, and internationally.

This recognition, we believe, can aid substantially in marketing the firm and generating new business. In fact, each succeeding contract was the result of our work with the previous republic. As these nations solve their political problems and evolve and become full-fledged democracies with market economies, additional business opportunities will present themselves. We are preparing to take advantage of those situations, many of which will related to economic trade and investment including tourism promotion.

This report summarizes the media coverage of which we are aware at this time, with the intention of documenting the impact Ruder Finn has made in helping Croatia, Bosnia, and Kosova defend themselves against the onslaught of Serbian aggression, ethnic cleaning, and crimes against humanity.

In addition to the substantial media coverage of Ruder Finn, our work with the Balkan republics has energize our

Washington staff, provided excellent experience and education in international public relations, and resulted in dozens of close contacts in Congress and among the news media. The return on our work and the investment Ruder Finn has made in these terms has been significant.

TABLE

<i>Préface du général Pierre M. Gallois</i>	11
Avant-propos	19
Genève, janvier 1993.	21
Sarajevo, novembre 1992	42
Paris, 7 février 1993.	53
Paris-Budapest, 28 février 1993	76
Paris, 11 mars 1993	120
Washington, 24 avril 1993.	125
Rome, 10 juin 1993	158
Moscou, juin 1993.	176
Paris, 6 août 1993	199
ANNEXES COMMENTÉES	211
I. Les avis de la commission d'arbitrage	213
II. Les textes cachés	227
III. Les avertissements à l'Allemagne	241
IV. Le trafic des armes	247
V. La face cachée de Washington	259
VI. Les manipulateurs professionnels	263